

Le conflit somalo-éthiopien

## De violents combats se poursuivraient dans l'Ogaden

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnement 1 an : 150 F (hors taxes)  
Abonnement 6 mois : 80 F (hors taxes)  
Abonnement 3 mois : 45 F (hors taxes)  
Abonnement 15 jours : 15 F (hors taxes)  
Abonnement 7 jours : 8 F (hors taxes)  
Abonnement 3 jours : 4 F (hors taxes)  
Abonnement 1 jour : 1 F (hors taxes)  
Abonnement 1 an : 150 F (hors taxes)  
Abonnement 6 mois : 80 F (hors taxes)  
Abonnement 3 mois : 45 F (hors taxes)  
Abonnement 15 jours : 15 F (hors taxes)  
Abonnement 7 jours : 8 F (hors taxes)  
Abonnement 3 jours : 4 F (hors taxes)  
Abonnement 1 jour : 1 F (hors taxes)

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 06  
Tél. 01 47 33 60 00  
Tél. 01 47 33 60 01  
Tél. 01 47 33 60 02  
Tél. 01 47 33 60 03  
Tél. 01 47 33 60 04  
Tél. 01 47 33 60 05  
Tél. 01 47 33 60 06  
Tél. 01 47 33 60 07  
Tél. 01 47 33 60 08  
Tél. 01 47 33 60 09  
Tél. 01 47 33 60 10  
Tél. 01 47 33 60 11  
Tél. 01 47 33 60 12  
Tél. 01 47 33 60 13  
Tél. 01 47 33 60 14  
Tél. 01 47 33 60 15  
Tél. 01 47 33 60 16  
Tél. 01 47 33 60 17  
Tél. 01 47 33 60 18  
Tél. 01 47 33 60 19  
Tél. 01 47 33 60 20  
Tél. 01 47 33 60 21  
Tél. 01 47 33 60 22  
Tél. 01 47 33 60 23  
Tél. 01 47 33 60 24  
Tél. 01 47 33 60 25  
Tél. 01 47 33 60 26  
Tél. 01 47 33 60 27  
Tél. 01 47 33 60 28  
Tél. 01 47 33 60 29  
Tél. 01 47 33 60 30  
Tél. 01 47 33 60 31  
Tél. 01 47 33 60 32  
Tél. 01 47 33 60 33  
Tél. 01 47 33 60 34  
Tél. 01 47 33 60 35  
Tél. 01 47 33 60 36  
Tél. 01 47 33 60 37  
Tél. 01 47 33 60 38  
Tél. 01 47 33 60 39  
Tél. 01 47 33 60 40  
Tél. 01 47 33 60 41  
Tél. 01 47 33 60 42  
Tél. 01 47 33 60 43  
Tél. 01 47 33 60 44  
Tél. 01 47 33 60 45  
Tél. 01 47 33 60 46  
Tél. 01 47 33 60 47  
Tél. 01 47 33 60 48  
Tél. 01 47 33 60 49  
Tél. 01 47 33 60 50  
Tél. 01 47 33 60 51  
Tél. 01 47 33 60 52  
Tél. 01 47 33 60 53  
Tél. 01 47 33 60 54  
Tél. 01 47 33 60 55  
Tél. 01 47 33 60 56  
Tél. 01 47 33 60 57  
Tél. 01 47 33 60 58  
Tél. 01 47 33 60 59  
Tél. 01 47 33 60 60  
Tél. 01 47 33 60 61  
Tél. 01 47 33 60 62  
Tél. 01 47 33 60 63  
Tél. 01 47 33 60 64  
Tél. 01 47 33 60 65  
Tél. 01 47 33 60 66  
Tél. 01 47 33 60 67  
Tél. 01 47 33 60 68  
Tél. 01 47 33 60 69  
Tél. 01 47 33 60 70  
Tél. 01 47 33 60 71  
Tél. 01 47 33 60 72  
Tél. 01 47 33 60 73  
Tél. 01 47 33 60 74  
Tél. 01 47 33 60 75  
Tél. 01 47 33 60 76  
Tél. 01 47 33 60 77  
Tél. 01 47 33 60 78  
Tél. 01 47 33 60 79  
Tél. 01 47 33 60 80  
Tél. 01 47 33 60 81  
Tél. 01 47 33 60 82  
Tél. 01 47 33 60 83  
Tél. 01 47 33 60 84  
Tél. 01 47 33 60 85  
Tél. 01 47 33 60 86  
Tél. 01 47 33 60 87  
Tél. 01 47 33 60 88  
Tél. 01 47 33 60 89  
Tél. 01 47 33 60 90  
Tél. 01 47 33 60 91  
Tél. 01 47 33 60 92  
Tél. 01 47 33 60 93  
Tél. 01 47 33 60 94  
Tél. 01 47 33 60 95  
Tél. 01 47 33 60 96  
Tél. 01 47 33 60 97  
Tél. 01 47 33 60 98  
Tél. 01 47 33 60 99  
Tél. 01 47 33 60 100

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Un plan irlandais de M. Carter

Malgré les précautions de la Maison Blanche, le bruit que le président Carter avait l'intention de proposer, dans les prochains jours, un plan de règlement de la crise d'Irlande du Nord s'est répandu mardi comme une traînée de poudre à Dublin.

Persone n'attend de miracle de l'initiative du président américain, qui s'inscrit, bien évidemment, dans le cadre de son offensive diplomatique tous azimuts. Mais les relations entre les États-Unis et l'Irlande sont trop anciennes et trop passionnelles pour que l'affaire ne prenne pas l'allure d'un événement politique.

Depuis le début des troubles présents en Ulster, les voix n'ont pas manqué à Dublin, comme à Belfast et à Londres, pour dénoncer le rôle joué par les Irlandais d'Amérique du Nord dans le ravitaillement en armes et en armes des organisations extrémistes protestantes, et surtout catholiques. Depuis neuf ans, hommes politiques, hauts fonctionnaires, universitaires anglais et irlandais se sont relayés auprès des pouvoirs publics et privés d'outre-Atlantique pour tenter d'endiguer cette aide. Au printemps de 1976, le premier ministre irlandais de l'époque, M. Liam Cosgrave, faisait une intervention dans ce sens.

L'existence d'un « lobby pro-IRA » aux États-Unis, et aussi au Canada, n'est pas un mythe, même si l'on fournit parfois aux gouvernements anglais et irlandais un bon émissaire très commode. Il est difficile d'évaluer son rôle exact, mais il est certain qu'il collecte des fonds importants pour les extrémistes catholiques, parfois sous couvert d'œuvres de bienfaisance.

De nombreux Américains d'ascendance irlandaise ignorent-ils que leurs dons généreux servent à acheter des fusils à tir rapide plutôt qu'à financer la misère des familles pléthoriques ? Jusqu'à quel point les participants à ces galas de « charité », aux buts pour le moins ambigus, sont-ils dupes ? Le romantisme de la « révolte irlandaise » a la vie dure, surtout lorsqu'on est loin de ses sordides réalités.

L'attitude de l'administration américaine devant les accusations de Londres et de Dublin a toujours été prudente. Plusieurs citoyens américains purgent actuellement des peines de prison pour complicité de trafic d'armes à destination de l'Irlande, mais l'électorat d'origine irlandaise joue un rôle trop important dans la vie politique des États-Unis pour que les responsables prennent le risque de le heurter de front.

Depuis 1968, les jugements — aussi péroratoires que sérieux — pour Londres et pour Dublin — se sont multipliés dans les couloirs de Washington. Le sénateur Edward Kennedy, fidèle à ses origines familiales, n'a pas été l'un des derniers à élever sans précaution la réévaluation prochaine de l'Irlande. Le président Carter n'a pas davantage hésité, à peu de jours de son élection, à faire cette bonne manière à ses électeurs catholiques. Quitte à démentir très vite ces propos, qui lui auraient été indûment prêtés par la presse.

Le « plan » qu'il propose cette fois comporterait trois points, selon Dublin : nécessité du partage des responsabilités entre catholiques et protestants, consultations régulières entre Londres et Dublin sous une forme non institutionnalisée, mise économique américaine à l'Irlande. Ces trois points, le troisième sera, sans aucun doute, le mieux accueilli à Londres, qui s'efforce, sans grand succès, d'attirer les capitaux étrangers en Irlande du Nord. Les deux autres, indispensables à un règlement politique, sont parmi les solutions régulièrement et alternativement repoussées par les deux parties en cause.

Malgré le scepticisme qui ne manquera pas d'accueillir ces projets, le fait même que le président des États-Unis en soit le promoteur peut constituer un atout non négligeable dans la partie serrée et décourageante qui se joue depuis bientôt une décennie dans ce tiers-monde de l'Europe.

CHINE

## Resserrement des liens avec Washington ?

M. Cyrus Vance s'est entretenu avec M. Teng Hsiao-ping

La visite à Pékin de M. Vance, qui s'est entretenu avec M. Teng Hsiao-ping, se terminera-t-elle par un resserrement des relations sino-américaines ? C'est la question que se posent certains observateurs après avoir pris connaissance du rapport de politique étrangère présenté par M. Hua Guo-feng au XI<sup>e</sup> congrès du P.C. chinois et dont le texte vient d'être diffusé par Chine nouvelle.

M. Cyrus Vance a été reçu, mercredi après-midi 24 août, par M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois. Le secrétaire d'État américain, qui avait poursuivi, dans la matinée, ses entretiens avec M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères, devait être l'hôte d'honneur, dans la soirée, d'un dîner offert par M. Teng Hsiao-ping.

Selon le porte-parole de M. Vance, c'est au cours des entretiens de mercredi qu'aurait été abordé le problème des relations sino-américaines, à peine « effleuré », lundi et mardi, avec M. Huang Hua. Le principal obstacle à une normalisation de ces relations — la question de Taiwan — a sans doute été au cœur des discussions. On pense que M. Vance a proposé à la partie chinoise une formule de compromis qui permettrait aux États-Unis de garantir la sécurité de l'île tout en modifiant la forme des rapports qu'entretenaient les deux États.

A en juger par la presse et la télévision chinoises — qui ne cessent, ces jours-ci, d'évoquer une future « libération de Taiwan » — ce compromis aurait peu de chances d'être accepté par les dirigeants de Pékin. Les observateurs, cependant, accordent de l'importance au rapport de politique étrangère présenté la semaine dernière, devant le XI<sup>e</sup> congrès du P.C. chinois par M. Hua Guo-feng,

rapport dont le texte a été diffusé mardi par Chine nouvelle.

Tout en réaffirmant les thèmes traditionnels chinois, M. Hua insiste beaucoup, dans son rapport, sur la nécessité de se ménager « autant d'alliés que possible » pour faire front à la menace de l'Union soviétique. « L'expérience historique, a-t-il dit, a toujours montré que la victoire d'une révolution dépend avant tout des propres forces du peuple, mais il est nécessaire en même temps de se gagner autant d'alliés que possible. (...) L'ennemi le plus puissant ne peut être vaincu que grâce aux efforts les plus résolus et en utilisant au mieux la moindre fissure entre ennemis. Chaque opposition d'intérêt parmi la bourgeoisie du monde, et en saisissant chaque occasion, même la plus petite, de se gagner un allié de masse, même si cet allié n'est que temporaire, instable, peu sûr et conditionnel ».

Le rapport du président Hua Guo-feng, qui prône « pour longtemps » des divergences idéologiques entre l'Union soviétique et la Chine, et affirme que la lutte sera poursuivie « du tac au tac contre l'hégémonie » (le Monde du 24 août), souligne aussi la volonté de Pékin de conserver un rôle de leader du mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste mondial.

(Lire la suite page 4.)

ÉGYPTE

## Un défi à M. Sadate

Le parti Wafd est reconstitué contre le gré du chef de l'État

Passant outre à l'opposition du président Sadate, le Wafd, le parti nationaliste le plus important de l'Égypte avant la révolution de 1952, a été reconstitué le mardi 23 août.

D'autre part, le procureur général militaire a requis, mardi, la peine capitale contre les principaux accusés de la secte intégriste musulmane Al Takfir Wal Hegra, qui a enlevé et assassiné, en juillet dernier, un ancien ministre égyptien. Les cinquante et un inculpés se sont déclarés non coupables, et dix-sept d'entre eux ont affirmé avoir été torturés.

De notre correspondant

Le Caire. — M. Fouad Serag Eddine Pacha, qui fut ministre du gouvernement royal et secrétaire général du parti du Wafd avant le coup d'État militaire de 1952, a annoncé officiellement le mardi 23 août au Caire, en présence de plus de deux mille de ses partisans réunis à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Saad Zaghloul, fondateur du Wafd, que cette formation était désormais reconstituée.

À 6 h. 30, une foule de 100 000 personnes, qui prenait la parole en public pour la première fois depuis un quart de siècle, a parlé pendant trois heures devant une foule attentive et enthousiaste où la plupart des classes sociales et des régions du pays étaient représentées, et où les moins de trente ans se comptent par centaines. Le jardin de l'association des avocats, où se tenait la réunion, fut bientôt trop étroit pour contenir l'assistance, qui déborda sur la chaussée.

Pour la première fois depuis 1952, du moins, a été fait publiquement et sans détour par un homme politique égyptien. Sous les applaudissements, M. Serag Eddine a tour à tour dénoncé « la révolution qui a commis tous les crimes punissables par la loi », « les nouveaux Césars », « l'invasion de la patrie par Israël en 1948 et 1967 », « l'abandon du Soudan en 1956 ».

Il s'en est pris ensuite avec amertume à son « ancien subordonné », l'actuel premier ministre,

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 2.)

## M. Giscard d'Estaing et les écologistes

Le conseil des ministres entend, ce mercredi 24 août, une communication de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, précisant les mesures en faveur de la montagne et de l'écologie, annoncées par le président de la République, à Vallouise (lire page 8).

D'autre part, un rassemblement est organisé, ce même jour, à Grenoble par le comité Malville, devant le palais de justice, où se déroule le procès en appel des manifestants antinucléaires arrêtés le 31 juillet (lire page 22).

## Une réponse à Malville ?

Dans sa seconde partie, le discours de Vallouise va plus loin que la volonté affirmée de sauver la montagne. Bien qu'énoncée en termes à demi voilés, il s'agit d'une réponse élysée à la question écologique qui agite le pays. Celle de Malville, de Nausseau et même de Larzac, ces points chauds de l'été.

Le président a saisi, semble-t-il, à quel point les brutalités policières de Malville, le 31 juillet dernier, ont été à la fois absurdes et désastreuses. Grenader au nom d'une technologie contestée par certains scientifiques eux-mêmes, des jeunes qui s'affirment non violents — mais qui se laissent débordés par quelques centaines d'excités — n'est-ce pas la négation d'un régime qui se veut « libéral » ? La mort de M. Vhal Michalon ne haurie pas seulement la sensibilité et le sens commun : c'est aussi une erreur politique. Aussi le président a-t-il tenté de la réparer. Certains des propos qu'il a tenus à Vallouise sur l'écologie ont été ajoutés à sa main, et au dernier moment à un agenda préparé.

M. Giscard d'Estaing justifie et approuve la passion avec laquelle la jeunesse française éprouve la cause écologique tout en les exhortant au « retour de la violence ». Ce faisant, il va plus loin que tous les leaders politiques, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition. Est-ce de sa part une manœuvre hardie pour rallier à la gauche les voix des écologistes aux prochaines élections ? La tactique n'explique pas tout.

Le président a sans doute compris la chance qui s'offre à lui. Un mouvement désintéressé, général, imaginatif et de plus en plus populaire permet les jeunes propose une « nouvelle société ». Compte-t-il y parvenir par une révolution sanglante ? Pas du tout. Voilà que les écologistes épousent la non-violence. Pourquoi dès lors, puisque l'État et le pouvoir ne sont plus directement menacés, ne pas leur tendre la main, utiliser le potentiel de changement que représente ce courant neuf ? M. Giscard d'Estaing voulait faire bouger la France. Avec l'aide de l'écologie il accroit ses chances d'y parvenir en douceur. A condition, bien sûr, que les écologistes ne montrent pas de réticences, qu'ils ne mobilisent pas systématiquement contre les barrages — comme à Nausseau — et comprennent les nécessités de l'emploi. A condition surtout qu'ils acceptent la main tendue. La belle, en tout cas, est à nouveau dans leur camp.

MARC AMBROISE-RENDU.

## SAUVER LES MONUMENTS HISTORIQUES

### La rose et l'églantier

L'Allemagne mise à part, où la guerre a tragiquement résolu le problème, la plupart des pays européens ploient sous le poids de leur patrimoine, religieux ou civil, public ou privé.

Que l'on se promène en Touraine, dans la campagne anglaise ou le long des lacs italiens, il paraît à peu près évident que bientôt les fortunes familiales ne pourront ou ne voudront plus conserver ces domaines, ces châteaux, ces parcs qui sont l'élément caractéristique d'un paysage national ; la plupart des hôtels urbains ne sont guère qu'en surplús et les communes ont de plus en plus de mal à assurer l'entretien d'églises, de campagnes souvent admirables mais souvent aussi presque abandonnées.

Le vandalisme n'est pas ici seul en cause, ni l'urbanisme, ni même

l'inconséquence politique de développement à tout prix et de béton obsessionnel qui a été, pendant les dernières vingt années, celle de tant de municipalités et de responsables de l'aménagement du territoire. Il s'agit d'abord de crédits, et l'Etat ne peut subvenir à tout.

Surtout, le problème du patrimoine est un problème de fonction. Conserver sans utiliser représente une charge insupportable. La seule manière d'assurer la survie d'un édifice historique et socialement « dépassé » est de lui assigner une affectation nouvelle ; qui ne soit à rien moins que à quoi nous invite à réfléchir une exposition présentée à Londres, au Victoria and Albert Museum.

Lire l'article d'André Fernigier page 2.

ne pas rater sa rentrée!



du secrétariat de direction à la direction de secrétariat

- par un enseignement supérieur
- par un corps professionnel de qualité
- qui soit créateur de lien réel entre la vie universitaire et la vie active
- par la confiance des employeurs qui garantissent la sécurité de votre première situation

L'École des Secrétaires de Direction en plus de vous faire obtenir le B.T.S.S. vous fait véritablement devenir, en deux années, ce que les employeurs appellent : « UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION »

- Mais il se peut aussi que vous vouliez dépasser cette fonction et accéder à la direction d'un secrétariat. L'E.S.D. en une année optionnelle complémentaire vous y prépare
- par une culture générale approfondie
- par des techniques de pointe
- par une formation de votre personnalité.

ÉCOLE DES SECRÉTAIRES DE DIRECTION  
15, rue Soufflot  
75004 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 3331.44.42

## SUR LA PEINE DE MORT

par ALAIN PEYREFITTE

cette grave affaire, essayer d'aller au fond des choses.

Le Comité d'études sur la violence, que j'ai eu l'honneur de présider, a présenté cent cinq recommandations en vue de freiner la montée de la violence. L'une des plus importantes est celle qui préconise l'abolition de la peine de mort. Mais, séparée de l'ensemble dans lequel elle s'inscrit, elle est privée de ses corollaires, cette proposition risque d'être mal comprise.

Le comité est resté longtemps partagé — à égalité — sur cette

### AU JOUR LE JOUR

#### Plan Barre ter

M. Raymond Barre vient enfin de remettre à leur place tous ces chômeurs dont la mauvaise volonté évidente est un frein à la réalisation de son plan. Si l'on ne trouve pas de travail dans la branche à laquelle on se destine, a-t-il dit en substance, il faut savoir accepter autre chose.

Tel agrégé de philosophie qui refusait une place vacante de bachelier municipal, qu'il n'est tout de même pas l'oublié de la loi, a-t-il dit en substance, il faut savoir accepter autre chose.

En somme, le P.M.U. et la roulette ayant déjà rendu bien des services aux finances de l'État, ne serait-il pas opportun, pour concilier l'offre et la demande d'emploi, d'instituer désormais une sorte de loterie qui assignerait à chacun — quels que soient ses désirs et sa formation — le poste à pourvoir en priorité afin que la « conjoncture » cesse enfin de mettre des bâtons dans les roues du plan Barre ?

OLIVIER WARIN.

مكتبة الأمل



# EUROPE

## LES SUITES DE L'AFFAIRE KAPPLER

### En Italie

#### Tout en émettant de vives critiques, les partis ne veulent pas envenimer leurs rapports avec le gouvernement

Cinq mille personnes ont manifesté, le mardi 22 août à Rome, contre l'évasion de l'ancien SS Herbert Kappler. Tout en critiquant le gouvernement pour ses carences, les partis politiques italiens ne souhaitent pas que cette affaire alourdisse durablement le climat politique. A Bonn, le porte-parole du gouvernement, lui aussi visiblement soucieux d'apaiser les passions, a exprimé son respect pour la

mémoire des victimes du massacre des « fosses Ardéennes » et sa « compassion » pour leurs familles. Dans une interview au journal « Domenica del Corriere », un ancien officier SS, M. Jürgen Marloh, a indiqué que l'évasion de Kappler avait été organisée par un réseau d'anciens nazis, qui se proposait maintenant de libérer Walter Reder, le dernier prisonnier de guerre détenu en Italie.

### De notre correspondant

La commission de défense du Sénat italien s'est réunie, le mardi 22 août, à Rome, en séance extraordinaire pour examiner l'affaire Kappler. M. Lattanzio, ministre de la défense, a rejeté toute responsabilité gouvernementale. Il a en revanche chargé les carabinieri et les services secrets, et a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de démissionner. Son intervention a été vivement critiquée par les partis, pour lesquels les circons-

#### Michel le Brave ou l'inébranlable volonté d'indépendance de la Roumanie

Bien que les Français continuent de confondre allègrement Bucarest et Budapest, ils savent à peu près, depuis le développement du tourisme au bord de la mer Noire — Marnala, mamala, — où se trouve la Roumanie, les n'ont, en revanche, comme l'a montré, mardi soir, la projection aux « Dossiers de l'écran » d'un film sur Michel le Brave, que peu de lumières sur la Moldo-Valachie, qui, historiquement, lui donna naissance.

Version réduite à une longueur normale d'un film de quatre heures tourné ces dernières années en Roumanie, ce film de Sergiu Nicolaescu, intitulé en français, de façon contestable, « Le Dernier Croisé » — ce devait être un des points discutés par les historiens roumains, français et turcs, rassemblés autour de Joseph Pastre, — a apporté un éclairage particulièrement intéressant, grâce à son souffle épique, sur la première tentative des Valaques, des Moldaves et des Transylvaniens, à la fin du seizième siècle, de réaliser leur unité.

Le film de Nicolaescu a l'intérêt, comme devait le déclarer au cours de la discussion M. Alphonse Dupront, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, de montrer le grand mérite de Michel le Brave pour avoir fait surgir pour la première fois sur la scène européenne la présence des terres roumaines. Il met aussi cruellement à nu le désintérêt, voire l'hostilité de l'Europe chrétienne — aussi bien de Rome que des Habsbourg et des magnats hongrois — pour ce « prince paysan » inconnu, pour-

tant en lutte contre l'infidèle ottoman.

Si, comme l'a souligné M. Bérenger, professeur à l'université de Rennes, cet épisode n'a eu, en effet, qu'une importance marginale par rapport à la chrétienté, il s'inscrit, en revanche, la formule est du professeur Dupont, « dans la vie de la sensibilité collective roumaine ». Et l'œuvre éphémère de Michel — l'union des trois provinces roumaines ne dura même pas deux ans — est restée jusqu'à nos jours un idéal, un « modèle » pour le peuple de ce pays.

Il aurait été sans doute utile pour le public français que la discussion, déjà fort passionnante, souligne encore plus les similitudes entre le passé et le présent, et insiste sur les constantes de la diplomatie roumaine au cours des siècles : volonté inébranlable d'indépendance contre tous les empires alliés à un solide sens du compromis, courage et ruse, conscience européenne alignée en butte à un désintérêt, parfois hostile, pour ce lointain pays balkanique. Ce genre d'analyses aurait, il est vrai, peut-être été embarrassante pour les historiens roumains, dont le célèbre professeur Constantin Giurescu, présent dans le studio. Sans doute aussi un souci d'équilibre aurait-il voulu que soit entendus l'historiographie hongroise, malencontreusement absente du débat, où elle aurait pourtant eu son mot à dire, notamment sur la question de la Transylvanie, pomme de discorde traditionnelle entre Bucarest et Budapest.

MANUEL LUCBERT.

#### Découvrez davantage la République Fédérale d'Allemagne tout en dépensant moins.



#### Avec la nouvelle Carte touristique.

Une nouvelle initiative du Chemin de Fer Fédéral Allemand vous permet de voyager en Allemagne dans des conditions particulièrement intéressantes et agréables. Avec la Carte touristique de la DB, vous pouvez emprunter l'important quel train régulier pour vous déplacer tout confort et à quel prix que vous le voulez, et ce pendant 9 ou 10 jours. En 2ème classe, le billet ne coûte que 40,- F. ou 60,- F. respectivement, et en 1ère 60,- F. ou 80,- F. En vente à partir du 1er Mai 1977 dans les grandes gares de la SNCF et dans votre agence de voyages ainsi qu'au Chemin de Fer Fédéral Allemand 24, rue Condorcet 75009 Paris — Tél. 879-5026. La Carte touristique de l'Allemagne vous souhaite la bienvenue.

La Carte touristique de la DB, pour visiter l'Allemagne.

### LE CRI D'UN ALLEMAND

#### « Les origines »

par JACQUES MADAULE

En ces semaines d'été où l'on voit coup sur coup l'Allemagne fédérale refuser à l'Italie l'extradition du bourreau des Fosses Ardéennes et les vengeurs du colonel Pelzer s'en prendre à la statue du maréchal Leclerc, n'est-ce pas le moment de revenir sur un des livres les plus étonnants parus en français au cours des dernières années ? Je veux parler des Origines (1) de Walter Schürmann.

Son titre étrange, assez mystérieux, l'a peut-être desservi non seulement auprès des lecteurs mais aussi auprès de la critique même. Pourtant, il ne s'agit pas de rien d'autre que de la notion même de responsabilité collective, dont il est clair qu'elle est violemment repoussée par une grande partie du peuple allemand, et le gouvernement actuel de l'Allemagne fédérale ne veut pas heurter de front cette opinion. Alors on aime mieux invoquer la loi, qui est, somme toute, une loi d'oubli. Ce que furent ces atroces années, on a choisi de ne plus le savoir.

Walter Schürmann est Allemand. Lui aussi, et il n'est pas, tant s'en faut, le premier écrivain allemand qui ait soulevé avec courage et dignité cette terrible question que ses compatriotes voudraient bien enterrer à tout jamais. Mais il est le premier Allemand qui ait choisi de le faire en français, comme si notre langue était sa langue maternelle. Cela compte. Pourquoi avoir élu le français ? Simplement, peut-être, parce que Schürmann connaît à fond notre langue, ayant longtemps vécu chez nous. Il ne la connaît pas d'une connaissance livresque, mais vécue. Son français est souvent plus proche du français couramment parlé que du français écrit. Il a pénétré dans les profondeurs même de notre peuple et il sait parfaitement les grâtes que l'homme de la rue nous rend contre les Allemands.

Cet Allemand, qui ne rend pas ses origines, et c'est à sans aucun doute l'explication de son titre, est aussi un Allemand qui a beaucoup voyagé. Il est allé en Grèce, en Israël, en France, il est revenu dans son Allemagne natale et il a terminé ce périple aux Etats-Unis, dans une foire aux philosophes dont je vous recommande l'humour féroce. Quand je dis « cet Allemand », il ne s'agit pas tellement de l'auteur que du héros du livre, qu'on aurait le plus grand tort de prendre pour une autobiographie, bien qu'il doive tout son poids de vérité à une expérience vécue.

C'est là une autre étrange de cet ouvrage, qui a peut-être aussi déconcerté : on ne sait dans quel genre le classer. Je dirais qu'il faudrait dire que c'est une confession romancée, à condition de prendre le premier terme dans son sens le plus large : celui de saint Augustin.

Cet Allemand n'est coupable de rien, puisqu'il est né en 1941. Mais il ne peut effacer ses origines. Il ne peut faire, par exemple, que dans sa petite Allemagne, les Allemands exsangues et dévastés des premières années d'après-guerre, on ne lui ait montré la trace du sang et des supplices dans les catacombes naziennes dont l'Allemagne n'avait pas encore effacé toute trace, ni même tout souvenir vivant. En Grèce, il essaya de se mêler, dans un village de la montagne, à des fêtes aux teintes de paysan. Mais à peine son origine est-elle reconnue, que la foule s'estint et que la danse s'arrête.

Il faut partir, aller plus loin. Pourquoi pas en Israël, dans un kibboutz ? Ne serait-ce point le lieu idéal de l'explication, le fils des bourgeois parmi les enfants des victimes ? La

chose est sur le point de réussir, et puis, elle échoue lamentablement. Tout ce qu'emporte d'Israël le coupable innocent, ce sont quelques amitiés précieuses. Les seuls qui sachent parfois oublier sont aussi ceux qui, plus que personne, auraient le droit de ne rien faire. D'Israël, le jeune Allemand emmène en Allemagne un ami qui avait quitté ce pays, autrefois le sien, dans l'intention de ne plus jamais y revenir. Ce n'est plus l'Allemagne en ruine des lendemains de défaite, mais l'Allemagne renouée et prospère des années 60. Le passé criminel n'a-t-il pas à jamais disparu sous les cris-taux et les ors de cette pharmacie toute neuve ? Et voici que, en dévissant le pharmacien hilare et satisfait de sa réussite, le juif reconnaît avec épouvante l'un des sinistres expérimentateurs du camp de la mort où il fut enfermé.

Où fuir ? Hors d'Europe peut-être, dans cette Amérique qui sert traditionnellement de refuge à ceux qui veulent oublier quelques choses de trop lourds à porter. Mais il s'agit comme la main, en apparence, jusqu'au jour où le malheureux fugitif,

sortant du marché aux philosophes, aperçoit dans la rue, au milieu de la foule, une grotesque relique d'Adolf Hitler, gardée par des hommes en uniforme de SS. Il la détruit avec rage et s'enfuit en avion.

Cette conclusion est amère et désespérée. Signifie-t-elle que l'on n'échappe pas à ses origines ? En un sens, oui, et il faut le savoir. Rien ne sert de vouloir oublier des crimes que l'on a pas commis, mais que d'autres, pareils à vous, ont commis. Ces crimes pèsent sur l'espèce humaine tout entière. Ainsi, le témoignage de Schürmann, qui ne rend jamais ses origines allemandes, mais qui les porte douloureusement, est-il un pathétique appel à la conscience de tous, afin que nul ne cherche à oublier ses propres crimes en vitupérant ceux qui sont commis par d'autres.

Telle est la leçon que le livre de ce livre déchirant, écrit avec du sang et des larmes, qui n'est qu'un long cri d'horreur devant ce qui n'a pas cessé un seul jour depuis la mort d'Hitler, en quelque endroit du monde.

\* Fayard, 39 F.

### Pays-Bas

#### Les tentatives pour former un nouveau gouvernement Les chrétiens-démocrates restent intransigeants sur la question de l'avortement

De notre correspondant

Amsterdam. — Le premier ministre démissionnaire, M. Den Uyl (socialiste), paraît avoir échoué dans sa tentative de former une nouvelle coalition gouvernementale avec le parti chrétien démocrate du ministre de la Justice, M. Van Agt, et les démocrates 66 (radicaux de gauche) de M. Terlouw.

Bien que les élections législatives du 25 mai dernier aient clairement indiqué que les Hollandais souhaitent la continuation du gouvernement de centre-gauche, la question de l'avortement rend la formation d'une nouvelle coalition impossible pour le moment. Les négociations qui ont eu lieu jusqu'à maintenant ont mis en relief les grandes divergences qui existent sur ce point. Une entente entre socialistes et libéraux, entre les partis confessionsnels et les autres formations politiques.

Fort de son succès électoral, le parti socialiste voudrait faire voter une législation de l'avortement, lequel est officiellement toujours interdit. Bien qu'il soit ouvertement pratiqué dans des cliniques spécialisées. Cette situation est tolérée par la justice, mais les chrétiens-démocrates ont fait savoir qu'ils ne pourraient plus longtemps accepter une telle anomalie.

Leur leader, M. Van Agt, qui

s'est montré intransigeant dans la campagne électorale, estime que l'avortement doit être interdit, à moins que de graves raisons médicales ne le rende inévitable. Ce point de vue n'est pas partagé par la majorité de la Chambre basse qui a voté, l'année dernière, une loi-cadre libéralisant l'avortement. Mais le Sénat avait rejeté cette loi après que M. Van Agt eut laissé entendre qu'il refuserait personnellement et simplement de la signer en tant que ministre de la Justice.

La formation d'une autre coalition gouvernementale entre les chrétiens-démocrates et les libéraux de M. Wiegels est théoriquement possible, mais elle risque, elle aussi, d'échouer sur le problème de l'avortement. Une entente entre socialistes et libéraux, comme en Allemagne de l'Ouest, est exclue à cause des différends qui séparent les programmes sociaux et économiques des deux formations. Il reste donc la solution d'un gouvernement minoritaire de gauche, éventuellement qui séparerait les programmes sociaux et économiques des deux formations. Mais cela ne paraît pas très enclin à envisager. Un décalage de la situation n'est pour le moment guère en vue à moins que l'aile gauche de la démocratie chrétienne ne fasse des concessions pour continuer à gouverner avec les socialistes.

MARTIN VAN TRAA.

## PROCHE-ORIENT

### Egypte

#### Un défi à M. Sadate

(Suite de la première page.)

Utilisé par les Anglais contre le palais en 1942, incapable de promouvoir la réforme agraire, le Waft avait perdu de son audience populaire à la veille de l'arrivée au pouvoir des « officiers libres » en 1952. Bien qu'il eût remporté plus des deux tiers des sièges aux élections législatives de 1960.

Les orateurs wahabites qui, mardi soir, ont précédé M. Serrag Eddine à la tribune ont réclamé une nouvelle Constitution, les libertés politiques, dont celle de la presse, la sauvegarde de l'indépendance nationale, l'alphabétisation de la femme. Dans le domaine économique, le Waft fut libéral, et il parait l'être resté. En ce qui concerne les institutions, bien que le portrait de Moustapha El-Nahas devant lequel il parlait M. Serrag Eddine fut surmonté des armes royales d'Egypte, le Waft est aujourd'hui, dans l'ensemble, républicain. Il est surtout farouchement partisan d'un régime entièrement civil.

« Oublié » par les manuels d'histoire officielle depuis 1952, le parti de Saad Zaghloul a, semble-t-il, conservé un prestige dans les différentes couches bourgeoises de la province. Il bénéficie également de l'appui non négligeable de l'Eglise nationale d'Egypte, qui compte « au moins cinq millions de fidèles » égyptes orthodoxes. M. Serrag Eddine est musulman et un obéissant à la révérence du Coran avant l'annonce de la résurrection du Waft, mais le chef de ce parti avait fait asséoir à sa droite trois prêtres coptes, et l'un de ses prin-

cipaux conseillers est un ancien ministre chrétien du roi, M. Ibrahim Farag. Les coptes ont gardé la nostalgie de la seule grande formation politique égyptienne qui ait jamais été réellement laïque. Ils sont, de plus, inquiétés des projets gouvernementaux d'approfondissement de la réforme agraire, qui leur paraissent menacer de leur enlever la terre.

An sein du Parlement élu l'an passé, le Waft dispose, selon M. Serrag Eddine, « de plus de vingt députés » nécessaires à la création d'un parti légal. Il faudra, en outre, que l'ancien parti unique, l'Union socialiste arabe, maintenu comme « régulateur » de la vie politique, donne son accord pour que le nouveau Waft soit officiellement reconnu. Le Kaft, ancien « officier libre », avait sévèrement mis en garde, en juin dernier, « les représentants wahabites » contre toute tentative de reconstruction de leur parti, et M. Salem s'était écrié du grand nombre de députés de sa formation tentés de rejoindre le Waft.

Quelle va être la réaction du pouvoir, mis devant le fait accompli ? Selon une boutade castrée : « Fouad Fouad sera mort, mais sa résidence impériale ou ministérielle » L'hypothèse d'un double jeu gouvernemental est en tout cas exclue par la plupart des observateurs. La réaction des nationalistes orthodoxes, qui n'ont pas de parti propre et sont hostiles, par principe, au Waft, est attendue avec impatience par les égyptiens, qui se demandent aussi ce que l'armée va penser de retour.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

### A travers le monde

#### Berlin-Ouest

• M. JEAN-PIERRE BRUNET, nouvel ambassadeur de France à Bonn, est arrivé, le mardi 22 août, à Berlin-Ouest, où il effectuera son premier séjour officiel depuis sa nomination en Allemagne fédérale. — (A.F.P.)

#### République Sud-Africaine

• LE CONGRÈS DU CAS DU PARTI NATIONAL SUD-AFRICAIN, actuellement au pouvoir, a accepté les modifications constitutionnelles projetées par le gouvernement (le Monde du 23 août). Ces modifications visent à associer au pouvoir les Métis et les Indiens. Cette acceptation a été annoncée par M. John Vorster. Le premier ministre sud-africain ne révélera pas le détail du projet avant de l'avoir soumis aux trois autres congrès régionaux du parti national. — (A.F.P.)

#### Rhodésie

• EN RAISON DE L'AMPLEUR DES OPERATIONS DE GUERILLA, 365 écoles primaires et 12 écoles secondaires ont été contraintes de fermer leurs portes depuis le début de l'année. Ces chiffres ont été révisés, mardi 22 août, par M. A.J. Smith, secrétaire à l'éducation africaine. On apprend d'autre part, à Londres, que l'évêque Abel Muzorewa, président du Conseil national africain de Rhodésie, a rejeté, mardi, toute idée de collaboration avec son rival, le révérend Ndabandanga Sithole. — (A.F.P., Reuters.)

#### Seychelles

• UN COUPLE D'HOTELIERS FRANÇAIS DE MAIR, M. et Mme Jean-Claude Robert, ont été expulsés pour avoir refusé de s'expliquer sur des tentatives de corruption qui leur étaient reprochées, à l'égard d'anciens membres du gouvernement. — (A.F.P.)

Reassortiment des livres...

مكتبة الأصل



# AFRIQUE

## LE CONFLIT SOMALO-ÉTHIOPIEN

### De violents combats se poursuivent dans l'Ogaden

De violents combats se poursuivent dans les provinces éthiopiennes de l'Ogaden, de Bale et du Harar entre soldats éthiopiens et maquisards somaliens. De part et d'autre, on fait état de très lourdes pertes en hommes et en matériels.

Les Éthiopiens affirment avoir abattu dix-huit Mig somaliens. L'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) annonce qu'en raison des combats en Erythrée et en Ogaden, l'Éthiopie souffre

d'une grave pénurie alimentaire. Les vivres s'entassent sur les quais du port d'Assab, unique, débouché maritime, où quelque 12 000 tonnes de céréales, 10 000 tonnes d'aliments pour bétail et 30 000 tonnes de marchandises diverses sont bloquées. — (A.F.P., Reuter.)

### Une visite aux « zones libérées »

Plus un seul drapeau éthiopien ne flotte sur le sud de l'Ogaden. Un seul soldat éthiopien n'y est présent. Aux couleurs vertes, jaunes et rouges a succédé l'étendard vert et rouge à étoile blanche du F.L.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale).

Pour la première fois depuis les affrontements dans l'est éthiopien, un groupe de journalistes a pu, avec l'aide du gouvernement de Mogadiscio, se rendre dans l'Ogaden, région administrée par Addis-Abeba, revendiquée depuis longtemps par la Somalie et en jeu des combats qui durent depuis près de deux mois.

Formé en convoi de sept véhicules tout-terrain, immatriculés en Somalie, le groupe, dirigé par un officier de liaison du Front, le commandant Alim, et accompagné d'un représentant du ministère somalien des affaires étrangères servant d'interprète, a parcouru sans aucune difficulté, et pendant près de quatre jours, environ 700 kilomètres en territoire « libéré ». Il a visité quatre importantes localités : Mustahil, Kelafo, Gode et Werder.

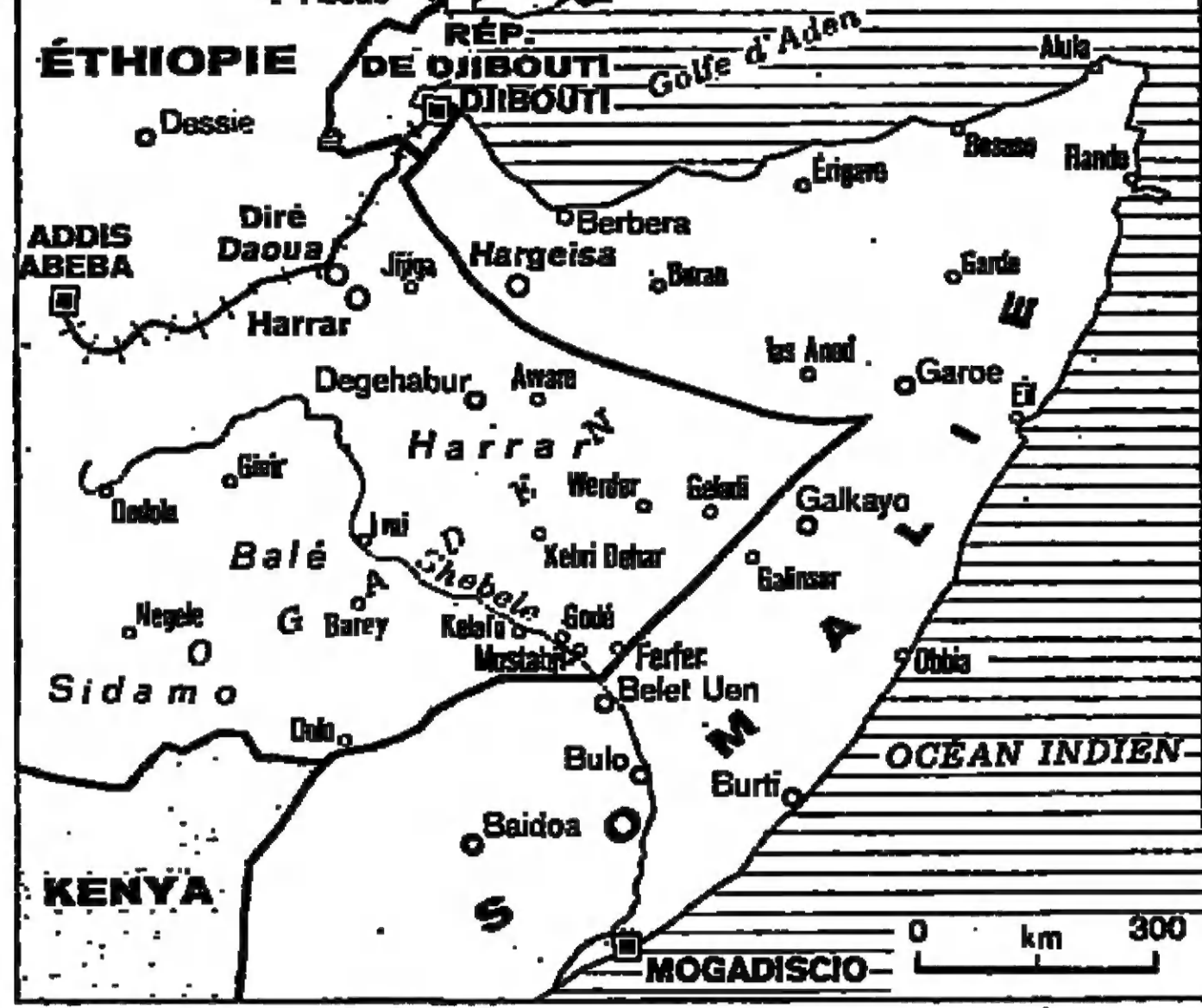
Les combats, dans ce secteur, ont cessé depuis le 20 juillet, et le F.L.S.O. s'y trouve « comme un poisson dans l'eau ». Les traces de violents affrontements sont cependant encore toutes fraîches autour des casernes et garnisons notamment à Gode et à Werder. Ce ne sont que baraquements et maisons calcinées ou détruites, matériel abandonné ou brûlé, charniers de milliers de cadavres, débris de véhicules, impacts d'obus de mortier ou de bazooka, munitions de tous calibres non explosées.

Les combats ne semblent pas « avoir épuisé » les habitants civils. La population, selon le Front, avait été évacuée. La prise de Gode, la plus importante base dans l'Ogaden avec cinq mille hommes de troupe et un arsenal doté d'une piste en dur, a exigé douze jours, selon les responsables locaux du Front.

Il en a été de même pour Werder, conquise le 24 juillet. Mustahil a subi deux assauts, le

premier le 25 et le second le 29. Kelafo est tombé le 25 juillet, après environ douze heures de combats. Des quelque huit mille soldats éthiopiens en garnison dans le secteur sud de l'Ogaden, plusieurs centaines, selon le F.L.S.O., ont été tués ou ont pris la fuite, et ont été abandonnés par l'armée éthiopienne et saisi par le Front.

La population, dans chaque localité, avait été mobilisée. Le convoi était, en effet, accueilli par une foule bruyante mais disciplinée, criant sa haine pour le régime éthiopien et son chef. À aucun moment, les journa-



listes n'ont pu relever la preuve d'un quelconque engagement direct de l'armée régulière somalienne dans les combats, dans lesquels Addis-Abeba accuse Mogadiscio d'être directement impliquée. Les journalistes ont toutefois remarqué l'absence avec laquelle les véhicules somaliens ont cir-

culé dans toute cette zone, où le groupe n'a été autorisé à se rendre que près d'un mois après la fin des combats.

Il ne leur a pas été possible de connaître le nombre et l'armement exact des maquisards qui ont pris part aux combats, pas plus que les pertes subies par le Front. La réponse à ces questions était invariablement : « La guerre n'est pas finie. Cela relève du secret militaire ».

Les responsables du Front sont, d'autre part, restés extrêmement évasifs sur le sort des soldats éthiopiens qui occupaient les différentes places fortes, et notamment sur le nombre exact des morts et des prisonniers. Les journalistes n'ont réussi à voir que sept prisonniers de guerre. Gode — (A.F.P.)

## L'AFRIQUE DU SUD ET LA BOMBE

### Les nouvelles démissions de Pretoria ne dissipent pas l'inquiétude dans diverses capitales

M. Pit Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a de nouveau démenti, mardi 23 août, que son pays s'appête à procéder à quelque essai nucléaire que ce soit. M. Botha a déclaré que son premier démenti avait été transmis au gouvernement français par l'intermédiaire de son ambassadeur à Pretoria, et qu'il ne comprenait pas comment ces allégations pouvaient être répétées. « Je ne veux pas attiser le feu de Guirgand », a dit M. Botha. « Si la vérité, il peut rejeter mon démenti, c'est là sa prérogative ».

Cependant, l'émotion persiste dans le monde. Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères de La Haye, « le gouvernement néerlandais est hautement préoccupé, même si l'expérience envisagée a des buts pacifiques ».

À Brasilia, le porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères a affirmé que le Brésil était « opposé à la prolifération

des armes nucléaires, bien qu'il soit favorable à l'accession de tous les pays à la technologie nucléaire ».

À Bonn, M. Hans Dietrich Genscher, ministre fédéral allemand des affaires étrangères, a « une nouvelle fois instamment invité la République Sud-Africaine à signer le traité de non-prolifération nucléaire » et s'est dit « réellement inquiet ».

À Paris, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a déclaré que la France « s'oppose à la prolifération

## LA CONFÉRENCE DE LAGOS CONTRE L'APARTHEID

### LE PREMIER MINISTRE NORVÉGIEN DEMANDE DES SANCTIONS EFFECTIVES CONTRE PRETORIA

Poursuivant ses travaux, la conférence mondiale de l'ONU contre l'apartheid, qui s'est ouverte lundi 22 août à Lagos (Nigeria), a entendu mardi un long exposé du premier ministre norvégien, M. Nordli, qui a demandé un embargo réel sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, ainsi que l'arrêt de tous les investissements étrangers. L'ancien premier ministre norvégien, M. Palm, a réitéré également des sanctions plus sévères contre Pretoria.

Au nom des neuf pays membres de la Communauté économique européenne, M. Henri Simonet, ministre belge des affaires étrangères, a lui-même affirmé devant la conférence que la C.E.E. demandait diverses mesures destinées à contraindre l'Afrique du Sud à abandonner l'apartheid. Ces mesures, a-t-il dit, seront décidées bientôt. Pourtant, selon M. Koomans, secrétaire d'Etat hollandais, les Neuf seraient en désaccord au sujet de ces mesures et se contenteraient d'une « condamnation de principe contre l'apartheid ».

### M. MITTERRAND : en cas de victoire, nous cesserons toute vente d'armes à l'Afrique du Sud.

Dans le message qu'il a fait parvenir à la conférence de Lagos contre l'apartheid, à laquelle il avait été invité, M. François Mitterrand exprime ses regrets de ne pouvoir s'y rendre et déclare : « Cette conférence traduit la volonté de la grande majorité des membres de l'ONU de voir résoudre une question qui heurte la conscience universelle et marque un nouveau pas en avant dans la condamnation de l'apartheid ».

Après avoir dénoncé « la violence de la répression » du gouvernement de Pretoria, il a ajouté que « les socialistes français apportent leur soutien aux mouvements de libération de l'Afrique australe ». « Aujourd'hui dans l'opposition, dans-t-il encore, le parti socialiste peut être appelé dans quelques mois au gouvernement de la France. Nous nous engageons à mettre un terme à toute vente d'armes à l'Afrique du Sud jusqu'à la disparition du régime d'apartheid. Nous estimons nécessaire d'étudier, en liaison avec les mouvements de libération de l'Afrique australe, les modalités d'une réorientation de nos relations économiques avec l'Afrique du Sud (celle-ci absorbe moins de 1 % de nos exportations de la France, livre 0,5 % de nos importations). La France peut faire ce choix, pourvu qu'elle en ait la volonté politique. »

## AMÉRIQUES

### États-Unis

### M. Carter se refuse à forcer la main au gouvernement israélien

Revenant à la charge sur la question de la création de colonies juives en Cisjordanie, le président Carter a déclaré, le mardi 23 août, que la décision du gouvernement israélien à cet égard était « en violation de la convention de Genève » et donc « illégale ». Il a ajouté que ces points de peuplement n'avaient pas, à son avis, un caractère « permanent ».

Réagissant à cette déclaration, M. Yasser Arafat l'a qualifiée de « positive ». Après avoir rendu hommage au chef de l'exécutif améri-

cain, le président de l'O.L.P. a déclaré que son organisation souhaitait ouvrir des pourparlers avec Washington.

Avant de quitter Londres pour Tel-Aviv, le général Dayan a déclaré, mercredi, à la presse — selon l'agence U.P.I. — que, « bien qu'ils n'aient pas encore engagé de dialogue avec l'O.L.P., les États-Unis ont pris la tête du mouvement pour la reconnaissance et s'efforcent de trouver des moyens de lui donner une existence légale ».

### De notre correspondant

Washington. — Revenu à Washington après une semaine de vacances à Camp David, M. Carter a tenu mardi 23 août une conférence de presse, la quatrième depuis son entrée à la Maison Blanche. Si le président a été contraint de répondre longuement sur « l'autre Lance », autrement dit sur les pratiques financières discutables de son directeur de troupe et de son directeur de budget, ce sont les sujets de politique étrangère qui ont comporté le plus grand nombre de « communications ». On retiendra les points suivants :

● LES RELATIONS AMÉRICAINO-ISRAÏELIENNES. — M. Carter a réaffirmé la position de son gouvernement sur « l'illégalité » de l'installation de nouvelles colonies juives en Cisjordanie. Toutefois, se refusant toujours à heurter de front M. Begin, il a assuré n'avoir « pas l'intention » d'exercer des pressions sur Jérusalem. Cette déclaration va plus loin que celle qu'avait faite M. Mondale, il y a quelques mois, lorsque le vice-président avait exclu toutes pressions exercées par le biais des fournisseurs d'armes. Aujourd'hui, les pressions par tout autre moyen sont à leur tour exclues à l'avance du jeu, le président invoquant le fait que le premier ministre israélien s'est dit d'accord — dans le cadre de sa formule « tout est négociable » — pour inclure le problème de la Cisjordanie dans le champ de la négociation. Mais l'un ne voit toujours pas comment M. Begin, dont la popularité a impressionné les observateurs américains lors de la dernière tournée de M. Vance en Israël, sera amené dans ces conditions à faire des concessions.

● LES PROJETS NUCLÉAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD. — Prenant le contre-pied des déclai-

ments faits par M. de Guirgand lundi, M. Carter a semblé entériner les assertions du gouvernement de Pretoria selon lesquelles aucune explosion nucléaire à but civil ou militaire n'est prévue sur le site de Kalahari. « Nous apprécions cet engagement et cette information », a dit le président. La question n'est pas close pour autant, et la contradiction avec la France est plus apparente que réelle. D'une part, en effet, les États-Unis continueront de « surveiller la situation de très près », ce qui donne à penser que les assurances du gouvernement sud-africain ne sont pas tenues ni pour parole d'évangile. D'autre part, Washington « encouragera ses efforts pour encourager l'Afrique du Sud à placer toutes ses installations nucléaires sous des contrôles internationaux et à signer le traité de non-prolifération ». L'effort diplomatique se poursuivra donc, même si, à la différence de la France, les États-Unis donnent l'impression de se satisfaire, pour le moment, des assurances données — à leur demande — par Pretoria.

● LE CANAL DE PANAMA. — M. Carter a bien dû constater que le traité mis au point avec Panama « ne bénéficie pas du soutien populaire en ce moment ». Mais il n'en a pas tiré la conclusion attendue par certains — qu'un renvoi du débat au Congrès était nécessaire. Au contraire, il a annoncé que le texte de l'accord serait publié dans quelques jours et que le peuple américain se convaincrait, comme lui-même (le président a admis qu'il ne pensait pas de même il y a un an) de ses avantages. Une précision semble devoir être ajoutée au texte dans les ultimes négociations avec Pa-

nama : les États-Unis demandent à être associés à tout projet de construction d'un nouveau canal sans échec, s'il s'avère nécessaire de procéder à de tels travaux dans quelques années pour faire face au trafic de fort tonnage. En échange, il devra être admis qu'un éventuel nouveau canal sera percé comme l'ancien sur le territoire de Panama.

### L'affaire Lance

M. Carter n'a pas apporté de précisions nouvelles sur l'affaire Lance, après la vigoureuse dérogation d'unité et de confiance qu'il avait donné le 13 août à son directeur du budget. Tout au plus le président a-t-il reconnu qu'il avait mieux vu, que le dynamisme bancaire s'était substitué à celui des banques sans provision, comme l'a confirmé un rapport officiel. Mais cela est arrivé à des gens très bien... et à M. Carter lui-même dans le passé, a avoué le président.

La franchise de M. Carter jouera sans doute en sa faveur, mais elle ne le met pas à l'abri des critiques que continuent de susciter les manipulations financières de M. Lance, un homme qui, selon l'expression d'un éditeur, « a forcé de couper dans les virages, ne savait plus très bien où était la route ».

MICHEL TATU.

### Pérou

### LE PARTI « APRISTE » EST FAVORABLE À L'ÉLECTION D'UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(De notre correspondant.) Lima. — Le parti « apriste », principale formation politique du pays, s'est déclaré favorable à l'élection en 1978 d'une assemblée constituante et, de manière générale, aux propositions faites au mois de juillet par le président Francisco Morales Bermúdez pour transformer le pouvoir à une équipe de civils en 1980, date à laquelle sont prévues des élections générales. M. R. Haya de la Torre, chef incontesté du parti, auquel les militaires, au pouvoir depuis 1968, ont toujours refusé l'accès du gouvernement, pourrait envisager la présidence de l'assemblée constituante. Ce serait, estiment ses partisans, « une réparation historique ». Mais aussi une façon élégante de « s'écarter de la course à la présidence » de la République.

Le parti de M. Haya de la Torre, qui se situe au centre, reconnaît le bien-fondé des « importantes réformes de structure » réalisées au cours des années écoulées. Son attitude contraste avec l'intransigeance du parti « Acción popular », qui dirige l'ancien président Fernando Belaúnde, destitué en 1968 par les forces armées. Transférer les pouvoirs d'insurgés à l'Action populaire affirme que la convocation d'une assemblée constituante n'est qu'« une ruse pour tromper le peuple ». M. Belaúnde, qui condamne les réformes du régime, cherche, semble-t-il, à rallier toute l'opposition de droite. Et même, affirme-t-on, certains chefs militaires hostiles au président Morales et qui, devant l'agitation sociale croissante, souhaiteraient recourir à des méthodes de répression plus sévères.

Les partis de gauche, qui dénoncent le « virage à droite » du régime militaire, n'envisagent cependant pas avec enthousiasme le retour aux institutions démocratiques. Ils feront campagne en faveur de l'extension du droit de vote aux analphabètes. Le parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.), formé par d'anciens collaborateurs militaires et civils du président Juan Velasco Alvarado (1968-1975), paraît gagner du terrain dans les milieux populaires.

THIERRY MALINIAK.

cette cassette **GRATUITE**

**linguaphone**

CASSETTE DE DÉMONSTRATION

vous montre comment apprendre, chez vous, à parler anglais en 3 mois

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue. Grâce aux disques ou aux cassettes, et dans quelques mois, vous commencerez déjà à parler couramment. Ces dialogues, très faciles au début, vous familiariseront progressivement avec les structures, le vocabulaire et l'accent. En participant, vous-même, au dialogue, à ces conversations, vous vous habituez à penser en anglais.

Sur le même principe 28 langues à votre disposition : allemand, anglais, anglais/américain, espagnol, italien, japonais et russe...

**BON GRATUIT** Sans aucun engagement de ma part, je demande à bénéficier d'une information personnelle sur la méthode Linguaphone et à recevoir une cassette (ou un disque) de démonstration (le coche d'une croix dans la case de mon choix).

☐ Disque
 ☐ Cassette

Nom \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_  
 Profession \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Code Postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Quelle langue voulez-vous étudier ? \_\_\_\_\_

**LINGUAPHONE** 12, rue Lincoln 75008 Paris  
(pour la Belgique, rue du Midi, 54-1000 Bruxelles)  
(pour la Suisse, C.P. 215 Bd Helvétique, 17 - 1211 Genève 3)

صكبات الأصل



# ASIE

## Sri-Lanka

### Les affrontements entre Cinghalais et Tamouls

Le couvre-feu a été de nouveau imposé, la nuit de mardi 23 août à mercredi 24, sur l'ensemble du territoire de Sri-Lanka, où les affrontements entre membres des communautés cinghalaises et tamoules ont fait une soixantaine de morts depuis dix jours.

Le gouvernement conservateur de M. Jayewardene, qui a succédé à celui de Mme Bandaranaike après les élections législatives de juillet dernier, fait face depuis le 15 août à des affrontements meurtriers entre membres des deux principales communautés cinghalaises, les Cinghalais, majoritaires, et les Tamouls. Les heurts ont éclaté, à la veille de la réunion d'ouverture de la nouvelle Assemblée nationale, à la suite, semble-t-il, d'un banal incident entre la police et des Tamouls. Ils se sont étendus comme une traînée de poudre à plusieurs régions de l'île. Le gouvernement en rend responsable le Front uni de libération tamoul, qui revendique la formation d'un État tamoul séparé de Sri-Lanka. Ce Front a remporté un grand succès aux récentes élections, devenant le principal parti de l'opposition parlementaire.

Le secrétaire général, M. Amirthalingam, a demandé, lundi 22 août, que des milliers de Cinghalais soient transférés vers le nord et l'est du pays, où la population tamoule est prédominante. Les Cinghalais auraient déjà quitté leurs foyers de crainte de représailles, vient d'indiquer un porte-parole militaire.

A la fois ethnique, linguistique, religieux et socio-économique, le « problème tamoul » est ancestral mais il est devenu plus aigu ces dernières années. Il porte tous les germes de conflits du genre de ceux de Cypre, d'Irlande ou du Liban.

A Sri-Lanka, les Cinghalais (environ 70 % de la population), que sont vraisemblablement originaires du nord de l'Inde et des deux millénaires, sont bouddhistes et parlent le cinghalais. Le gouvernement de Mme Bandaranaike a plutôt cherché à apaiser la situation, en faisant notamment du cinghalais une langue privilégiée ou en distribuant, avant les élections, des terres de préférence à une clientèle cinghalaise. Il a minimisé l'ampleur du ressentiment et des revendications tamoules.

Venus, il y a moins longtemps, également de l'Inde, mais du Pays dravidien — le sud de la péninsule — les Tamouls sont au nombre de 24 millions. Un peu moins de la moitié d'entre eux, « soutiers » de l'Empire

britannique des Indes au XIX<sup>e</sup> siècle, continuent de travailler et de vivre dans des conditions proches de la servitude. Une partie de ces laissés-pour-compte de la décolonisation doivent être rapatriés en Inde (le Monde du 21 juillet 1977). Dans un pays où la religion et la langue définissent l'identité communautaire, les Tamouls sont, comme la majorité des Indiens, hindouistes, et ils parlent, bien entendu, le tamoul, la langue de l'État de Madras en Inde.

Ils rochent aux Cinghalais d'avoir, quel que fût le gouvernement au pouvoir à Colombo, établi une sorte de « impérialisme » dans la vie publique et les activités économiques, et de les considérer comme des « citoyens de second rang ».

### Un « Front tamoul »

La lutte des Tamouls pour l'égalité des droits est-elle devenue une lutte nationale en vue d'établir un État tamoul indépendant, laïc et socialiste ? Ils ont, en effet, formé, en 1971, un « Front », qui a été consolidé en 1976 et dont le programme — auquel n'adhèrent cependant pas tous les Tamouls — constitue, pour la première fois peut-être, une réelle menace pour l'unité nationale. Les dirigeants de ce Front semblent avoir été, ces derniers jours, quelque peu débordés par leur évent-garde militante. Ils envisagent plutôt, au stade actuel, une évolution constitutionnelle pouvant préfigurer l'établissement de la « nation tamoule ».

Le gouvernement, qui reconnaît l'existence de la question tamoule, a proposé la réunion d'une commission nationale et a commencé, d'ores et déjà, dans le domaine de l'éducation, à satisfaire quelques revendications de la minorité, mais n'est évidemment pas disposé à lui octroyer l'indépendance.

Enfin, les rivalités communautaires recouvrent souvent certaines tensions économiques et sociales. Mais pour l'heure, les mesures de libération des importations de produits de première nécessité prises par le nouveau gouvernement, dans l'intention de faire baisser les prix n'ont pas suffi à calmer les esprits dans une communauté pauvre et où les chômeurs sont nombreux.

GÉRARD VIRATTELLI.

## Chine

### Resserrement des liens avec Washington ?

(Suite de la première page.)

Le président Hua a réitéré notamment les leçons de l'Albanie contre « la théorie chinoise des trois mondes ». Malgré tout, indique l'A.F.P. à Pékin, certains signes de la permanence d'une amitié entre la Chine et Tirana ont été enregistrés au cours des derniers jours. Enver Hoxha a adressé, mardi 23 août, les « salutations révolutionnaires » du parti du travail albanais au P.C. chinois à l'occasion de son onzième congrès. « Nous souhaitons de tout cœur que, dans l'avenir aussi, la cause de la révolution, de la dictature du prolétariat et du socialisme en Chine progresse sans interruption », dit le message.

Alors que le maréchal Ye Chen-ying, vice-président du P.C. chinois, avait mis l'accent, dans la présentation qu'il a faite au onzième congrès des nouveaux statuts du parti, sur la démocratisation et la discipline, ainsi que sur les impératifs économiques (le Monde du 24 août), le vice-président Teng Hsiao-ping a invité les Chinois à « regarder la réalité en face » et à se mettre au travail. Dans le discours qu'il a prononcé devant le congrès et que publie Chine nouvelle mercredi, M. Teng déclare : « Nous devons rejeter le brillant superficialité sans contenu, et toute

sorte de vantardise. Il doit y avoir moins de discours creux et plus de dur travail. Nous devons être inébranlables et dévoués ».

Le vice-président, récemment réélu, a résumé rapidement le contenu du onzième congrès en soulignant qu'il avait ouvert une « période nouvelle » dans la construction du pays. Il a insisté sur la nécessité, en particulier, d'avoir confiance dans les masses populaires et d'« avoir à cœur leur bien-être matériel ».

« Nous avons un peuple merveilleux et des membres et des cadres du parti merveilleux, ils sont travailleurs, courageux, ont une haute conscience politique, prennent un intérêt profond dans les affaires d'État et ont une foi sans borne dans notre parti », a déclaré M. Teng Hsiao-ping avant de dresser le tableau des tâches à mener à bien : la « lutte des classes se poursuivra longtemps et la cause révolutionnaire ne connaît pas de fin. Nous devons mener la grande lutte contre la « bande des quatre » à l'antiparti jusqu'au bout (...). Nous devons repérer les pertes graves et le temps perdu à cause du sabotage de la « bande des quatre ». Nous devons faire face à la réalité, car il y a de nombreux problèmes auxquels on doit s'attaquer et de nombreuses difficultés à surmonter ».

# POLITIQUE

## Bulletin de santé de l'administration française

### II. — UN CERTAIN DÉSARROI MORAL

par GILBERT DEVAUX

L'administration française est bien vivante. Elle sait s'adapter, elle brasse moins de paperasses qu'ailleurs et ses fonctionnaires ont vraiment le « sens de l'État » (le Monde du 24 août).

L'administration française n'est pas « malade », mais elle est devenue « vulnérable ». S'il s'agissait d'un être humain, le médecin dirait que son état témoigne d'une sérieuse fatigue. La résistance de l'organisme n'est pas entamée, mais le terrain est moins bon, les défenses moins sûres ; il en résulte quelques troubles physiques ainsi qu'un certain désarroi moral.

Le symptôme de fatigue le plus net est une atténuation des signes de vitalité. L'administration française s'adapte, mais elle le fait moins « à cours des années 50 » ; son action est efficace, mais elle l'est moins auparavant. Les retards sont plus nombreux, et les erreurs plus lourdes. Les exemples cités par la presse, la radio, la télévision, établissent clairement, même si les conclusions de certains commentateurs sont manifestement excessives.

Un autre symptôme — qui deviendrait inquiétant s'il se développait — est un changement de comportement des fonctionnaires. Ils ne peuvent plus se fier à un affaiblissement du sens de l'État, mais les sacrifices accomplis pour mener à bien un travail collectif sont moins facilement acceptés. Chacun consacre davantage d'efforts à la défense

de ses intérêts — ou à tout le moins de son point de vue, — personnels ou sectoriels.

J'ai été surpris d'apprendre qu'il a paru indispensable, pour assurer, dans des conditions satisfaisantes, l'exécution de quelques tâches essentielles (discussions en commission, études, rapports) de doter celle-ci de suppléments de rémunération. Et je considère comme de sérieux indices de déclin les manœuvres de certains services décrites notamment par M. Peyrefitte dans son livre *La Mai française*, — pour différer, voire pour empêcher l'exécution de décisions gouvernementales ou de décisions de justice. Je ne prétends pas que de tels détournements de pouvoir étaient inconcevables sous les régimes de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Républiques. J'affirme cependant qu'ils étaient rares et qu'en dépit de la réputation de faiblesse des ministères de cette époque, ces abus risquaient de coûter fort cher à ceux qui les avaient commis.

A non avis cependant le plus grave symptôme est celui dont les journaux ne parlent pas : le malaise des cadres supérieurs, malaise qui se traduit non seulement par des manifestations verbales de mécontentement, mais par une désertion progressive des postes de haute responsabilité — avec, en sens inverse, des départs de plus en plus précoces des meilleurs vers des postes semi-publics ou privés.

### L'ingratitude de l'État

Les intéressés expliquent leur comportement avec une certaine amertume et lui attribuent des causes particulières : « L'État que nous servons, ne disait récemment un directeur de ministère, nous traite comme des ennemis, l'écart entre nos rémunérations et celles de nos collègues privés ne cesse de croître. Nous avons bénéficié longtemps de quelques avantages dans le domaine des retraites et des limites d'âge ; c'est maintenant le contraire qui est vrai. Tous mes prédécesseurs ont quitté ce bureau avec un grade élevé dans l'ordre de la Légion d'honneur ; je dois me contenter d'une décoration ersatz, et l'on ne me juge même plus digne de recevoir, pour mes vieux jours, le titre de directeur honoraire. Je préviendrai mon successeur — si on en trouve un — qu'il lui faudra apprendre à défilier en agitant des « drapeaux noirs » ».

J'ai répondu que mon « camarade revendicateur » qu'il me semblait subir ce que les psychologues appellent un « transfert ». Même si l'ingratitude de l'État atteint un paroxysme, il ne me paraît pas concevable que de récentes déceptions matérielles ou morales suffisent à expliquer la désaffection des élites pour des postes qui étaient l'ambition de leur jeunesse. En réalité, ce sont des prétextes qu'elles forgent pour se donner à elles-mêmes bonne conscience. Leur malaise a des racines plus profondes. Il se rattache aux autres symptômes de ce « désarroi », de cet « état de fatigue » qui caractérise, dans son ensemble, l'administration française.

Quelle en est la véritable cause ? La fatigue a normalement pour origine un effort qui, par ses dimensions ou par sa durée, dépasse les forces de celui qui le subit. Serait-ce le cas ? Nous avons constaté que l'administration française est double d'un administrateur pour l'extérieur. Celui-ci doit cependant avoir des limites qu'il peut être imprudent de dépasser.

Souvenons-nous que plusieurs départements ministériels — tels que l'éducation nationale, la défense nationale, la santé publique (Sécurité sociale comprise) — ont subi de véritables métamorphoses. Traversés des crises de gigantisme, ils ont dû assumer d'énormes responsabilités nouvelles et abandonner des principes fondamentaux auxquels ils étaient attachés.

J'autres départements ministériels, dont nul n'aurait imaginé l'existence en 1959 (le Plan, l'aménagement du territoire, la condition féminine, etc.), ont été créés. Les mécanismes de coordination et d'exécution sont devenus chaque jour plus nombreux et plus complexes. Toutes ces évolutions ont été dominées, tous ces nouveaux rouages ont été réglés, mais à quel prix ? Ne peut-on dire qu'il en résulte une sorte d'« ankylose », d'« étourdissement » ? Je ne repousse pas cette hypo-

thèse dans les sources de vie de l'administration, changement qui a produit l'effet d'un choc et qu'elle ne parvient pas à surmonter ?

Je suis convaincu que le changement fondamental fut l'abandon de la distinction entre la carrière politique et la carrière administrative. C'est un phénomène qui n'est pas demeuré inaperçu, mais dont les historiens n'ont pas su mesurer les conséquences. Je me propose d'en esquisser les divers aspects.

La séparation du politique et de l'administratif n'est évidemment pas un principe universel de droit public. Certains pays ne l'ont d'ailleurs jamais connue. Mais je crois qu'en France c'est une règle qui remonte à Philippe Le Bel — et même au-delà, — règle dont tous les régimes (monarchie féodale, monarchie absolue, empire, monarchie constitutionnelle, république) se sont inspirés, à tel point qu'elle était devenue une des caractéristiques essentielles et permanentes de l'organisation des pouvoirs publics. Selon les époques, elle n'a pas toujours été appliquée avec la même rigueur et n'a pas revêtu la même forme. Elle fut clai-

rement suivie sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, et c'est la forme qu'elle a revêtue au cours de cette période qui me semble présenter le plus d'intérêt aujourd'hui.

La fonction publique (civile et militaire) était alors une carrière où l'on pénétrait, presque toujours à la fin de l'adolescence, par concours ou par examen. La politique était une autre carrière, abordée à un âge plus avancé (entre trente et cinquante ans) par ceux qui, attirés par les problèmes collectifs, adhéraient à un parti et sollicitaient un mandat électif.

Consacrées l'une et l'autre au service des pouvoirs publics, les deux carrières étaient apparentées ; elles n'en demeuraient pas moins distinctes. Au sommet de la hiérarchie de l'action gouvernementale de cette distinction, — les postes gouvernementaux étaient réservés, en droit ou en fait, aux politiques, et les hauts postes administratifs, aux fonctionnaires. Comme les politiques avaient exercé d'abord un métier — et l'exerçaient souvent encore à temps partiel, — ils appartenaient à toutes les catégories socio-professionnelles du pays, avec une prédominance des professions « libérales » (avocats, médecins, etc.).

### La tradition violée

Parmi les fonctionnaires, seuls les enseignants — dont l'activité était assimilée à une profession libérale — étaient souvent tentés de suivre cette voie. Les autres fonctionnaires s'abstenaient de le faire, parce qu'un mandat électif pouvait les obliger à abandonner leur poste et plus généralement parce que cette orientation était contraire à la « déontologie » traditionnelle. Il y avait des exceptions — dont la plus brillante fut sans doute celle de Joseph Caillaux, — mais c'étaient toujours des « exceptions ».

Il fallut les événements de 1940 pour que la tradition soit violée ouvertement et sur une grande échelle. Présimant coupable de la défaite, le personnel politique fut écarté du pouvoir et, pendant quatre ans, les postes gouvernementaux furent occupés — dans les conditions que l'on sait, — par des fonctionnaires appartenant à tous les départements civils et militaires.

La IV<sup>e</sup> République rétablit la séparation traditionnelle des carrières, mais la V<sup>e</sup> République la supprima, durablement, semble-t-il, car les partisans du général de Gaulle n'ont

pas obéi à des motifs de circonstance ; ils ont appliqué une doctrine. Leur principal souci — ils ne l'ont jamais dissimulé — était de déloger l'action gouvernementale de l'influence des partis, d'obtenir que la politique ne soit plus l'activité accessoire d'un certain nombre de notables, mais la plus noble des professions. Ils rejoignaient ainsi l'objectif qu'ils s'étaient proposé d'atteindre au lendemain de la Libération, lorsqu'ils avaient créé l'Ecole nationale d'administration où l'on enseignait une « élite », non seulement le fonctionnement des rouages administratifs, mais aussi — et surtout — l'art de gouverner. Ils se conformaient à ces nouveaux principes en introduisant dans les équipes gouvernementales une proportion élevée de fonctionnaires.

Quelques années plus tard, une intervention personnelle du général de Gaulle fut nécessaire pour obtenir que ces « récents » hommes politiques « acceptent de prendre contact avec le corps électoral et de solliciter un mandat électif. Mais, leur exemple fut ensuite largement suivi. Aujourd'hui, à l'Assemblée nationale, les parlementaires issus de tous les secteurs de l'administration, et plus particulièrement de l'Ecole nationale d'administration, jouent un rôle déterminant.

Je me suis souvent demandé si cette réforme de structure n'était pas inévitable. Dans le climat d'activité intense qui est le nôtre, le recrutement du personnel politique parmi les professions libérales risquait d'être tardif. En sens inverse, le mouvement syndical poussait les cadres du secteur tertiaire — y compris ceux de l'État — à prendre une part active à la discussion des affaires publiques. Très généralement, les problèmes de gouvernement — notamment les problèmes économiques, — étaient devenus trop complexes pour être résolus à l'aide de simples arguments de bon sens par des hommes de bonne volonté. Les grands choix exigeaient désormais des connaissances techniques et l'appui d'une culture spécialisée.

En définitive, la V<sup>e</sup> République a peut-être eu raison — je ne le constate pas sans tristesse, — de vouloir que la carrière politique cesse d'être une vocation et devienne une profession. Elle n'en a pas moins assumé une lourde responsabilité, car elle n'a su ni prévenir ni même prévoir les troubles qui devaient en résulter.

### Prochain article :

VERS UNE « GUERRE DE RELIGION » ?

# DÉFENSE

## L'annuaire naval « Jane's » souligne l'accroissement continu de la marine soviétique

Londres (A.F.P.). — L'édition 1977-1978 du *Jane's*, annuaire mondial des flottes de combat, sera publiée, mardi 22 août, par la maison d'édition *Jane's*. Il met en relief l'accroissement continu des forces de la marine soviétique en quantité et en qualité, tandis que les pays de l'OTAN se contentent d'une variété infinie de types de navires et d'équipements.

Dans l'avant-propos de cette édition, le rédacteur en chef, le capitaine de vaisseau John Moore, note ainsi que l'U.R.S.S. met en service, au rythme de six par an, des sous-marins nucléaires dotés de missiles de plus de 3 000 kilomètres de portée. Ceux-ci peuvent aussi viser des objectifs « dans près de la moitié du monde » à partir de positions « situées juste au large des bases du nord » et par conséquent, loin des défenses occidentales. Il note également que la nouvelle classe de porte-avions, du type *Kiev*, pourvus à la fois de canons, d'armement anti-sous-marin, de missiles mer-mer et mer-air, d'hélicoptères et d'avions à décollage vertical, peut constituer en temps de paix la base d'une « puissante force d'intervention », capable d'assurer à l'U.R.S.S. le contrôle de vastes zones.

### La haute qualité de la marine française

Le commandant Moore estime toutefois que la flotte soviétique souffre d'un certain vieillissement de ses navires, dont un grand nombre ont été construits dans les années 1950-1960. Il met aussi en

valeur les difficultés de recrutement et d'entraînement des équipages soviétiques.

Le *Jane's* critique, d'autre part, la tendance des États-Unis à construire des navires trop gros et relativement peu armés, le manque d'imagination de la Royal Navy britannique, qui n'a pas encore tiré profit des connaissances anglaises en matière d'engins sur cousin d'air, et les « contradictions » politiques qui affaiblissent la marine française, dont il souligne pourtant la haute qualité technique, « grâce à de brillants ingénieurs », et dont il note qu'avec celles des États-Unis et de l'U.R.S.S. elle est l'une des trois à pouvoir se prévaloir d'un déploiement à l'échelle de la planète.

Pour le reste du monde, le commandant Moore insiste sur le renforcement des forces navales des États du golfe Persique, l'expansion de la marine chinoise (plus de milliers des patrouilleurs rapides en service dans le monde et la troisième flotte sous-marine après l'U.R.S.S. et les États-Unis), et les progrès techniques de la marine japonaise.

# NON A LA BOMBE

IL Y A AUSSI DES GENS DE GAUCHE QUI NE CHANGENT PAS D'OPINION

un numéro exceptionnel de

## TEMOIGNAGE CHRETIEN

Ce jeudi 5 F chez votre marchand de journaux ou à TC 49 rue du Fbg. Poissonnière 75009 PARIS — CCP 5023 99 Paris.

► Formation en Administration d'Entreprises. Cours général pour cadres débutants. Programme complet de management. Durée 9 mois à plein temps. Possibilités d'enseignement à temps partiel. Conditions : 21 ans au moins, baccalauréat ou équivalent.

Prochaine session : 15 octobre 1977.

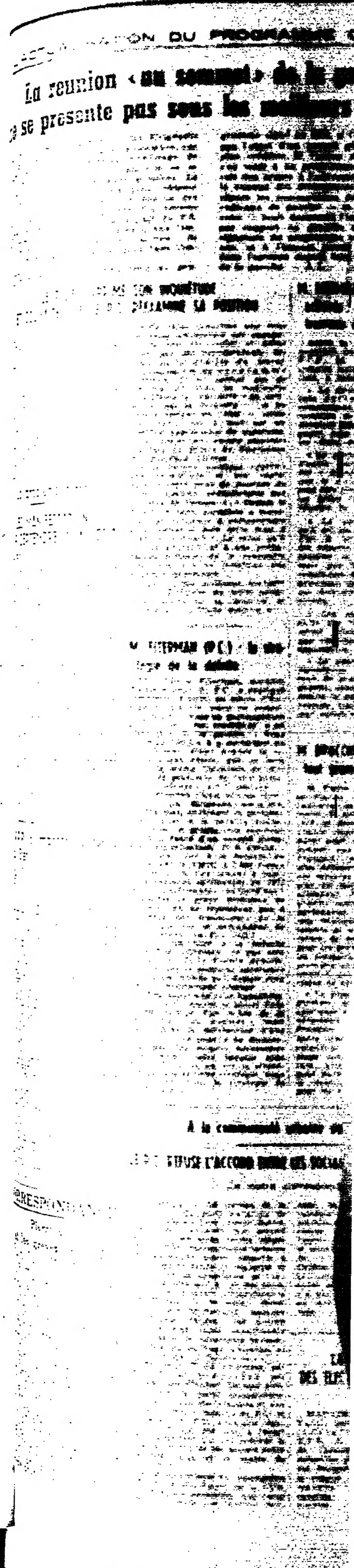
► Préparation à la Direction des Entreprises. Cours supérieur pour cadres déjà en fonction. Actualisation de connaissances et acquisition de méthodes de direction générale. Durée 6 mois à plein temps. Conditions : 26 ans minimum, 5 ans de fonction comme cadre.

Institution internationale privée, l'ECL accueille un nombre limité de stagiaires, sans distinction de race, de sexe ou de religion. Méthodes pédagogiques actives. Contrôle continu des connaissances. Certificats et diplômes. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens, dirigeants, cadres ou conseillers de travail : français.

Plus qu'une école. Autant que l'entreprise. Depuis 1963

Documentation complète sans engagement, sur simple demande. Référence M 11

ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE ECL. Chemin de Morax 38, CH-1003 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 23 29 92





# POLITIQUE

## L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

### La réunion « au sommet » de la gauche ne se présente pas sous les meilleurs auspices

La rencontre « au sommet » des dirigeants de la gauche aura lieu à la mi-septembre, car aucun des partis intéressés n'envisage de renoncer à sa participation, mais elle ne se présente pas sous les meilleurs auspices. La pression du parti communiste pour obtenir avant cette échéance décisive la reprise des négociations sur les divergences n'a obtenu qu'une fin de non-recevoir de la part du P.S. Les communistes ont au moins donné l'impression qu'ils recherchaient un accord, ils n'en espèrent sans doute pas plus dans l'imminent.

La menace du P.S. de s'en tenir au pro-

gramme signé en 1972, si l'actualisation ne fait pas l'objet d'un accord global, ne paraît pas plus crédible. Si l'union de la gauche devait s'en tenir à un programme, elle donnerait des armes à l'adversaire. D'un autre côté, le constat des divergences marquerait ce qui sépare les communistes des socialistes et des radicaux de gauche — et qui n'est pas nouveau — mais donnerait l'impression d'un recul par rapport au progrès que représentait la signature du programme commun, il y a cinq ans, et à l'impact positif qu'il avait obtenu dans l'opinion depuis lors. Tel est le dilemme de la gauche. — A. L.

### LE P.C.F. EXPRIME SON INQUIÉTUDE ET SOUHAITE QUE LE P.S. RÉEXAMINE SA POSITION

Réuni à Paris le 23 août 1977, le bureau politique du P.C.F. a rendu public la déclaration suivante :

« A la suite d'une démarche de notre parti, la direction du parti socialiste vient de nous informer officiellement de son refus de toutes nouvelles discussions visant à réduire ou à éliminer les divergences qui subsistent, de « son » intention de ne pas bouger en » quel que soit de ses positions », avant la rencontre au plus haut niveau de la mi-septembre.

« Ce refus constitue une mise en cause unilatérale des engagements pris fin juillet et début août par les représentants des trois parties chargées du travail d'actualisation du programme commun. Il ne permet pas de préparer dans les meilleures conditions la rencontre « au sommet », qui se trouvera — si les choses restent en l'état — saisie d'un texte mis à jour sur un nombre appréciable de questions, mais comportant encore plusieurs dizaines de points de divergence d'importance diverse.

« Le bureau politique exprime son inquiétude et son regret devant cette prise de position du parti socialiste, préjudiciable aux intérêts de l'union. (...) Depuis le début, le parti socialiste a manifesté sa réticence à entreprendre et à mener à bien cette mise à jour indispensable. Le refus qu'il oppose aujourd'hui à une préparation sérieuse de la rencontre « au sommet » en constitue une nouvelle expression.

« Le bureau politique souhaite que la direction du parti socialiste réexamine sa position et adopte une attitude positive. »

### Le problème corse

### LES MANIFESTATIONS DU 9 SEPTEMBRE A AJACCIO

La municipalité d'Ajaccio (majorité présidentielle) et le parti bonapartiste, réunis dans le comité d'organisation de la manifestation du 9 septembre prochain, ont indiqué que la marche de protestation contre « la violence autonomiste et séparatiste » se déroulerait à travers les rues d'Ajaccio à partir de 18 heures.

Les fédérations de Haute-Corse et de la Corse du Sud du parti communiste ont lancé un appel à manifester le même jour. Elles ont précisé toutefois qu'il n'était pas question pour elles de s'associer à la municipalité d'Ajaccio et au parti bonapartiste.

On apprend, d'autre part, que plusieurs perquisitions ont été effectuées le mardi 22 août à l'aube, dans les locaux de la Corse, au domicile de personnes généralement connues pour leurs idées autonomistes. Effectuées par des gendarmes, ces perquisitions ont été renforcées dans l'après-midi de la suite de la déclaration faite la semaine dernière par M. Giscard d'Estaing, ces opérations de police n'ont donné aucun résultat.

### LE R.P.R. : imposer l'autorité de l'état.

Le bureau du groupe R.P.R. a adopté le 23 août la motion suivante : « Assuré d'être l'interprète de l'unité de la majorité, le groupe, le bureau invite le gouvernement à mettre fin aux agissements des groupes minoritaires qui s'élèvent sans mandat contre les lois de la République et usent de violences contre les personnes et les biens. Il estime que le temps est venu, notamment à l'égard des groupuscules séparatistes, d'imposer sans faiblesse ni indulgence l'application des lois et l'autorité de l'état. Il charge son président d'insister auprès du premier ministre pour qu'une déclaration suivie d'un débat soit faite dès le début de la session sur les mesures que le gouvernement aura prises d'ici là et compte prendre afin d'assurer le progrès de la nation dans le respect de l'unité et de l'intégrité de la République. »

### AN COURS DE LA DISCUSSION QUI S'EST DÉROULÉE, M. BERNARD MARIE, DÉPUTÉ DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES, A ÉVOQUÉ LE PROBLÈME DES AUTONOMISTES BASQUES ET M. CRESSARD, DÉPUTÉ D'ILLE-ET-VILAINE, CELUI DE L'AUTONOMISME EN BRETAGNE. L'UN ET L'AUTRE ONT INSISTÉ SUR LE SOUTIEN QUE CES MOUVEMENTS RECEVAIENT DE CERTAINES ORGANISATIONS ÉTRANGÈRES.

### CORRESPONDANCE

#### Pierre Cot

et les grèves de 1947

Collaborateur de Pierre Cot au ministère de l'air, en 1936, M. Pierre Mautier, ancien député progressiste, conseiller général de la Côte-d'Or, maire d'Arras-le-Duc, nous adresse la lettre suivante :

« Je viens de lire, dans le Monde du 23 août, la déclaration faite par M. Jules Moch, qui rendant hommage à Pierre Cot, ajoute : « Je n'oubie pas que, lorsque les communistes ont entendu se pencher de la résistance opposée à leur tentative de grève révolutionnaire, en 1947 et en 1948, Pierre Cot a été l'un de mes plus fidèles soutiens. »

Je tiens à affirmer que cette déclaration est totalement inexacte : Pierre Cot a toujours approuvé, avec l'ensemble des parlementaires progressistes, les initiatives des travailleurs et il n'a jamais pris position contre eux, même pour soutenir un ministre

Bordeaux. — Le bureau de la fédération du parti socialiste de la Gironde a officiellement donné, mardi soir 23 août, son accord pour que les soixante-dix sièges de la CDB (communauté urbaine de Bordeaux) soient répartis à parts égales entre la majorité et la gauche, la présidence de l'organisme revenant à l'un des siens, dont la voix serait prépondérante (le Monde du 24 août). Selon M. Gilbert Mitterrand, membre du bureau fédéral, cet accord affirme « de façon insuflfante mais nette la nécessité prépondérante du suffrage universel et l'application de l'alternance ».

Les propositions acceptées par le P.S. et proposées par M. Jacques Chaban-Delmas sont, contrairement aux déclarations et aux engagements communs du P.C. et du P.S. Le P.C. s'indigne également d'avoir été tenu à l'écart des discussions qui ont précédé la mise au point de cet accord entre les socialistes et le maire de Bordeaux.

Si le compromis est susceptible d'éviter la dissolution de la CDB, il place, en revanche, son futur président dans une position délicate.

### M. MERMAZ : les travaux sont achevés ; le dossier doit être transmis au « sommet »

Après la publication du communiqué du bureau politique du P.C.F., M. Louis Mermaiz, secrétaire national du parti socialiste, a notamment déclaré :

« La direction du parti socialiste estime, comme le parti communiste, que le dossier d'actualisation du programme commun de la gauche de 1972 demeure valable et continue d'être, face à l'opinion publique, les trois parties signataires.

« Le parti socialiste considère, d'autre part, que les travaux des « quinze » sont achevés et que le dossier d'actualisation peut être transmis désormais, dans les délais les plus courts, à la réunion du « sommet ».

« Le parti socialiste estime qu'il est souhaitable de maintenir d'ici là les contacts au niveau des experts, pour affiner, si nécessaire, la rédaction des textes, mais que les discussions et la conclusion des travaux dépendent désormais de la décision politique qui doit être prise au plus haut niveau.

« Les socialistes considèrent enfin que toute autre procédure serait dilatoire et ne pourrait que retarder l'achèvement de la négociation.

« La gauche attend des partis signataires du programme commun de la gauche, et plus particulièrement du P.C.F., sans plus tarder, la mise en œuvre de toutes les conditions de leur succès en 1978. »

### M. BRACQUE (M.R.G.) : ne pas tout promettre tout de suite.

M. Pierre Bracque, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré mardi 23 août : « La gauche de 1978, se devra de répondre à un double impératif : agir vite et durer pour réussir. Agir vite pour donner aux Français et aux Français particulièrement aux plus défavorisés d'entre eux, par des mesures sociales importantes, plus de justice et rééquilibrer les conditions de vie. Durer pour réussir car la gauche ne peut pas céder à la tentation de vouloir tout promettre pour les premières semaines, pour les premiers mois, voire pour la première année. A quoi cela servirait-il que de laisser croire au risque de décevoir ? »

« Le programme commun, programme de législature, sera à appliquer sur cinq ans. Il est donc nécessaire de dire clairement aux Français que nous remplirons notre contrat dans le cadre d'un calendrier sérieux, étape par étape, tout au long de la législature. C'est la condition pour durer. C'est la condition de la réussite et d'une vie meilleure pour les Français. »

### A la communauté urbaine de Bordeaux

### LE P.C. REFUSE L'ACCORD ENTRE LES SOCIALISTES ET LA MAJORITÉ

De notre correspondant

Bordeaux. — Le bureau de la fédération du parti socialiste de la Gironde a officiellement donné, mardi soir 23 août, son accord pour que les soixante-dix sièges de la CDB (communauté urbaine de Bordeaux) soient répartis à parts égales entre la majorité et la gauche, la présidence de l'organisme revenant à l'un des siens, dont la voix serait prépondérante (le Monde du 24 août). Selon M. Gilbert Mitterrand, membre du bureau fédéral, cet accord affirme « de façon insuflfante mais nette la nécessité prépondérante du suffrage universel et l'application de l'alternance ».

Les propositions acceptées par le P.S. et proposées par M. Jacques Chaban-Delmas sont, contrairement aux déclarations et aux engagements communs du P.C. et du P.S. Le P.C. s'indigne également d'avoir été tenu à l'écart des discussions qui ont précédé la mise au point de cet accord entre les socialistes et le maire de Bordeaux.

Si le compromis est susceptible d'éviter la dissolution de la CDB, il place, en revanche, son futur président dans une position délicate.

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

MARTINIQUE : MM. Edmond Vainin, secrétaire général de la fédération départementale du R.P.R., et Roger Lecoq, président de l'association des maires, conseiller général (sans élig.), ont été désignés, mardi 23 août, par le comité de coordination de la majorité en Martinique, comme candidats pour les prochaines élections sénatoriales.

## LES REPRÉSENTANTS DE LA MAJORITÉ RÉDIGENT UN MANIFESTE ÉLECTORAL

### M. Barre renonce au projet de programme

Les représentants des formations de la majorité se sont réunis mercredi 24 août pour leur sixième séance de travail consacrée à la mise au point d'un « manifeste » politique définissant les valeurs, les orientations, les grands principes communs au R.P.R., au P.R., au C.D.S. et au C.N.I.

A la demande de M. Chirac, les autres dirigeants de la majorité avaient renoncé, le 19 juillet dernier, à rédiger un « programme commun » pour se contenter d'un simple « manifeste » qui laisserait à chaque parti toute latitude pour défendre son propre programme devant les électeurs. Le député politique du R.P.R., M. Yves Guéna, avait alors rédigé un projet, mais, pour ne pas lui laisser le bénéfice de cette initiative, les centristes ont présenté des contre-propositions rédigées par M. André Diligent, ancien sénateur du Nord (le Monde du 19 août). C'est à la synthèse de ces deux projets que la commission a travaillé. Tandis que M. Yves Guéna souhaitait aboutir rapidement à un texte soulignant l'unité et la cohésion de la majorité au moment où sont mises en relief les difficultés et les divergences de la gauche, les centristes et les républicains estimaient qu'il ne fallait pas escamoter les divergences.

Derrière ces positions de principe, c'est toujours le rôle du premier ministre dans la préparation des élections qui fait problème. Pour M. Chirac, qui a reçu mardi le caution du groupe

R.P.R. de l'Assemblée nationale, M. Raymond Barre ne doit ni exercer d'arbitrage dans la désignation des candidats ni définir un programme de gouvernement pour la législature à venir, car, déclare-t-il, cela aboutirait à « l'abdication du futur gouvernement entre les mains des partis politiques ». Un argument supplémentaire a été présenté par M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. : la multiplication des élections primaires et la reconnaissance de la diversité de la majorité sont antinomiques d'un « programme commun ». Le premier ministre semble se rapprocher de la conception de M. Chirac — avec qui il a dîné lundi soir — puisqu'il prête à la notion de « programme » celle d'« objectifs d'action qui pourraient être poursuivis au cours des prochaines années », alors que le 9 juillet encore il parlait d'un « programme » d'action de la majorité.

Le président du R.P.R., pour sa part, a fait confirmer formellement par le bureau de son groupe le refus qu'il aurait opposé le 9 avril au projet de M. Giscard d'Estaing de modifier le statut des suppléants, ce qui devrait entraîner un abandon de celui-ci. M. Chirac, de plus, a pris personnellement en main, les dossiers électoraux les plus litigieux — comme le projet de candidature de M. Edgar Faure à Paris — et il part en campagne en prononçant vendredi 26 à Périgueux un discours politique.

ANDRÉ PASSERON.

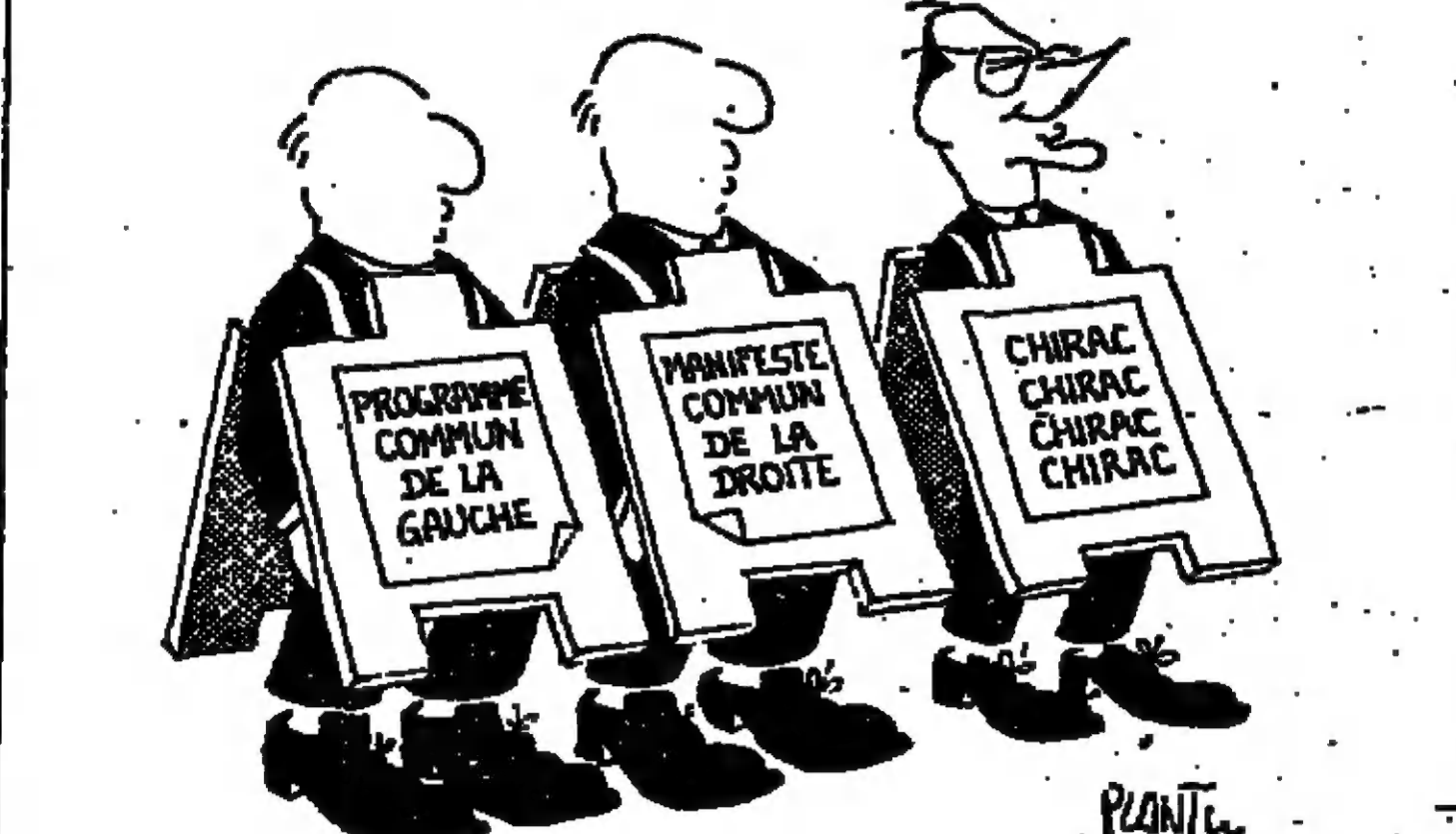
d'Etat après du ministre du travail, contre M. Edmond Nessler, député sortant R.P.R. de l'Oise, en se référant au contentieux ouvert par la présence de la bataille municipale de la capitale. Le bureau du groupe a invité le gouvernement à faire discuter par l'Assemblée nationale, avant le débat budgétaire, les textes relatifs aux rapatriés. Enfin, M. Claude Labbé a invité M. Raymond Barre à exposer devant les journeaux parlementaires du R.P.R. à Meudon, dès leur ouverture, le mardi 27 septembre, les projets du « gouvernement en matière économique et sociale, ainsi que le point de l'action qu'il conduit dans ces domaines.

### DES OBJECTIFS D'ACTION

M. Raymond Barre, au cours de son voyage à Colmar mardi 22 août (voir page 19), a déclaré à la fin d'après-midi à l'issue d'une conférence de presse :

« Je n'ai pas l'intention de présenter un programme commun de gouvernement aux représentants des partis. J'ai dit au mois de juillet dernier, et je répète, que le gouvernement, sous l'autorité du président de la République, présentera aux Français et aux Français élus les élections législatives les objectifs d'action qui, en dehors de toute démagogie, et compte tenu de l'effort de redressement à accomplir, pourraient être poursuivis au cours des prochaines années. »

Au lendemain du discours de M. Giscard d'Estaing à Carpentras, M. Barre avait notamment déclaré le 9 juillet à Rouen qu'il lui appartenait d'ouvrir septembre « de fixer les conditions dans lesquelles un programme d'action pourrait être proposé au pays par la majorité ».



(Dessin de PLANTU.)

### M. DOUFFIAGUES : un corps sans tête.

M. Jacques Douffiagues, député général du parti républicain, a déclaré mardi 23 août à France-Inter :

« Sans programme de gouvernement, et c'est la responsabilité du premier ministre, l'édifice construit par la majorité pas à pas depuis des années maintenant, ne serait, finalement, qu'un corps sans tête.

« Il n'appartient pas aux partis politiques de préparer un programme de gouvernement. Ce serait effectivement la IV<sup>e</sup> République. Mais, si me semble encore plus inconvenant qu'un chef de parti, quel qu'il soit, décide de conduire au premier ministre, car c'est effectivement mettre le gouvernement sous la coupe des partis.

« Le manifeste des partis de la majorité a pour ambition de fixer les objectifs d'action de la prochaine législature et qu'il appartiendra au gouvernement de déterminer les voies et moyens pour parvenir à ces objectifs. »

### M. GUÉNA : le « manifeste » devrait être adopté mercredi.

M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., s'exprimant devant le groupe parlementaire réuni mardi 23 août à l'Assemblée nationale, a déclaré que le mercredi 24 août une décision serait prise en ce qui concerne le « manifeste » politique commun à la majorité. Il a ajouté : « Les discussions pour les désignations des candidats se poursuivront sur la base normale des élections primaires, accompagnées éventuellement de candidatures communes. Il n'y a pas de négociations, si un candidat unique ne s'impose pas, les primaires sont alors décidées. »

### LE P.S. GUYANAIS ÉVOQUE L'INDÉPENDANCE

(De notre correspondant.)

M. Raymond Tarcy, maire (P.S.G.) de Saint-Laurent du Maroni, a récemment déclaré, au cours d'une interview accordée à un hebdomadaire local : « La politique actuelle du gouvernement ne nous laisse plus le choix et nous pousse à envisager l'indépendance. » De même, M. André Lecoq, président de l'Association des maires de Guyane et membre du P.S.G., avait affirmé, dans le même hebdomadaire : « Les autonomistes sérieux ne peuvent nier que, à plus ou moins brève échéance, la Guyane pourra avoir un siège à l'ONU. Les idées autonomistes et indépendantistes, tout dans le même sens. »

## NOTRE Téléx

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons par câble à nos correspondants.

**Service Téléx**

345.21.62 + 346.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

PLUS DE 1000 ET ÉCONOMES

**LES PRIX DU JOUR.**

**POMMES DE TERRE**

Rég. parisienne, 35 mm vrac 0,45 à 0,65 F le kg

**TOMATES RONDES**

Ouest ou Midi, col. 57-67 2,65 à 3,65 F le kg

**PÊCHES JAUNES**

Rhône ou Midi, Col. 1, col. B 4,50 à 5,50 F le kg

**LAITUES**

0,75 à 0,95 F pièce

Prix valables en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation

Commission de Paris.



## POLITIQUE

### Polémique à propos de l'anniversaire de la libération de Paris

Le programme des cérémonies organisées le jeudi 25 août par la mairie de Paris, à l'occasion du trente-troisième anniversaire de la libération de la capitale (Le Monde - daté 19 août), provoque une vive réaction du Comité parisien de la libération. Son président, M. André Tollet, écrit à M. Jacques Chirac qu'il n'assistera pas aux cérémonies officielles, « compte tenu du caractère partisan d'un programme qui méprise la vérité historique » et ignore le rôle joué par le peuple de Paris et les F.F.I. du colonel Rol Tanguy. Ce comité organise une cérémonie le dimanche 4 septembre, à 18 heures, place du 18-Juin-1940.

La fédération de Paris du P.S., quant à elle, reproche à M. Chirac de vouloir faire de la célébration de l'anniversaire de la libération de Paris - une opération publicitaire dans un but électoraliste. Elle ne s'associera pas à cette « mascarade » et participera à la cérémonie organisée par le Comité parisien de libération.

D'autre part, les élus communistes de Paris organisent une cérémonie à l'Hôtel de Ville le 25 août, à 11 heures, afin de rendre hommage à toutes les forces qui libèrent la capitale - et notamment aux huit conseillers communistes qui furent fusillés. M. Henri Fiszbin, député communiste et conseiller de Paris, fera une déclaration.

Pour sa part, le Centre féminin d'études et d'information « Femmes-avenir » invite, dans un communiqué, « toutes ses responsables gaullistes de Paris et de la région parisienne à participer nombreuses avec leur famille et leurs adhérents, aux cérémonies commémoratives de la libération de Paris ».

Le programme annoncé par M. Chirac, qui souhaitait - fêter avec un éclat particulier - cet anniversaire, prévoit des dépôts de gerbes par le maire de Paris près de la statue du maréchal Leclerc, puis place du 18-Juin-1940 ; un défilé militaire de la Porte-d'Orléans à l'Hôtel de Ville ; un spectacle audio-visuel retraçant l'épopée de la 2<sup>e</sup> D.B., place de l'Hôtel-de-Ville, et un feu d'artifice.

En réponse aux critiques qui visent le maire de Paris, M. Denis Baudouin, directeur général de l'information de la mairie de Paris, nous a précisé, mercredi 24 août : « M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est refusé à toute polémique au sujet de la libération de Paris. Cependant, il a tenu à rappeler que, comme chaque année, toutes les cérémonies traditionnelles marquant cette date importante pour l'histoire de la capitale se dérouleront normalement en présence du maire ou d'un de ses représentants. Ainsi, il sera rendu hommage à tous ceux qui ont participé à la libération de la capitale, à la résistance intérieure et à la 2<sup>e</sup> D.B. S'il est exact que M. Jacques Chirac et la municipalité ont décidé de rendre un hommage plus particulier à la 2<sup>e</sup> D.B., c'est pour marquer le trentième anniversaire (il de la mort tragique de son chef prestigieux, le maréchal Leclerc. »

(1) Le maréchal Leclerc de Hauteclocque est mort le 28 novembre 1947 dans un accident aérien au Sahara.

## Libres opinions

### Histoire, célébrations et actualité

par ANDRÉ TOLLET (\*)

En ce mois d'août, qui connaît les commémorations multiples de la libération de Paris, il n'est pas possible de laisser passer des oublis tendancieux du rôle des travailleurs et de tout le peuple de Paris. Quelques années après la libération, il nous fut répété cent fois que l'hommage devait se limiter aux morts et que les célébrations devaient exclure les rappels.

Les résistants se sont, en général, élevés contre cette conception, car cette guerre ne fut pas une guerre comme les autres, et ceux qui l'ont faite n'ont obéi à aucun « ordre » de mobilisation. Ils l'ont faite en conscience, pour sauver le pays et son peuple, et pour garantir l'avenir de leurs descendants. Le programme du Conseil national de la résistance témoigne de ce souci.

Quelques années plus tard seulement, les entorses à la vérité s'amorçèrent, timidement d'abord, puis avec plus d'audace, en passant même par la légende d'un bon général allemand qui avait protégé Paris, même malgré les Parisiens.

Chemin faisant, les campagnes se développaient pour la réhabilitation de Pétain. La porte était ouverte aux falsifications importantes, et celles-ci ouvraient la voie aux actes de ceux que l'on voulait réhabiliter, et nous y sommes aujourd'hui.

Il convient donc de rappeler, même sommairement, que l'insurrection de Paris se développa autour de la classe ouvrière par la grève des cheminots du 10 août, par la préparation de la grève générale et de l'armement du peuple, puis la grève elle-même, qui permit au comité parisien de la libération, composé des représentants de tous les mouvements, partis et syndicats résistants, de lancer l'appel à l'insurrection aux travailleurs.

Il n'est pas inutile de rappeler l'appréciation du général de Gaulle, citant la Ville de Paris à l'ordre de la nation :

« Le 19 août 1944, conjugués ses efforts avec ceux des armées alliées et françaises, s'est dressée pour chasser l'ennemi par une série de glorieux combats commémorés au cœur de la cité et rapidement étendus en tous les points de la ville. Malgré les lourdes pertes subies par les F.F.I. levés en son sein, s'est libérée par son propre effort, puis, unie à l'avant-garde de l'armée française venue à son secours, le 25 août, réduit l'Allemand dans ses derniers retranchements et l'a fait capituler. »

On comprend mal que, en 1977, la cérémonie de la Ville de Paris élimine la résistance. La mise à l'honneur exclusivement de la 2<sup>e</sup> D.B. n'est pas seulement une offense aux soldats sans uniforme, mais estompe un événement qui devrait exalter la fierté nationale ; l'union en combat du peuple et de son armée.

Le programme des fêtes de la mairie s'entête encore cette année à rayer le nom du colonel Rol Tanguy de la reddition allemande à côté de celui du général Leclerc.

Ce n'est pas non plus grandir la mémoire du chef de la 2<sup>e</sup> D.B., qui avait, en faisant participer à l'acte de reddition le chef des insurgés, senti la grandeur du symbole.

Comment ne pas rapprocher ces « oublis », ces infidélités à l'histoire et au peuple, de la décision présidentielle de ne plus célébrer la victoire du 8 mai 1945 ?

Il semble que tout le monde n'apprécie pas également la victoire de la France et de ses alliés, et la défaite des criminels de guerre hitlériens.

Ainsi, de silences en oublis, de falsifications en réhabilitations, on est arrivé aux actes fascistes. Rares sont les jours sans attentats contre les partis, les mouvements et les hommes qui firent de la résistance. Les profanateurs se multiplient au nom du fascisme, d'Hitler, de Peiper ou de Goering. Nouveaux renoncements, aucun auteur de ces dizaines d'attentats n'a été arrêté.

Nous ne pouvons croire que la police soit si mal faite qu'elle n'ait pu en identifier un seul.

C'est pourquoi la cérémonie de la Résistance, le dimanche 4 septembre, sur les lieux de la reddition allemande, entre les mains du général Leclerc et du colonel Rol Tanguy, sera une cérémonie du souvenir de la fidélité, de la vigilance.

Elle signifiera que les résistants exigent des mesures pour que soient mis hors d'état de nuire ceux qui veulent, en créant un climat de violence, tenter de fausser le jeu de la démocratie.

(\*) Président du Comité parisien de la libération.

## EQUIPEMENT

### AU COURS DE SON VOYAGE DANS LE PARC DES ÉCRINS

### M. Valéry Giscard d'Estaing annonce la création d'un « conseil d'information électronucléaire »

Au cours de l'après-midi qu'il a passé le mardi 23 août dans le parc national des Écrins, le président de la République a prononcé, à Vallouise (Hautes-Alpes), un discours tour à tour consacré à la politique de la montagne et à l'écologie. Le chef de l'Etat souhaite que la montagne (20 % du territoire et 6 % de la population) soit à la fois - vivante, active et protégée.

Il a annoncé que le gouvernement allait prendre un série de mesures réglementaires, sociales, économiques et fiscales

tendant à revitaliser la montagne, tout en la protégeant contre les grands projets irréalistes et destructeurs de l'environnement. A cet égard, M. Jean-Pierre Fourcade devait présenter ce mercredi, au conseil des ministres, une directive réglementant plus sévèrement l'urbanisme en montagne.

Élevant le propos dans la seconde partie de son allocution, le président a indiqué que selon quels principes il entendait poursuivre sa politique en faveur de l'écologie : détermination, précision scien-

tifique, concertation avec les associations et information la plus large possible. M. Giscard d'Estaing a annoncé la création d'un « conseil d'information électronucléaire », auquel écologistes et scientifiques seront appelés à participer. Il a donné son sentiment sur la passion avec laquelle se manifeste - notamment chez les jeunes - la contestation écologique. « La passion de l'écologie est justifiée, a-t-il dit, mais elle doit refuser la violence et reconnaître l'existence d'autres droits. »

### Une « première » pour le président

C'est à 14 heures précises, mardi 23 août, que l'hélicoptère présidentiel venant de Grenoble s'est posé à proximité d'Allevard, à 1 500 mètres d'altitude. Ce lieu, qui fait partie de la commune de Pelvoux (Hautes-Alpes), est situé à la limite de la zone centrale et de la zone périphérique du parc national. C'est à l'abri d'une tente militaire, le président troqua son complet contre un chandail, un baïonnette et une paire de chaussures de montagne. Puis, escorté de trois secrétaires d'Etat - MM. Jacques Blanc (agriculture), Bernard-Raymond (budget) et Paul Dijoud (jeunesse et sports), - il gagna le valon de Clepouse, qu'il parcourut à pas rapides pendant une heure et demie.

Après ce bain de nature - première visite présidentielle dans un parc national, M. Giscard d'Estaing gagnait la maison du parc, récemment construite quelques kilomètres plus bas à Vallouise. Deux compagnies de chasseurs alpins de Briançon rendaient les honneurs. Quatre ministres, MM. Jean-Pierre Fourcade (équipement), Michel d'Ornano (culture et environnement), Pierre Méhaignerie (agriculture) et Christian Bonnet (intérieur) attendaient le président, au milieu des parlementaires et des maires des Hautes-Alpes.

Après le discours prononcé en plein air, face au décor des pics baignés de soleil, le chef de l'Etat visitait la maison du parc, s'entretenait avec les élus, puis parcourait à pied les rivaux de Vallouise sous la conduite de son maire, M. Yves Coquillat. Malgré le retard pris sur l'horaire officiel, M. Giscard d'Estaing a tenu à monter jusqu'au hameau de Villard pour y converser avec un montagnard « polyvalent », à la fois éleveur de moutons, cafetier et loueur de gîtes ruraux.

Le parti républicain, commentant la visite du président de la République au parc national des Écrins, a précisé, dans une déclaration remise à la presse mardi 23 août, qu'une politique globale de la montagne doit se substituer à des actions sectorielles. De plus, le P.R. « s'oppose fermement aux tentatives de collectivisation de la montagne », et soutient que « soit donné un véritable statut à la pluriactivité ». Enfin, M. Jean-Charles Simland, secrétaire de la fédération de l'économie a été nommé conseiller à l'activité montagnarde du P.R.

## AÉRONAUTIQUE

### Lors d'un meeting à Toulouse

### LES COMMUNISTES RÉCLAMENT LA MISE EN CHANTIER IMMÉDIATE DE L'AVION A-200

À la veille de la visite de M. Barre à Toulouse, du 25 au 27 août, une centaine d'ouvriers, de techniciens et de cadres de la Société nationale des industries aéronautiques (SNIAS) ont réuni, au cours d'un meeting, la mise en chantier immédiate de l'avion court - moyen - courrier A-200 dont l'aérospatiale doit être le maître d'œuvre, en collaboration avec Dassault.

Le meeting, que présidait M. René Fiquet, secrétaire du comité central du P.C., a eu lieu devant les usines de la SNIAS et les plans et maquettes de l'appareil étaient présentés sur un podium.

Retenu par le gouvernement français, de préférence au Mercure-200 de Dassault, le projet A-200 de moyen-courrier porte cent trente-deux à cent soixante-quatre passagers fait actuellement l'objet de négociations au plan européen, l'investissement - 3 milliards de francs - excédant les possibilités nationales. Un accord dans ce sens a déjà été conclu le 17 juin entre la France et l'Allemagne (« Le Monde » daté 18-20 juin). Des discussions sont aussi en cours avec le groupe national British Aerospace Corporation, qui propose d'entreprendre un projet concurrent, le BAC X-11. Ce groupe britannique est, en outre, sollicité par Boeing pour participer à la construction d'une version évoluée du bimoteur J37.

### Des armes pour un « combat »

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à Vallouise, le chef de l'Etat a, d'abord défini les cinq « branches » du combat qu'il entend mener pour la montagne : « Un combat pour faire reculer le désert humain qui menace, pour créer des activités suffisamment variées, pour aider davantage les collectivités locales, pour mieux entretenir et mieux protéger le patrimoine naturel, un combat qui est un des volets de la politique d'ensemble en faveur de l'environnement et de l'écologie. »

### LES LIMITES DU TOURISME

Le président de la République a ensuite énuméré les diverses mesures qui seront prises pour atteindre ces objectifs. « Le gouvernement va mettre au point des mesures sociales ou fiscales qui permettront l'exercice normal (par la même personne) de plusieurs activités : agricoles, artisanales, de tourisme ou de sport. » Sur le tourisme, « parfois chargé de toutes les vertus », M. Giscard d'Estaing a mis les choses au point : « Affirmons clairement l'utilité du tourisme, mais pas de l'importer quel que soit le lieu. Trop de résidences secondaires s'éparpillent au gré des ventes de terres agricoles. Trop de stations de ski furent implantées sans tenir suffisamment compte des besoins des populations locales et des contraintes de l'environnement. L'effort de l'Etat portera dorénavant vers un tourisme intégré aux autres activités, bénéficiant à la population locale, accessible au plus grand nombre, respectueux des sites et paysages. »

Pour aider l'installation « des jeunes du pays et de ceux venus d'ailleurs, les départements de montagne seront dotés d'un bureau d'accueil et de renseignements ». L'aide de l'Etat destinée à alléger les garanties bancaires exigées des jeunes emprunteurs va être mise à l'étude.

### UN SMIC POUR LES COMMUNES

Pour faciliter la vie sociale, « des services publics polyvalents seront mis en place dans les communes de montagne », ainsi des bureaux de postes permettant aux habitants d'accomplir les formalités administratives courantes. En outre, « dès 1978, la ligne budgétaire permettant d'aider au développement des communes les plus pauvres sera révisée et des crédits supplémentaires seront décaissés ». (...) « Faudra-t-il aller jusqu'à assurer à ces communes des ressources minimales aux communes les plus démunies ? Le ministre de l'intérieur est chargé d'étudier la question. »

Pour les investissements futurs, le chef de l'Etat incline à la prudence : « Tout projet sera désormais fondé en fonction de son efficacité à maintenir la population. (...) Je demande qu'on n'ait pas à remettre en cause des projets souvent séduisants mais irréalistes. »

Au chapitre de la protection du patrimoine naturel, le président « souhaite que l'aménagement des zones périphériques des parcs nationaux et celui de leur zone centrale soient mieux harmonisés. Les parcs ne doivent pas seulement être des protecteurs intangibles de la nature vierge mais aussi des organismes d'aménagement de tout un territoire d'action. »

### L'URBANISME SOUS SURVEILLANCE

Le chef de l'Etat a annoncé qu'une directive d'aménagement du territoire concernant la montagne fixera les nouveaux principes suivants : « On ne construira plus sur les terres que l'agriculture peut mettre en valeur ; on regroupera les constructions nouvelles soit en hameaux neufs soit en continuité avec les villages actuels ; on proscrira les routes nouvelles qui ébranlent la montagne sans nécessité ; tout projet de nouvelle station d'altitude sera soumis à la décision du gouvernement. »

Le président a souligné à cet égard que « la haute montagne devait être désormais particulièrement surveillée. (...) Les stations existantes pourront continuer à se développer mais avec prudence, »

Quant aux sites vierges, il est souhaitable qu'ils le restent. »

### LA CHARTE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Abordant le thème de l'écologie, le chef de l'Etat a indiqué que la nouvelle politique de la montagne qu'il venait de tracer à grands traits, est « un volet de la politique en faveur de l'écologie et que cette politique sera poursuivie dans tous les domaines avec détermination et précision et sera entourée d'une large information ». Elle se fera en concertation avec les élus, l'administration et les associations « dont les suggestions sont souvent d'utilité stimulante pour les pouvoirs publics ». Elle s'appuiera sur des connaissances scientifiques aussi précises que possible. Devra-t-elle rejeter toute contestation ? Sur ce point, le président de la République a été tout à fait explicite : « Les problèmes d'écologie soulèvent souvent des mouvements de passion, notamment parmi les jeunes. C'est une dimension nouvelle de notre vie collective. Je m'en réjouis. C'est bien un mouvement de passion qui m'a fait, voici trois ans, protéger la Cité fleurie et arrêter la mutilation de Paris. La passion de l'écologie est une passion justifiée. Tant mieux si la jeunesse française l'approuve. Elle doit respecter deux impératifs : le

rejet de la violence et la reconnaissance des autres droits. »

Il y a contradiction de nature entre l'écologie et la violence. C'est la même agressivité de l'être humain qui le pousse ici à associer et à mutiler la nature, ailleurs à se déchaîner en manifestation de violence. L'écologie appartient aux passionnés et aux non-violents. »

Cependant, le chef de l'Etat, faisant allusion à l'affaire de Nauséac, estime que, « éviter des crues, assurer en eau l'approvisionnement des villes peuvent rendre nécessaires la construction d'un barrage, même si des considérations d'écologie militent en sens inverse. »

Pour faciliter la « plus vaste information », M. Giscard d'Estaing a annoncé la création d'un « conseil de l'information électronucléaire » où pourraient siéger des membres d'associations écologiques à côté de savants et d'experts pour étudier et proposer toute mesure permettant d'assurer l'information complète du public. L'avantage d'associer à ces réflexions l'Académie des sciences.

## SPORTS

### NATATION

### Après les championnats d'Europe

### A QUI LA FAUTE ?

Il est bien rare que la responsabilité d'un revers sportif soit revendiquée, surtout en France. Aussi, après les championnats d'Europe de Jönköping, toutes les paroles concernées se renvoient la balle, comme de coutume.

Pour que la natation française en soit arrivée à ce point, il faut, à l'évidence, que chacun y ait mis du sien. On ne s'attardera pas trop sur le manque de moyens financiers, et sur l'absence d'une politique cohérente voulue par les pouvoirs publics. S'il est vrai que, depuis dix ans, les systèmes politiques différents, assurent une meilleure promotion de l'élite sportive que ne le fait la France, il est tout aussi vrai qu'il y a de biens meilleurs résultats ont été obtenus avec de moindres moyens, comme, par exemple, en Suède ou en Italie.

Pour une bonne part, ce sont les structures de la natation française qui se sont donc révélées inefficaces, et bien entendu, au premier chef, les nageurs. De quelque manière que l'on aborde le problème, force est de constater que l'équipe de France ne constitue plus du tout une élite compétitive au plan international. Elle est renvoyée, et pour un temps, au rang de faire-valoir. Restent les entraîneurs - de clubs et nationaux - et le directeur technique national, M. Gérard Garoff. Leur travail s'effectue de manière chronologique. La base repose sur les entraîneurs de clubs, dont le rôle prend fin aux championnats nationaux. Il leur est demandé de préparer leurs nageurs du mieux possible, et ceux qui sont retenus par la suite dans l'équipe nationale sont confiés aux entraîneurs nationaux. Le plus souvent, le relais n'est pas pris dans de bonnes conditions pour la bonne raison que les uns et les autres n'ont pas les mêmes objectifs et les mêmes intérêts. La réussite d'un entraîneur de club se juge aux résultats qu'il obtient aux championnats de France. On lui demande avant tout de remporter le plus grand nombre de titres nationaux de manière à ce que le club compte parmi les meilleurs. Peu importe que les nageurs soient engagés dans un nombre excessif de concours, l'essentiel est de dresser un bilan qui satisfasse et flatte l'orgueil des dirigeants et, éventuellement, des municipalités. C'est donc

quelquefois des nageurs trop tôt en forme, aux activités dispersées, qui sont confiés aux entraîneurs nationaux. On a eu la preuve à Jönköping, où presque tous ne sont pas parvenus à renouveler leurs performances aux championnats de France.

Prendre la suite n'est pas aisé pour les entraîneurs nationaux. Ils connaissent mal les nageurs - la réciprocité est vraie - et leur travail qui consiste, en peu de temps, à les conduire à ce qu'on appelle la « forme de pointe », repose pour une bonne part sur la chance. La chance de bien se comprendre, de saisir ce qui va ou, au contraire, ce qu'il convient d'améliorer, bref, peu d'hommes de basins sont à même de réussir ce tour de force. Il faut beaucoup d'expérience, quelques trucs, du flair, et ce petit quelque chose - le don ? - qui fait la différence entre les entraîneurs de premier plan et les autres. Dans cette perspective, un entraîneur national trop jeune, quelles que soient ses qualités, porte sans doute un handicap. A ce jour personnel, en France, n'a su encore remplacer M. Lucien Zins, qui n'avait pas son pareil pour tirer le meilleur parti d'un nageur dans un laps de temps très court.

Tout en haut de la pyramide, le directeur technique national doit se contenter d'un contrôle éloigné, sans quand il est, comme ce fut le cas pour M. Zins, à la fois directeur et entraîneur. M. Gérard Garoff, qui occupe, depuis 1973, le plus haut poste de la natation française, doit donc s'en remettre à ses entraîneurs nationaux - qu'il a choisis, - lesquels sont en partie liés par le travail des entraîneurs de clubs. Au bout de la chaîne, le nageur, surtout quand il est fragile, est à coup sûr perdant.

FRANÇOIS JANIN.

**JEUX UNIVERSITAIRES.** - A Sofia, la Française Jacky Curlet a remporté le concours de saut en longueur des Jeux universitaires avec un bond à 6,38 m. Paul Pointeau s'est classé deuxième (2,19 m) du concours de saut en hauteur gagné par le Polonais Wzola (2,22 m). Au fleuret féminin par équipes, la France a pris la troisième place derrière l'Union soviétique et la Roumanie.

ملتان، لاہور



# JUSTICE

## SUR LA PEINE DE MORT

(Suite de la première page.)

J'écris (1) : « On a peine à croire que la condamnation à mort soit encore admise dans des pays qui prétendent fonder en raison leurs institutions. Il faut donc abolir non le présent et l'avenir du criminel — ce que fait justement le bourreau, — mais son passé : seul le coupable peut échapper au meurtre par le repentir... Qu'un juge condamne à mort un criminel, ou qu'un criminel perpète son crime, est également criminel. La cité et le meurtre obligent également à meurtre hors d'état de nuire celui qui a déjà nu. Je suis toujours resté fidèle à cette conviction que vingt ans de prison ne suffisent pas à examiner soigneusement les mobiles et les conditions d'application d'un tel choix.

L'existence de la peine de mort repose sur deux bases très différentes. La première est la vieille idée médiévale que la mort purifie la vie : cette idée paraît aujourd'hui difficilement acceptable. La seconde, c'est que toute législation répressive doit comporter à son sommet un échafaud à la fois neutralisant et intimidant. Il neutralise, parce qu'il protège les citoyens en les mettant à l'abri d'un individu dangereux ; il intimide, en ce que sa rigueur exerce un effet dissuasif sur des imitateurs éventuels.

L'exécution capitale a longtemps joué ce rôle de clé de voûte du système répressif. Ce n'est pas le cas. L'application de la peine de mort est devenue l'exception. Comparons les exécutions de condamnés de droit commun au lendemain de la guerre et vingt ans plus tard : en 1946 : 33 ; 1947 : 31 ; 1948 : 21 ; 1949 : 25 ; 1950 : 16 ; 1951 : 14 ; soit 130 en six ans — 22 en moyenne par an. Voici, au contraire, ces chiffres, de 1960 à 1976 : 1960 : 0 ; 1967 : 1 ; 1968 : 0 ; 1969 : 1 ; 1970 : 0 ; 1971 : 0 ; soit 2 en six ans : soit une exécution tous les trois ans.

La peine de mort ne neutralise plus : elle est le plus souvent commuée. Le public ne se sent plus protégé, puisqu'il a le sentiment que, par le jeu combiné des grâces et des réductions de peine, des libérations conditionnelles, des permissions, les assassins se retrouvent dans la rue, quelques années après leur crime, avides de recommencer. La peine de mort n'intimide pas davantage. Il se commet, en moyenne, par an mille cinq cents homicides volontaires (ou tentatives caractérisées) ; la probabilité pour un meurtrier d'être condamné à mort est devenue minime, de l'ordre de un sur deux mille, soit un sur trois mille ; ainsi, l'effet dissuasif devient presque nul.

Cet effet ne serait sensible que si l'on procédait, chaque année, à un nombre important d'exécutions : quelques centaines ou, en tout cas, quelques dizaines. Le vrai débat serait donc de choisir la mort ou la peine de mort, mais entre la suppression complète de droit et en accord avec la tendance de fait, et la réactivation vigoureuse. Consciemment ou inconsciemment, ceux qui demandent la mort ou la peine de mort souhaitent qu'elle soit appliquée bien plus énergiquement qu'elle ne l'est. Mais y a-t-il beaucoup de Français pour aller jusqu'au bout de cette logique ?

D'autres raisons plaident encore en faveur de l'abolition. Si l'on conçoit les sanctions pénales comme des moyens d'amendement et de réinsertion sociale, l'existence d'une peine définitive est privée de sens.

La peine de mort est, en outre, contraire à l'équité dans la distribution des sanctions : selon le hasard de leur composition, les jurés d'assises se montrent plus ou moins sévères ; une pareille inégalité devient dramatiquement choquante dès lors qu'elle est irréversible.

Enfin, la France n'abolissait pas la peine de mort, elle resterait bientôt seule en Europe occidentale avec l'Espagne, qui, depuis qu'elle se démantèle, songe sérieusement à mettre fin à la pratique du garrot que lui a légué le Moyen Âge.

Alors, notre pays ne s'honorait-il pas en renonçant tout à fait à une pratique devenue raciste et donc sans effet ? Pour rompre l'engrenage de la violence, la société ne gagnerait-elle pas à donner elle-même l'exemple de la non-violence ?

● Mandat de dépôt pour le patron des établissements Defrenne. Après l'incendie du Defrenne, une usine du groupe Schlumpf installée à Roubaix (le Monde du 24 août), qui a été placée sous mandat de dépôt, le syndicat C.F.D.T. a déclaré : « C'est grâce à l'occupation que les malversations ont été révélées, et il est vraisemblable que, si les comités d'entreprise avaient réellement accès aux comptes des entreprises, ils auraient découvert des similitudes. »

● Un panneau Decaux incendié à Antibes. — L'un des nombreux panneaux publicitaires installés par la société Jean-Claude Decaux dans la plupart des villes de la Côte d'Azur a été incendié à Antibes dans la nuit du 22 au 23 août. Le panneau avait été arrosé d'essence et a totalement été détruit.

Reconnaissons néanmoins que, malgré sa force, cette argumentation n'est pas absolument décisive.

Est-il d'abord, totalement démentré que tout criminel finit par ne plus être dangereux et peut être amendé ? D'autre part, certains estiment que l'effet dissuasif de la peine de mort n'est pas en proportion de son application effective. Que la possibilité de cette peine existe suffit peut-être, monobstant tout calcul de probabilité, à faire réfléchir plus des hommes tenés par le crime. On l'a souvent noté : lorsque la peine de mort était systématiquement appliquée dans le cas où le criminel avait tué un policier ou un gardien de prison, les truands se gardaient bien, le plus souvent, de commettre de tels meurtres — ou même équivalents de placer des projectiles dans leur arce.

Si l'exécution capitale disparaît au profit de la réclusion criminelle, que perdra le meurtrier à tenter de s'évader en tuant ses gardiens ? Et il n'est pas impossible que l'application systématique de la peine de mort pour des meurtres d'enfant ait pour effet de restreindre cette catégorie de crimes.

En outre, le caractère exceptionnel de l'application de la peine de mort ne doit pas nécessairement conduire à son abandon juridique. La Belgique, le Luxembourg, la Grèce, abolitionnistes en pratique, ont maintenu la peine de mort dans leur législation. De surcroît, seule une minorité de pays européens sont abolitionnistes en droit pour l'ensemble des infractions : Suède, depuis 1972 ; l'Islande, depuis 1928 ; la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, depuis 1945 ; la Finlande, depuis 1949. Plus nombreux sont les pays qui ne sont abolitionnistes en droit que pour les crimes de droit commun, mais maintiennent la possibilité de principe de la peine de mort pour les crimes relevant de la justice militaire ou du crime politique : Danemark, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suisse.

Enfin, les arguments tirés des exemples étrangers se retournent : l'abolition et démocratie avancée ne sont pas nécessairement synonymes. Les premiers pays d'Europe qui ont aboli la peine de mort ont été, dans l'ordre, la Belgique, le Portugal, qui était aussi le plus arriéré. Le régime soviétique a suivi, dès 1917, ce qui ne l'a pas empêché de faire mourir, dans les camps, des centaines de milliers de citoyens. Enfin, on a pu récemment constater, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, combien l'abandon du droit de vie ou de mort a été un échec, dans le sens où il n'a permis ni de réduire la violence, ni de restaurer la confiance dans la justice.

On voit combien le problème est complexe : seuls des esprits abusivement simplificateurs ou naïfs peuvent prétendre le trancher sans angosisme. Le comité a réfléchi des mois durant, avant de se prononcer pour l'abolition. Mais il faut préciser qu'elle est recommandée comme un objectif humanement souhaitable à terme, comme un principe directeur qui

doit orienter les transformations de notre justice, non comme une mesure d'application immédiate.

Cette recommandation n'est pas isolée : elle a notamment comme corollaire la proposition d'instituer une peine de sévère, qui remplacerait la peine capitale dans sa fonction de clé de voûte du système pénal. Cette peine serait prononcée pour les crimes les plus graves (rapt d'enfant, et prise d'otage, quand la victime n'est pas rendue vivante ; assassinat d'un citoyen concourant directement ou indirectement au fonctionnement d'un service public ; récidive de crime de sang ; assassinat d'une personne choisie comme victime en raison de sa faiblesse). Elle consisterait en ce que, pendant une longue durée à compter de son prononcé — de l'ordre de vingt à quarante ans, selon ce que déciderait le législateur — la peine ne serait susceptible d'aucune modification, ni administrative, ni juridictionnelle.

Ainsi, la fonction neutralisante de la peine la plus élevée serait rétablie : la loi garantirait le public qu'il serait protégé de risque de récidive, jusqu'à la date à l'expiration de laquelle l'agressivité du criminel est usée. La fonction dissuasive serait également assurée. Les jurés d'assises seraient moins tentés de reculer devant la sanction, comme ils le font souvent devant l'horreur de la peine capitale ; les criminels ne pourraient plus spéculer sur les commutations de peine — et il suffirait, pour mesurer la gravité de l'emprisonnement de longue durée, de se rappeler que l'on compte en moyenne dix ans de détention dans les prisons, sans compter les tentatives.

Voilà quelles furent nos réflexions. Chacun sent qu'on ne peut les résumer en disant que le comité préconise l'abolition immédiate de la peine capitale. C'est portant de quinze parties de public a compris, j'ai donc estimé de mon devoir de préciser : « Je ne suis pas sûr que le moment soit venu d'abolir la peine de mort ».

Il faut rappeler, en effet, qu'une telle modification dépend exclusivement du législateur, par nature sensible à l'opinion. Or, les sondages montrent qu'une forte majorité de Français sont hostiles à la suppression de la peine de mort. Ce qui est plus préoccupant encore, c'est que cette majorité, qui est minorité, voit qu'elle s'accroît au fil des années : 34 % en 1962, 51 % en 1964, 63 % en 1972, 67 % en 1977. La tendance est claire : elle s'explique aisément par l'aggravation d'un sentiment d'insécurité, dû à la montée de la violence. Dira-t-on que le propre de l'homme d'Etat est de se laisser entraîner par la peur et que seul le politicien court à la recherche de ce qui plait ?

Osons répondre qu'il serait vain et dangereux de prendre à contrepied, sur un tel sujet, l'opinion des Français. L'opinion est responsable, elle ne peut accepter d'être précipitamment, quand les conditions concrètes sont aussi

évidemment défavorables. On doit, bien plutôt, travailler à transformer les mentalités ; faire en sorte que la couche de l'opinion, devenue de plus en plus défavorable à l'abolition depuis une dizaine d'années, y redevenue favorable ; et faire prendre conscience aux citoyens du fait que la peine de mort, telle qu'elle est pratiquée, ne représente plus une sécurité. Avant de proposer au Parlement d'abolir la peine de mort, il faut y préparer les Français — au lieu de les provoquer.

Si, dans un climat hostile à l'abolition, on suscitait à peu près fatalement des réactions passionnelles qui conduiraient à l'insécurité, à travers des témoignages divergents. Les policiers de la police judiciaire tentent également de cerner la personnalité de l'assassin. Les frères Richard et Joseph Navarro ont été inculpés et écroués à la prison de Basse-Inde. Il apparaît de plus en plus nettement que la violence ne se trouve pas dans l'établissement au moment où les frères Navarro et plusieurs de leurs amis ont tiré les coups de feu et frappé le frère du propriétaire, mais qu'elle passait simplement sur le trottoir.

Pour l'Amicale des Algériens en Europe, il ne fait pas de doute que l'assassinat a été l'ignoble leçon d'un commando raciste.

Elle préside dans un communiqué : « Le nommé Navarro (...) avait déjà menacé à plusieurs reprises le propriétaire sous prétexte qu'il ne pouvait supporter la présence des Arabes ni leur musique. »

Pour M. Jean Dussier, qui s'est vu partie civile lundi dernier, « il n'y a pas d'autre explication que le racisme et ce geste ». A l'heure actuelle, explique l'avocat, « le racisme se manifeste sous une forme et violente que nous observons à mort d'homme. Dans ce meurtre, on ne voit pas d'autre explication qu'une attitude raciste (...) Il semble bien, d'après les premières constatations que le seul tort de la victime a été d'être algérien et de passer par là au moment où la scène de violence se produisait. On peut penser que s'il s'était agi d'un Européen, il n'aurait pas été abattu de cette façon. »

Calmer les esprits

Pour sa part, M. Abdelkader Brahimi, propriétaire du bar, a déclaré que Richard Navarro n'en aurait pas été à sa première agression contre des Algériens. A plusieurs reprises, il aurait proféré des menaces de mort contre certains d'entre eux, menaçant de les massacrer avec l'aide de ses amis. Les frères Navarro et Joseph Navarro ont été inculpés et écroués à la prison de Basse-Inde.

De son côté M. Antoniotto, défenseur de Richard Navarro, au cours d'une conférence de presse destinée à calmer les esprits, a précisé que son client, membre du groupement C.F.T., et qui embauche des ressortissants algériens dans ses équipes, sans discrimination, n'était pas un raciste (à l'exception de ses deux frères M. Antoniotto et M. Antoniotto, qui se propose de fournir des certificats d'embauche), mais un homme à bout de nerfs.

ALAIN PEYREFITTE.

(1) Dans le *Mythe de Pénélope*, en 1967, par M. René Guyon, dans *Le Monde*, n° 170-171.

(2) Le premier patriote, dans *Caligula*, acte II, scène 2.

## Le meurtre d'un travailleur algérien à Marseille

### Racisme ou démente ?

De notre correspondant

Marseille. — Crime raciste ou bagarre ayant mal tourné ? « Batonnade » consentie ou crime de démente imprévisible ? Une semaine après le meurtre d'un ressortissant algérien, M. Abdelmalek Naari, trente-trois ans, chauffeur-livreur, tué d'un coup de fusil de chasse par un dockeur chef d'équipe, M. Richard Navarro, devant le bar d'Anjou, situé dans le quartier nord de Marseille, on se pose toujours la question.

Le corps de M. Naari a été rapatrié vers l'Algérie où, mardi matin, l'enquête se poursuit le temps de déterminer la chronologie des deux altercations qui ont abouti à l'expulsion punitive, à travers des témoignages divergents. Les policiers de la police judiciaire tentent également de cerner la personnalité de l'assassin. Les frères Richard et Joseph Navarro ont été inculpés et écroués à la prison de Basse-Inde. Il apparaît de plus en plus nettement que la violence ne se trouve pas dans l'établissement au moment où les frères Navarro et plusieurs de leurs amis ont tiré les coups de feu et frappé le frère du propriétaire, mais qu'elle passait simplement sur le trottoir.

Pour l'Amicale des Algériens en Europe, il ne fait pas de doute que l'assassinat a été l'ignoble leçon d'un commando raciste.

Elle préside dans un communiqué : « Le nommé Navarro (...) avait déjà menacé à plusieurs reprises le propriétaire sous prétexte qu'il ne pouvait supporter la présence des Arabes ni leur musique. »

Pour M. Jean Dussier, qui s'est vu partie civile lundi dernier, « il n'y a pas d'autre explication que le racisme et ce geste ». A l'heure actuelle, explique l'avocat, « le racisme se manifeste sous une forme et violente que nous observons à mort d'homme. Dans ce meurtre, on ne voit pas d'autre explication qu'une attitude raciste (...) Il semble bien, d'après les premières constatations que le seul tort de la victime a été d'être algérien et de passer par là au moment où la scène de violence se produisait. On peut penser que s'il s'était agi d'un Européen, il n'aurait pas été abattu de cette façon. »

Calmer les esprits

Pour sa part, M. Abdelkader Brahimi, propriétaire du bar, a déclaré que Richard Navarro n'en aurait pas été à sa première agression contre des Algériens. A plusieurs reprises, il aurait proféré des menaces de mort contre certains d'entre eux, menaçant de les massacrer avec l'aide de ses amis. Les frères Navarro et Joseph Navarro ont été inculpés et écroués à la prison de Basse-Inde.

De son côté M. Antoniotto, défenseur de Richard Navarro, au cours d'une conférence de presse destinée à calmer les esprits, a précisé que son client, membre du groupement C.F.T., et qui embauche des ressortissants algériens dans ses équipes, sans discrimination, n'était pas un raciste (à l'exception de ses deux frères M. Antoniotto et M. Antoniotto, qui se propose de fournir des certificats d'embauche), mais un homme à bout de nerfs.

ALAIN PEYREFITTE.

(1) Dans le *Mythe de Pénélope*, en 1967, par M. René Guyon, dans *Le Monde*, n° 170-171.

(2) Le premier patriote, dans *Caligula*, acte II, scène 2.

C'est la suite tragique d'une dépression nerveuse, a précisé l'avocat « un geste regrettable mais en aucune façon une batonnade. M. Navarro était depuis sept mois dans cette rue, se levait le matin à 6 heures et avait besoin de sommeil. Depuis cinq mois il n'a pratiquement pas fermé l'œil. On ne compte plus les démentes qu'il a accomplies auprès de cet établissement pour obtenir de la propriétaire qu'il baisse le volume sonore de son juke-box. Pour dormir, M. Navarro était obligé de prendre des somnifères. Je pense qu'écroué, il est devenu fou furieux. Mais je vous en prie, ne partez pas de conclusions. Soit d'explication punitive contre des travailleurs immigrés. Dans l'état où il était M. Navarro avait agi de même contre un établissement qui avait diffusé à petite puissance de la musique chéolote, russe ou marseillaise. »

● L'ambassade d'Algérie a envoyé une note. Qu'il Orsay pour exprimer la préoccupation du gouvernement algérien après le meurtre de Nassi Abdel Malek (le Monde du 29 août).

Cette note attire l'attention du gouvernement français sur la « préoccupation » du « gouvernement algérien » à la suite de ce crime. L'ambassade d'Algérie demande à être informée des suites judiciaires qui seront données à cette « tragique affaire ».

● Le mouvement contre la violence, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.) demande, pour sa part, « que rien ne soit négligé dans l'enquête de la police judiciaire qui se poursuit : exige que les auteurs soient jugés de façon exemplaire : réclame que des mesures soient prises pour mettre un terme à l'insécurité dans la quelle vivent les travailleurs immigrés et l'ensemble de la population ».

● Le C.F.T. « exige » des explications publiques immédiates de M. Georges Seguy après le meurtre de Marseille. Selon le C.F.T., le meurtre de M. Navarro, travailleur algérien, chef d'équipe dockeur sur le « C.T. », grâce au monopole d'embauche dont s'est bénéficié, n'est ni malin, ni étonnant. Le C.F.T. demande « que soit révisé le statut des travailleurs algériens ».

## Faits et jugements

### L'enlèvement de M. Mallet : deux nouvelles arrestations.

La police belge, agissant sur mandat d'arrêt international, a arrêté, lundi 22 août, à l'aéroport de Bruxelles, deux ressortissants français, M. Daniel Lein, âgé de trente ans, et son amie Mlle Régine Degryse, âgée de vingt-cinq ans, habitant tous deux à Bruxelles. Le couple, qui revenait d'un voyage en Espagne, soupçonné d'être impliqué dans l'affaire de l'enlèvement de M. Bernard Mallet (le Monde du 11 août). Ces arrestations portent à douze le nombre de personnes appréhendées pour ce rapt (le Monde du 19 août).

Les policiers belges ont également découvert à Bruxelles une villa où une cave similaire à celle de la rue Guy-Moquet avait été aménagée. Les policiers pensent que cet endroit était destiné au baron Henri Hottinguer, victime d'une tentative d'enlèvement le 2 décembre dernier (le Monde du 5-6 décembre 1976).

### Pension d'Etat indexée sur le coût de la vie.

Le tribunal administratif de Dijon vient de prendre une décision qui risque de bouleverser la jurisprudence en matière d'indemnisation, en indexant une pension d'Etat sur le coût de la vie. La victime bénéficiaire est l'enfant infirme d'une institutrice, laquelle avait contracté la rubéole quelques mois avant la naissance de son fils. Le 28 décembre 1960, alors qu'elle était en poste à Montbard (Côte-d'Or) l'enfant était né sourd-muet et les experts médicaux, consultés dans le cadre d'un procès intenté contre le ministère de l'Education nationale, devaient évaluer l'incapacité permanente partielle au taux de 30 %. Les conseillers dijonnais ont attribué à la victime une somme totale de 450 000 F, moitié en capital, moitié en pension mensuelle. Celle-ci a été fixée à 1 051,96 F indexée sur le SMIC. — (Corr.)

## MISE EN FICHES OU SOUTIEN PÉDAGOGIQUE ?

### La création d'un dossier scolaire pour chaque élève provoque une polémique

Une polémique s'est engagée entre, d'une part, la Confédération syndicale des familles et le Mouvement des radicaux de gauche, et d'autre part, le ministère de l'Education, à propos de la décision prise par ce dernier de créer un dossier scolaire pour « suivre » chaque élève pendant sa scolarité (« le Monde » du 21-22 août).

M. Dominique Vastel, délégué national à l'éducation du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré : « Une fois de plus, René Haby a passé outre aux mises en garde des parents d'élèves et des enseignants. La constitution d'un dossier scolaire sur chaque élève comportant des renseignements d'ordre scolaire, familial, social, médical et psychologique représente une grave atteinte au secret professionnel et à la vie privée des familles. L'adoption pédagogique derrière lequel se retranche le ministre ne trompe personne, il s'agit bien, en fait, de mettre tous les élèves en fiches. Quand on sait l'usage qui peut être fait de tels fichiers, il est légitimement permis de s'inquiéter. Pour notre part, nous demandons à M. Haby de renoncer à l'application d'une telle disposition qui achève de discréditer une réforme combattue par la majorité des familles. »

La confédération syndicale des familles a, pour sa part, déclaré : « Après les pouvoirs importants donnés à la commission d'éducation spéciale chargée de traiter tous les handicaps, tous les « cas » d'élèves à problèmes, ce dossier

scolaire qui va figurer tous les enfants des maternelles est une pièce maîtresse de la réforme Haby. En effet, l'expérience des dossiers scolaires a été vaine. Il faut le poids « déjà lourd » de la profession des parents dans l'orientation, les « signaux » dans l'enseignement, l'objectivité et la compétence des enseignants, des psychologues, « les conseils aux parents » qui leur sont adressés, les « propositions » d'entrée en matière, les passages de classe et d'orientation. Le ministre regrette ce manque de confiance qui réjout ce qui exprime la demande de maintien obligatoire de l'examen du B.E.P.C. pour les élèves admis en classe de seconde, alors que l'expérience prouve que les conseils de classe examinent les demandes d'admission avec beaucoup de sérieux, en s'efforçant de bien connaître les capacités réelles des candidats. C'est précisément pour donner aux maîtres une connaissance plus approfondie et plus personnalisée des élèves, en ne s'enfermant pas seulement à leurs résultats scolaires bruts, que le dossier scolaire a été innové et généralisé par l'arrêté publié vendredi dernier au Journal officiel. Bien entendu, ce dossier ne comportera ni mention d'aucun secret professionnel, médical ou autre. L'expression de base politique « mise en fiche des élèves » n'honore pas ceux qui l'utilisent pour critiquer les intentions du ministère. L'administration de l'éducation donne suffisamment l'exemple de l'intégrité et de souci des problèmes humains pour ne pas se voir concernée par une attaque aussi peu justifiée. »

Comment ne pas rappeler que le V.P.F. a pris de double le nombre des jeunes sortant de l'école sans formation professionnelle (43 %). Enfin, ce dossier risque de figer des situations passagères, par exemple, de ne pas consulter le dossier, mais aucun pouvoir ne leur est donné non plus qu'à des adolescents (non majeurs), de contester des appréciations arbitraires.

Répliquant à ces critiques, M. René Haby, ministre de l'Education, s'élève de la façon la plus nette contre les termes des attaques. Il a diffusé par la

صكزامن الأصل







# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### Comment sauver les monuments historiques

EN 1974, la Victoria and Albert présentait une exposition qui, intitulée *The English Country House*, fit grand bruit et grand deuil outre-Manche. Elle montrait, en effet, que, depuis un siècle, dans un pays qui a plutôt bonne réputation sur le plan de la défense civique et du respect du passé, des dizaines et des dizaines, sinon des centaines, avaient été détruites de ces petites châteaux Tudor, de ces merveilleuses villas palladiennes, de ces folies gothiques, de ces demeures victorienne d'un éclatisme parfois à sa mesure qui sont l'orgueil de la campagne anglaise et dont certaines étaient dues à des architectes comme Robert Adam, Nash, Smirke, Pugin, pour ne citer que ceux du premier rang.

Elle montrait aussi que, depuis la guerre, les destructions n'avaient cessé de croître, du fait du transfert ou de la disparition des fortunes, de l'impôt, de l'urbanisation, toutes causes bien connues mais dont on n'imaginait pas qu'elles aient pu avoir des conséquences aussi désastreuses.

Sans doute fallait-il d'abord vider des taudis, construire des villes et des quartiers nouveaux. Sans doute le National Trust pouvait-il s'enorgueillir de quelques sauvegardes spectaculaires, mais les efforts de cette remarquable institution avaient souvent porté sur des édifices majeurs, et, en Angleterre comme ailleurs, bien des chefs-d'œuvre avaient disparu qu'il n'y avait pas, leurs prairies vallonnées, leurs plans d'eau, étaient le tissu même d'un paysage historique, le signe majeur et partout présent d'une civilisation.

Cette année, nouvelle exposition et nouveau deuil. Il s'agit du patrimoine religieux, dont la situation paraît en Angleterre encore pire qu'elle n'est, pour l'instant du moins, en France. L'exposition rassemble un nombre impressionnant de photographies d'églises détruites ou abandonnées, elle présente quelques objets de culte qui ont échappé au vandalisme, ou, situation que nous connaissons bien, au zèle des brocanteurs. Elle montre que les églises devaient d'autant plus être protégées que, par le nombre de monuments funéraires qu'elles contiennent, elles sont le véritable musée de la sculpture anglaise, sujet bien négligé, note-t-on mélancoliquement, alors que l'on assiste chaque année à l'exhumation « of yet another deplorable Italian baroque master » (1). Le catalogue enfin, fort important, qui l'accompagne réunit sur les problèmes de restauration et de sau-

### La rose et l'églantier



vegarde un certain nombre d'études qui sont peut-être ce que l'on a écrit de plus sensé sur la question.

Quelques chiffres. Depuis 1945, 145 églises ont été détruites à Londres, 50 à Liverpool, 45 à Manchester; Glasgow a perdu en vingt ans 35 églises qui avaient un statut comparable à celui de nos monuments historiques, dans le diocèse de Norfolk 93 églises sur 703 sont actuellement en ruine et, en 1975-1976, les « church commissions », qui veillent en principe sur le patrimoine, ont accepté la démolition de 39 églises (une tous les neuf jours). Les soldats de Cromwell, écrit un des auteurs du catalogue, n'ont pas fait d'aussi beau travail.

#### Le « star system »

Les raisons de ce massacre ? Certaines sont les mêmes qu'en France : le déclin de la pratique et des vocations, la nouvelle liturgie, qui a vidé les églises catholiques de leurs éléments décoratifs, l'aménagement du territoire, qui fait sauter au profit d'une route un édifice jugé encombrant, l'absurde mépris de l'architecture du dix-neuvième siècle.

A quel il faut ajouter un certain effacement des cadres urbains et le statut très particulier de l'Eglise d'Angleterre (Church of England). Alors qu'en France, depuis la loi de séparation, les églises appartiennent aux communes et les cathédrales à l'Etat, l'Eglise anglaise est tout à fait indépendante et maîtresse de ses biens : elle en dispose comme elle l'entend, entretient ou abandonne, et les commissions ecclésiastiques ont dressé une liste des « redundant churches » (églises qui tant double emploi), lesquelles ne devront leur survie qu'à la générosité privée ou à leur prise en charge par le département de l'environnement, lequel, lui aussi, ne peut ni tout protéger ni tout entretenir.

Et c'est pourtant ce tout, modeste, diffus, souvent anonyme, qui est peut-être l'essentiel : l'absence de tout cadre dans la restauration, où le symbole « matriciel » de l'Eglise de Combray et des clochers de Martinville est contemporain de « la grande piété des églises de France », et, à propos du monumental *Buildings of England*, de Nikolaus Pevsner, un des organisateurs de notre exposition proteste avec raison contre ce « star system », qui précisément ne tient compte que des monuments et oublie les « cant fleurs », qui constituent la trame, la structure affective

d'un pays. Pour que vienne une rose, il faut d'abord un églantier.

Dans ces conditions, que faire ? Rassembler des fonds. C'est à quoi s'emploie l'association des « friends of friendless churches ». Noble pensée ! Charmante Angleterre ! Et l'on ne dira jamais assez que les plus belles réussites en matière de sauvegarde sont souvent le fait des associations. Mais il est bien évident que l'initiative privée, encore moins que les crédits publics, ne peut résoudre l'ensemble du problème, qui est avant tout un problème de finalité. Au-delà des discussions portant sur les méthodes de conservation et de restauration, il doit, en effet, être résumé ainsi : un édifice devenu obsolète ne peut être sauvé que si on lui trouve une utilisation nouvelle.

C'est là qu'intervient la partie positive de l'exposition de Victoria and Albert. Pas de doctrine ni de chiffres, mais une série d'exemples qui montre à quel point peut être variée la fonction nouvelle attribuée à un édifice dont l'usage ancien n'est plus possible. La première de ces fonctions est évidemment la fonction culturelle : musée, bibliothèque, salle de concert, salle de spectacle. Mais elle peut être aussi sociale (maison de jeunes, club du troisième âge), universitaire (salle d'examen, annexe de faculté), et même sportive, pourquoi pas ? et administrative : ici une chapelle méthodiste abrite des bureaux d'Olivetti, là c'est une nouvelle poste que l'on a installée dans une chapelle non-conformiste désaffectée.

Tout cela n'est pas propre à l'Angleterre. Pour ne citer que quelques exemples, religieux ou civils, l'ancien tribunal de Greenwich Village est devenu une annexe de la New York Public Library, la poste de Pittsburgh a été convertie en musée historique et l'église San-Salvatore de Palermo abrite désormais un auditorium.

En France, sans parler même d'entreprises majeures comme Pont-A-Mousson et Fontevraud, on peut penser aux entrepôts Laine à Bordeaux, devenus centre culturel, au lycée de Saint-Omer, qui occupe les locaux de l'ancienne gendarmerie, à Marseille, où l'hôtel de la Charité et la criée du Vieux-Port recevront des affectations nouvelles. Et l'exemple de la Maison Dorée ou du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens (un des plus spectaculaires ensembles de décoration et d'architecture intérieure du siècle dernier), montre que, même sans en modifier la fonction, on peut adapter un édifice ancien à des besoins nouveaux.

Ce qui est peut-être particulier à l'Angleterre, c'est que l'on n'y recule pas devant des transferts de fonction quelque peu excentriques. Si une église ne sert plus à rien, pourquoi ne pas en faire un hall de franc-maçons, une chapelle orthodoxe, une mosquée ? Et, à la limite, une maison particulière ou un ensemble d'appartements ? Tout cela qui suppose création de niveaux, modification des volumes, altération partielle de l'édifice, choquera sans doute l'esprit quelque peu doctrinaire et puritain qui anime parfois notre service des monuments historiques. Mais, encore une fois, vous pouvez restaurer, — et à quelle fraie ! — une église, un manoir, un ancien hospice ; si l'église demeure vide, si le manoir n'est pas chauffé, habité, « vécu », il n'en restera rien au bout de cinquante ans.

#### Les bonnes nouvelles

Cette évidence ne s'est imposée en France que depuis fort peu de temps, devant le caractère dramatique que prend la dégradation, pour ne pas dire l'abandon, de toute une partie du patrimoine.

Mais voici de bonnes nouvelles : la rue de Valenciennes a constitué un groupe de réflexion sur le problème et le prochain colloque de l'Unesco, qui se tiendra à Avignon en janvier prochain, aura pour thème : « Utiliser les monuments historiques ». C'est bien, ce n'est pas tout. Dans ce domaine, il n'y a pas de remède miracle, de solution universelle ; la réflexion ne peut qu'aligner de bonnes intentions, tout dépend de l'initiative privée, civique, encouragée par l'Etat et les collectivités locales.

Et encore plus d'un état d'esprit. Si l'Italie, qui ne passe pas pour être la terre d'élection de la rigueur administrative, a dans l'ensemble mieux protégé ses centres historiques que les autres pays européens (ne parlons pas du tiers-monde, où la situation est désespérante), c'est peut-être, tout simplement, que la fièvre campaniliste aidant, les jeunes Italiens sont formés dès l'école à la connaissance et à l'amour de l'art.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* *Change and Decay. The future of our churches.* Victoria and Albert Museum. Catalogue de Marcus Binney et Peter Burman.

(1) « Encore un autre maître italien baroque déplorable ».

### AU FESTIVAL D'ANTALYA

## Sans stars ni producteurs

LES camionnettes remplies de petits garçons en bel habit du dimanche, tout propres avec leur chemise blanche et leurs rubans de couleur sont descendues lentement dans le bruit de la trompette et du tambour. Les parents suivent par autobus entiers, ici, au bord de la mer bleue, avait lieu la cérémonie de la circonscription. Tout s'est passé selon les rites. La fête était belle et se déroulait à Antalya. Même les journaux turcs d'Istanbul ou d'Ankara ont parlé de cette journée religieuse, le seul événement important organisé par l'équipe du Festival : grâce à l'aide de la municipalité, les familles les plus modestes ont pu célébrer leur fils, selon la tradition, en grande pompe. Il y avait ce qu'il faut. Plus encore que chez nous lors de la communion si solennelle.

C'était le quatorzième Festival d'Antalya, un festival de cinéma sans stars ni producteurs, sans... tout l'argent du cinéma qui doit annoncer sa couleur haut et clair. Selon certains, l'équipe du maire n'aurait pas « le sens des choses » et depuis quelques années conduirait à sa perte cette manifestation, gloire de la Turquie méridionale.

Et si, précisément, dans sa clairvoyance honnête, le maire d'Antalya, un « bon maître », avait tout à fait le « sens des choses »...

Chaque soir, en un lieu différent de la ville, souvent dans les faubourgs, le « cinéma » arrivait : quelques hommes pour débarrasser du camion le grand écran de toile blanche et mettre en place la machine du projecteur, les haut-parleurs. Chaque soir arrivaient les familles entières : les voisins venaient avec leur chaise, les autres s'asseyaient par terre ou restaient debout sur l'asphalte ou dans le pré, terrain vague entre les jardins maraîchers de la périphérie. Les femmes d'un côté, avec l'inévitable enfant agrippé dans leur dos, et, autour de leur visage grave et dur, un fardier blanc bien serré. De l'autre côté, les hommes, ils étaient nombreux à attendre 21 h. 30 que les tringles viennent. C'était comme cela, sous les étoiles, dans la nuit douce. Et quand c'était fini, ils repartaient contents. En tout cas, ils souriaient. Les tout-petits s'étaient endormis.

Six longs métrages et quelques courts métrages turcs ont été présentés dans les quartiers, ainsi que six films étrangers (les mêmes que l'après-midi, dans une salle

de la ville) qui étaient soumis au plus consciencieux des jurys.

La Mariée au voile noir a fait l'unanimité. Vainqueur de la compétition, le film de Süreyya Dura a donc été projeté une nouvelle fois à la fin du Festival. Les gradins du stade ont accueilli des milliers de spectateurs. Pas des touristes ou des professionnels, pas un petit noyau de personnes plus aisées que d'autres.

La Mariée au voile noir, histoire antologique, est un conte sur les aléas de la réforme agraire dans les parties les plus pauvres du pays, plutôt semi-désertiques, où la réalité quotidienne est celle encore du Moyen Âge. Les images ont, dans ce film, la force des choses simples. Elles n'ont guère besoin de commentaires, soient les sentiments, ne prétendent pas donner une leçon politique. Elles racontent sans fioritures la vie dure de ceux qui travaillent pour les gens de la ville, propriétaires hostiles au moindre changement. Les femmes qui tirent l'eau du puits en une interminable noria, la cuisine faite à même le sol, la danse du mariage, les risques pris aux frontières par les contrebandiers, la brutalité des rapports entre ennemis : tout cela n'est pas tel ou tel sujet de folklore ou prétexte au populisme facile. Tout cela existe.

Doit-on reprocher à Süreyya Dura son sens de l'efficacité ? Faut-il refuser l'émotion ? La Mariée au voile noir méritait sans aucun doute sa distinction, même si le prix du meilleur « réalisateur » est allé à Zeki Olkun pour le Roi des congres, avec Kemal Sunal. De plus, la Mariée au voile noir reflète assez bien ce que tentent de faire les jeunes cinéastes turcs dans les limites d'une censure encore réglementée par des textes imités de ceux de l'Italie mussolinienne. Aucun de ces cinéastes turcs n'oublie que l'un d'eux eux, Yilmaz Guney, réalisateur de l'Espoir et de l'Ami — premiers films réalistes turcs, déjà présentés en France — est en prison.

Deux cents films sont produits chaque année en Turquie. Chiffre énorme, comparable au chiffre français. Bien peu sont autre chose que de modestes productions copiées des westerns, des films d'aventure américains, des comédies sentimentales d'un érotisme stéréotypé qui n'ont rien à envier d'ailleurs aux quelque trois cents films

importés chaque année également (le harare figure en bonne place).

Il semble que cette année les organisateurs du Festival aient eu de la peine à établir une sélection pour Antalya. Et si Merhaba, d'Ozan Arca, jeune réalisateur, ingénieur de son vrai métier, avait des qualités, et dans cette histoire d'un village de pêcheurs, comme dans l'Honneur de la famille, de Ali Seref, on retrouvait le thème de l'appropriation des moyens de production, l'illustration de l'antagonisme entre le riche et le pauvre, on a senti des concessions à ce qui a marché. A Antalya donc, un film comme et un autre, coproduit avec l'Italie, avec le grand renfort d'un cascadeur dans le rôle du bandit, tous deux d'un très relatif divertissement, représentaient davantage la production moyenne du cinéma turc.

Antalya n'est pas un festival riche et la municipalité a le mérite d'assurer pendant plus d'une semaine l'animation d'une ville, la véritable et populaire animation, sans aucune subvention du gouvernement, qui garde son rôle à des institutions culturelles plus établies.

Antalya, il n'y a plus non plus de récompenses en argent pour les films vainqueurs. Il y a un groupe de fidèles qui, tout au long de l'année, travaillent en liaison avec la Cinéma-thèque d'Istanbul et croient à un autre cinéma, parce qu'ils connaissent très bien ce qui se fait ailleurs.

« Antalya est le festival de la rue », dit Onat Kutlar, l'ancien directeur de la Cinéma-thèque turque, « le cinéma aussi devrait être l'affaire du grand public. Il s'agit de juger ». A Antalya, c'est ce même public qui allait écouter les concerts de musique pop ou de variétés turques, applaudir aux chansons souvent politiques de celle qu'ils appellent leur Joan Baez, qui allait voir des troupes folkloriques étrangères, ou regarder le Mariage au tambour, une pièce de théâtre satirique inspirée des traditions du pays et jouée à travers la ville par une jeune troupe d'Istanbul. Les gens dans la rue ont aussi regardé travailler des sculpteurs. Au musée archéologique était présentée une exposition de quarante-deux photographes. Les visiteurs qui déambulaient n'étaient peut-être pas entrés dans un musée auparavant.

MATHILDE LA BARDONNIE.

### Hommage à un cinéaste américain

## Delmer Daves était un conteur

par  
BERTRAND TAVERNIER

Le cinéaste américain Delmer Daves est mort le 17 août (le Monde du 20). Bertrand Tavernier (« l'Hortologue de Saint-Paul », le Juge et l'Assassin) le connaissait bien. Il avait rencontré quelques jours avant, chez lui, en Californie, et il évoque le caractère de l'auteur de 3 h 10 pour Yuma et de la Colline des potences.

MA première rencontre avec Daves date d'août 1961. C'était une lettre de six pages répondant à des questions que je lui avais posées après la découverte étonnante de 3 h. 10 pour Yuma et de la Colline des potences. Ce fut le début d'une longue amitié, d'abord d'ordre épistolaire. Daves était un conteur infatigable, et ses lettres traitaient de milliers de sujets : de son travail, bien sûr, de ses espoirs et de ses déceptions, de la nouvelle grue qu'il avait inventée pour réaliser des mouvements plus musicaux, de ses enthousiasmes ou de ses interrogations devant les films de jeunes cinéastes, mais aussi de ses collections de minéraux, de ses recherches quant à la fabrication des mosaïques byzantines, de ses voyages en Extrême-Orient. Il parlait aussi de son grand-père, qui avait travaillé avec le Pony Express et traversé l'Amérique dans une caravane de pionniers. Tout passionnait cet ancien camarade de classes de John Steinbeck, et sa bibliothèque était impressionnante. Il était lui-même très fier de l'édition originale d'*Ulysse*, de Joyce, illustrée et signée par Matassa. Quand je le vis pour la dernière fois, il terminait une étude sociologique sur les racines de certains mots et la manière dont leur signification se recoupait dans diverses langues.

Après l'échec de ses deux derniers projets, dont un western, *Jackson Hole*, qui devait être le dernier volet de sa saga de l'Ouest, et qui aurait traité des rapports sociaux entre les « cattle barons » et les fermiers, il refusa plusieurs westerns « où la violence était irresponsable » et tenta d'imposer en

vain des scénarios originaux : « La volée, la nouvelle vague : écrit pour l'écran. Oublier tout ce qui est livresque ou théâtral. Créer de vraies émotions cinématographiques, en les prenant dans la réalité, pas dans les best-sellers. » Sa générosité, qui n'avait rien de tactique, faisait de cet humaniste libéral le trait d'union indispensable entre le populisme d'un Capra (dont il était un des metteurs en scène favoris) et le radicalisme d'un Polanski ou d'un Bresson. « Comprendre, c'est aimer, et chaque fois que j'ai pu j'ai essayé d'ouvrir les yeux du public sur d'autres races, d'autres coutumes, d'autres civilisations. On commence à peine à effleurer la vérité au cinéma. » La rencontre de ce républicain fidèle, du démocrate prolétaire qu'était John Garfield et du communiste Albert Maltz nous valut l'un des plus beaux films sociaux de l'après-guerre, *Fride of the Marines*.

De ses westerns on a beaucoup parlé. De leur antiracisme, de l'utilisation lyrique des paysages. Mais là, j'ai surtout envie d'évoquer la rigueur morale des personnages féminins, la beauté et l'émotion des scènes d'amour, le visage de Felicia Farr, petite serveuse de saloon (3 h. 10 pour Yuma), Maria Schell recouvrant la vie (la Colline des potences). Daves refusait la misogynie, le côté « macho », la culture de la virilité, inhérents au genre : « Ce sont les femmes qui expriment la morale de mes films. » Ce n'est pas étonnant, venant de l'auteur de cette splendide histoire d'amour, *Dark Passage*, dont il improvise la fin magique, « cette déception d'un amour qui va par la suite se révéler à la vie normale » (Yves Martin), qui fit dériver les surréalistes. En paraphrasant Bernard Shaw, on pourrait dire que l'approche de Daves était réaliste, mais qu'il l'exprimait en termes romantiques.

Il faut peut-être voir dans ce romantisme, qui s'adaptait si mal à l'Amérique actuelle, une des raisons de sa retraite prématurée. Cette confiance dans l'homme, cet optimisme qui, selon Chesterton, fait les meilleures œuvres sociales, étaient dépassés. Il ne lui restait plus que le silence, à cet ambassadeur d'une Amérique en Amérique.



## Une sélection



« J.-A. Martin photographie » vu par Bonaldi.

## Cinéma

### CET OBSCUR OBJET DU DESIR

de Luis Buñuel

Une nouvelle table socio-érotique de l'auteur de Viridiana et de Tristana, librement inspirée de la Femme et le Pantin de Pierre Louÿs. Un homme mûr, sûr de soi comme de l'univers, découvre la passion, l'anarchie des sens et des sentiments, cependant qu'autour de lui l'ordre bourgeois explose, jusqu'au grand bon final, corrigé peu auparavant par la vision édifiante d'une harmonie retrouvée : une jeune femme étreinte amoureusement son ouvrage dans une rituelle du passage Choiseul, à Paris.

### LE DERNIER DES GÉANTS

de Don Siegel

Le dernier des westerns, la p'tenité d'un genre qui n'ont réussi à tuer ni Sergio Leone ni ses émules américains. Le vieux homme fatigué retourne à la ville pour y rencontrer son destin. Le vieux Ouest se meurt, nous sommes au tournant du siècle, et avec lui une

légende. Hollywood reprend une dernière fois le flambeau, John Wayne s'avance sur la scène et dit au revoir à toute une époque.

### J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE

de Jean Beaudin

Un couple, au début de ce siècle. Lui est photographe. Elle s'occupe de la maison, la mère-épouse idéale. Ensemble, un jour, ils voient un vagabond, bien de surprises. Libérés du joug familial, les deux époux revoient connaissance. Ce film sensible et délicat d'un cinéaste québécois, présenté au Festival de Cannes, en dit plus sur la condition féminine que bien des prêches libertaires.

### LES CHAINES

d'Arthur Barron

Adapté du recueil de lettres écrites de prison par George Jackson et publiées sous le titre les Frères de Soledad, ce film rigoureux et sobre, réalisé par un cinéaste peu connu, rappelle l'affaire à laquelle lui-même Angela Davis accusée en 1970 d'avoir fourni un pistolet au frère de George Jackson qui tenta de s'emparer d'un nuage pour obtenir l'acquiescement des prisonniers de Soledad, Angela Davis devait être reconnue non coupable deux ans plus tard.

— ET AUSSI : L'Homme pressé, d'Edouard Molinaro (90 minutes de distraction) ; le Portrait de Dorian Gray, de Pierre Boutron (d'après l'œuvre d'Oscar Wilde) ; Un fil sur le toit, de Bo Widerberg (procès de la police suédoise) ; la Théorie des dominos, de Stanley Kramer (la manipulation sourde du citoyen par des organismes occultes).

## Théâtre

### MOLLY BLOOM...

Le monologue final du roman de Joyce, « Ulysse », joué avec une distance fine et chaude par Garance, curieuse comédienne formée à New-York.

### ... ET LE MANUSCRIT

au Lucernaire

C'est le texte théâtral « L'Hypothèse », que Robert Pinget avait écrit pour Jean Martin réplique « le Manuscrit ». Martin était l'un des créateurs de « Godot » et le texte de Pinget est proche de Beckett, quoique d'un humour plus subtil. Brève d'un humour plus subtil. Brève d'un humour plus subtil. Brève d'un humour plus subtil.

### EROSTRATE

au Théâtre Mouffetard

Une nouvelle de Sartre, d'un bonhomme qui n'aime pas voir les gens masquer leur bêtise à table, qui, pour cette raison, tire au revolver dans la foule, rue Delambre. Mise en scène sélective de Yves Gourvil. Interprétation « hyper-mes-

gichienne » de Marianne Irenski, Philippe Duclos, Jean-Louis Grinfeld. Du Dracula mental.

### EN ATTENDANT GODOT

sur la Péniche

Il n'en aura jamais fini, les clochards-dochards de Beckett d'attendre que le monde finisse ce monde hystérique ennuie dans sa tête. Vu par Jean-Paul Paré, ils mènent dans la boue un combat qui n'en finit pas de finir et de recommencer, sans parvenir à s'épuiser (jusqu'au 27 août).

### CAFÉS-THÉÂTRES

Au Café d'Edgar le vrai tango tango et mélancolique avec Ernesto Ronzo et Monini au dandonem jusqu'au 30 août. Salle 11, des histoires noires avec Popek, des histoires noires avec Fernand Beret et Alain Chevalier. Aux Blancs-Manteaux, des histoires de femmes avec Pierrette Dupont, la Demarieuse, avec Evelyn Dandry et Justine Lereque dans Au niveau du chou A la Cour des Miracles. Marianne Serrail, et aussi des hommes Jacques Biot, et Amaque 71, avec Marc Ducloux, Jean-Paul Rampal, Marc Casol A la Vieille Grille, des histoires noires avec Lionel Rocheman, des histoires de femmes avec Anne-Marie Picchiarini. Et au Plateau à 22 heures, la merveilleuse terre crelle et ironique de Jean Bernard Moraly, la Nuit de noces de Zandrillon.

## Musique

### DÉCOUVRIR, VOIR, REVOIR

au Festival Estival

Nouveau venu parmi les quatuors à cordes anglais, le Wharton String Quartet joue Beethoven et Crumb à la Conciergerie (jeudi 25 à 18 h. 30) ; A. Vandervort dirige la Philharmonie d'Anvers le lendemain à 20 h. 30 ; la Faculté de droit (Frank, Berl et Brahms) ; la maîtrise Gabriel-Fauré s'offre un détachement par Lassus, Monteverdi, Palestrina et Mozart avant de rentrer à Marseille (mardi 26, à la Sainte-Charles, à 18 h. 30 et 30 h. 31), tandis que le quatuor Parrenin propose une nouvelle audition du Quatuor de Dutilleul (jeudi 1<sup>er</sup> septembre, à la Conciergerie, à 18 h. 30). Deux heures plus tard, à l'église des Billettes, Gustav Leonhardt retrouve J.-S. Bach.

### AUTOUR D'UNE HARPE

à Gargilesse

Nicolas Zabaletta le 26 août, à 21 h, le quatuor Via Nova et Christian Lardé le samedi 27 dans un programme Mozart, et jeudi 1<sup>er</sup> septembre, à 14 h. 30, la finale du concours international de harpe M-A-Casala. Pour son dixième anniversaire, Gargilesse est plus que jamais la capitale de la harpe puisque le Festival organise, du 26 août au 3 septembre, un congrès international des harpistes. L'enseignement, la musique contemporaine sont à l'ordre du jour. (Rens-gnements : 277-99.63).

### PIANO, SOLISTES ET ORGUES

à La Chaise-Dieu

En dix ans, le Festival de La Chaise-Dieu, au nord du Puy, a atteint son objectif : le relevage de l'orgue de l'abbaye, construit en 1725-1727 et restauré par la maison Dunand Jacques Charpentier l'inaugurera avec le Livre d'orgue de Jacques Boyvin (le 31 août) ; fidèle à l'idée initiale de son festival, Caïra ne se contente pas de jouer lui-même (dimanche 28 août), mais invite son fils à diriger l'orchestre symphonique d'Ile-de-France avec un quatuor de solistes à découvrir (samedi 27) (Rens : 71-49.22.74).

— ET AUSSI : Marie-Claire Alain au Festival de Cummings (église Saint-Bertrand, vendredi 26, Rens : 01-88.32.00) ; Bach, Dandrieu, J. Alain, Gracie Bumbury chante Schumann, Brahms et Chopin sur le parvis Saint-Michel, à Menton (mardi 30, 21 h. 30), en clôture du Festival, qui accueille également le Cleveland String Quartet (dimanche 28) ; A l'étranger, trois grands festivals de septembre : Stresa, sur le lac Majeur, du 28 août au 19 septembre (téléph. : 0323-31.095 et Rens à l'Office national italien du tourisme) ; Lucerne avec un récital Pollini-Schubert (le 26 août) et la Philharmonie de Berlin, dirigée bien sûr par Karajan (mardi 30, Rens : 041-22.62.12) ; Montreux-Vevy enfin, qui ouvre un programme Beethoven avec la représentation de Pimpone de Telemann et la Serrà Padrona de Pergolèse (les 30 et 31 août).

## Expositions

### TENDANCE DES ANNÉES 20

à Berlin

La quinzième exposition du Conseil de l'Europe, autour d'un thème — les années 20 — qui convient bien à la ville où elle se tient, Berlin, qui fut, à cette époque, un grand centre artistique et intellectuel. Réalisée grâce aux prêts de nombreux musées américains et de la plupart des grandes collections européennes, elle comprend quatre parties : Du constructivisme à l'art concret (à la Nouvelle Galerie nationale) ; Dada en Europe, de la cité futuriste à la cité fonctionnelle (à l'Académie des arts) ; le Surréalisme et le néoréalisme (à l'Orangerie du château de Charlottenbourg).

### CLAES OLDENBURG

au Centre Georges-Pompidou

Deux cent vingt-six numéros pour une rétrospective des dessins, aquarelles et estampes du plus démocratique des pop-artistes américains, bien connu pour ses sculptures colorées en plâtre et en vinyl d'objets gourmands : hot dogs, sandwiches, coiffeuses... grandeur Gargantua.

### L'ART DE L'ESTAMPE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

à Carnavalet

L'art et l'histoire d'un grand moment en France, à travers les instruments de

propagande et d'action révolutionnaire que sont les gravures et caricatures de l'époque.

### MOTHERWELL

à PARC

Une rétrospective des peintures et collages depuis 1941 d'une des figures-clefs de l'expressionnisme abstrait et de la peinture américaine de l'après-guerre.

### WILLEM DE KOONING

à Grenoble

Autour de cinq tableaux récents, un ensemble de sculptures datées de 1969, 1972, 1973 et des lithographies. Pour découvrir comment un des grands peintres américains de l'« action painting » peut en sculpture, rester peintre, expressionniste, gestuel et, plus que jamais, fidèle à sa passion pour la figure humaine.

### RUBENS

à Anvers...

Le quatrième centenaire de la naissance de P.P. Rubens, célébré à Anvers, la ville d'attache de l'artiste. Au centre de cette commémoration, marquée par de nombreuses manifestations, une exposition au Musée royal des beaux-arts, elle comporte une centaine de tableaux et d'esquisses à l'huile, et une soixantaine de dessins illustrant l'évolution de l'œuvre de Rubens.

... et à Caen

Des peintures et des gravures destinées à évoquer le maître et les artistes qui ont gravité autour de lui et plus ou moins subi son influence. L'exposition présente notamment des œuvres appartenant au musée de Caen ainsi qu'à des musées et à des églises de la région, contribuant ainsi à mettre en valeur les richesses artistiques de la Basse-Normandie.

### ADAMI

à Marseille

Œuvres récentes de Valerio Adami, cet été, au musée Cantini de Marseille. Après Balbus et Bacon, ces deux cinéastes, un regard froid sur la vie quotidienne et sur des personnages de la mythologie moderne : Freud et Gorki, Joyce et Gandhi.

— ET AUSSI : Klee, à Saint-Paul-de-Vence (un panorama de deux cent cinquante peintures et dessins) ; Chagall, à Nice (les œuvres récentes : réveries poétiques sur des thèmes bibliques) ; Dufy, aux Ponchettes de Nice (peintures pour le soleil du midi) ; Van Dongen, au musée Chénier à Nice (tous les Van Dongen de Nice réunis) ; le Drapier, à Saint-Tropez (bannières, étendards et fanions dans la peinture) ; Matisse, à Valence et à Orléans (en France et en Belgique, une trajectoire flamboyante) ; Maximilien Lucé, à Albi (rétrospective du peintre neo-impressionniste) ; Fernand Léger, à Montauban (une soixantaine de peintures, gouaches, aquarelles et dessins d'un constructeur) ; Alan Shield, à Strasbourg (toiles non tendues, couleurs raffinées, agrémentées de piqûres et de broderies, d'un jeune artiste américain) ; Voyage aux îles Fortunées, à Sainte-Suzanne (une évocation des voyages de grands navigateurs du dix-huitième siècle).

### SALLES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI

(A.L.C.A.E.)

ST. CUJAS 20, r. Cujas 75005 Paris 033-89-22

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES

de François Truffaut

Studio ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1

30, rue Saint-André-des-Arts 12-48-18

LA SALAMANDRE

d'Alain Tanner

L'EMPIRE DES SENS

de Nagisa Oshima

Studio ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2

30, rue Saint-André-des-Arts 12-48-18

PIERROT-LE-FOU

de Jean-Luc Godard

LA FIANCÉE DU PIRATE

de Melly Kaplan

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

### BIARRITZ ÉLYSÉES - BONAPARTE - U.G.C. OPÉRA

LA CLEF CENSIER - LUCERNAIRE MONTPARNAISE

MONIQUE MERCURE - PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE - CANNES 77

« Monique Mercure, l'extraordinaire interprète de « J.A. MARTIN », FRANCE SOIR

« J.A. MARTIN », ce coup de cœur, L'EXPRESS

« Quelle admirable analyse de la condition féminine... » LE PAYSAN LIBRE

« Ce film n'a que des qualités... » ROBERT CHAZAL

« Une œuvre d'art, une œuvre d'art... » LA CROIX

« Quel joli film... » LE MONDE

J.A. MARTIN PHOTOGRAPHE

Un film de Jean Beaudin

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

PUBLICIS MATIGNON VO - DANTON VO - GEORGE V - PARAMOUNT OPÉRA - OMNIA - PARAMOUNT MONTPARNAISE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - CONVENTION SAINT-CHARLES U.G.C. GARE DE LYON - 3 SECRÉTAN - LES IMAGES - PARAMOUNT GALAXIE - CYRANO Versailles ARGENTEUIL - MONTREUIL - ROSNY - CARREFOUR Pantin - ORLY - NOGENT - ORSAY - SARCELLES VILLENEUVE-SAINT-GEORGES - ÉLYSÉES 2 - La Celle-Saint-Cloud - SAINT-GERMAIN - LA VARENNE BUXY Boussy-Saint-Antoine



## CHARLES BRONSON LE BISON BLANC

CHARLES BRONSON dans « LE BISON BLANC » avec JACK WARDEN WILL SAMPSON et CLINT WALKER - STUART WHITMAN - SUM PICKENS et avec KIM NOVAK dans le rôle de la fille de la police. Réalisé par LEE THOMPSON. Produit par PANGLOSS KOTNER - Musique de JONATHAN DEMME.

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

LES SÉRIALES  
Hollywood triomphe avec...  
Princeses et robots de...

LES SÉRIALES  
Hollywood triomphe avec...  
Princeses et robots de...

LES SÉRIALES  
Hollywood triomphe avec...  
Princeses et robots de...

LES SÉRIALES  
Hollywood triomphe avec...  
Princeses et robots de...

LES SÉRIALES  
Hollywood triomphe avec...  
Princeses et robots de...



## Hollywood triomphe avec « la Guerre des étoiles »

## Princesses et robots de nouvelles galaxies

A l'ère des conglomérats et des multinationales, le cinéma est plus que jamais une industrie et une série de coups de poker : il semble fonctionner pesamment selon la seule économie du gain sans limite. Il implique en même temps un tel degré de honte, de fantaisie, il exige une telle complexité de la part du public, que moins il ressemble au « septième art » dont rêvent les happy few, plus il est lui-même, délinquant, mythique. La Guerre des étoiles (Star Wars), le nouveau film de George Lucas, est en train de redonner à Hollywood une confiance longtemps perdue et d'approprier à battre les records de recettes de tous les temps de l'histoire du cinéma avec 100 millions de dollars (la part du producteur) prévus pour les seuls États-Unis, surpassant ainsi les deux précédents monstres, le Parrain, de Francis Ford Coppola et les Dents de la mer, de Steve Spielberg.

Selon une politique inconcevable en France, à supposer que la France ait le potentiel du marché nord-américain, le film a été lancé à la veille de l'été. Loin de subir la concurrence des plaisirs estivaux et malgré la vague de chaleur qui a sévi sur une partie du public, que moins il ressemble au « septième art » dont rêvent les happy few, plus il est lui-même, délinquant, mythique. La Guerre des étoiles (Star Wars), le nouveau film de George Lucas, est en train de redonner à Hollywood une confiance longtemps perdue et d'approprier à battre les records de recettes de tous les temps de l'histoire du cinéma avec 100 millions de dollars (la part du producteur) prévus pour les seuls États-Unis, surpassant ainsi les deux précédents monstres, le Parrain, de Francis Ford Coppola et les Dents de la mer, de Steve Spielberg.

L'hebdomadaire People, publié par le groupe Time Inc., dans son numéro du 18 juillet, écrit que « la Guerre des étoiles est une joyeuse récapitulation de l'héritage national hollywoodien », mais admet que son phénoménal succès a surpris tout le monde : « Inévitablement, un phénomène aussi spontané et populaire a provoqué un froissement de sourdis collectifs des grosses têtes et des vieux penseurs de tous âges. » L'allusion semble viser la critique Richard Corliss, rédacteur en chef d'une des revues de cinéma américaines les plus cotées, Film Comment, qui, un mois plus tôt, dans l'hebdomadaire New Times, s'était risqué à prédire que le succès ne durerait pas, que le large public indiscipliné de ce genre de performance, toutes générations mêlées, et pas seulement les jeunes, ne suivrait pas. Or ce n'est plus un succès, c'est un triomphe.

Time magazine, il est vrai, avait donné le feu vert, dès le 30 mai, en considérant la Guerre des étoiles comme le meilleur film de l'année, alors que 1977 n'était encore qu'à mi-course. Il y célébrait un mélange de genres d'une infinie richesse, où on retrouve, combinées, les influences de la bande dessinée, du Magicien d'Oz, des films de cape et d'épée d'Errol Flynn. D'autres critiques renvoyaient au western, à Walt Disney.

George Lucas lui-même donne une première explication, en guise d'appendice à sa version romancée du film, publiée en livre de poche dès le mois de décembre 1976 : « Je pense que quiconque va au cinéma aime y faire une expérience émotionnelle. C'est fondamental, que vous ayez sept, dix-sept ou soixante-dix ans. Plus intense est votre expérience, plus réussit le film. »



« Mon Dieu, je veux voir ça ! »

« J'ai toujours aimé les films d'aventures. Après avoir fini American Graffiti, j'en vins à réaliser que, depuis la mort du western, il ne restait plus grand-chose d'accessible au spectateur dans le genre de la fantaisie mythologique. Aussi, au lieu de faire des films du type « c'est-à-dire ce qui arrive à l'humanité », j'ai décidé de partir, — j'ai décidé de combler ce vide. Je réaliserais un film à ce point ancré dans l'imaginaire que les spectateurs, en entrant au cinéma, abandonneraient les graves problèmes de leur vie quotidienne. En d'autres termes, deux heures durant, ils oublieraient. » Le metteur en scène Preston Sturges, dans un film célèbre de 1942, les Voyages de Sullivan, définissant la mission de Hollywood, disait exactement la même chose.

« J'essaie de redonner vie à un genre aujourd'hui perdu, de lui conférer une nouvelle dimension, conclut George Lucas dans le même texte, de telle sorte que les éléments d'espace, de fantaisie, d'aventure, de suspense et de drôlerie agissent et réagissent l'un sur l'autre. Dans certains pays, la Guerre des étoiles s'adresse à ce qui reste en nous de l'enfant. »

Le projet remonte assez loin. Dans un entretien paru au printemps 1974 dans la revue californienne Film Quarterly — au lendemain de l'extraordinaire succès d'American Graffiti (1973), — George Lucas annonce son intention de tourner ce qu'il appelle « un space opera » (un opéra de l'espace), par référence au film de Stanley Kubrick 2001 : l'Odyssée de l'espace (1968), qui a connu aux États-Unis une splendide carrière, mais que la France, jusqu'à ces deux dernières années, a boudé. « Je vois déjà comme en flash

des images dans ma tête, déclare alors le cinéaste. Il faut que je réalise ces scènes. J'éprouve le besoin impérieux de filmer ce plan fantastique des deux avions se mitraillant en même temps qu'ils plongent dans l'espace. Mon Dieu, je veux voir ça. L'image est dans ma tête, je ne m'arrêterai pas que je la vois à l'écran. »

George Lucas, comme Steve Spielberg, et plus encore que son ami Francis Ford Coppola, est l'enfant prodige de Hollywood, le risque-tout venu tardivement au cinéma après avoir failli mourir à dix-huit ans, dans une course de voitures. Né le 14 mai 1944, il grandit à Modesto (Californie), travaille dans une ferme. Il est d'abord lui-même l'adolescent qu'il décrit, sous divers modèles, dans American Graffiti, ce film sur le « pop-rock » que la France, du moins les plus jeunes spectateurs, redécouvrent seulement cet été dans les salles Gaumont, la première sortie, comme dans le cas du film de Kubrick, ayant été un échec. American Graffiti, tourné avec un budget dérisoire, 750 000 dollars, dont 80 000 dollars pour acheter les droits des quarante et une chansons entendues au cours du récit, est un hommage à une génération grande dans l'insouciance de l'ère d'Eisenhower et inventant la « culture populaire », comme on dit aujourd'hui : une génération qui « veut vivre pour le plaisir, la liberté, le sexe, la joie d'être femme », comme le remarquait ces jours-ci un journaliste américain, ami d'Elvis Presley.



Des performances insurpassables

Après son accident de voiture, George Lucas, repenti, retourne achever ses études, obtient un diplôme de sociologie et, à l'inspiration du grand opérateur Haskell Wexler (entre autres, il a photographié Medium Cool, qu'il réalise également, Painters, Painting et En route pour la gloire, vu à Cannes cette année), il s'inscrit à l'U.C.L.A. (University of California in Los Angeles). Il tourne huit films courts, dont THX 1138 : 4 EB, film de science-fiction qui servira d'ébauche pour son premier long métrage, THX 1138, tourné en 1969 avec la caution de Francis Ford Coppola, dont il a fait la connaissance sur le plateau des studios Warner, à Burbank. THX 1138 ne sortira qu'en 1971, connaîtra un succès de prestige, mais l'insuccès commercial le plus total.

Coppola et Lucas vont devenir très proches, s'installeront tous deux définitivement à San Francisco, où est créée en 1969 une sorte de studio alternatif, l'American Zoetrope, pour permettre à de jeunes metteurs en scène de travailler dans une atmosphère amicale, non compétitive. Warner, au départ, a appuyé l'entreprise, puis se retire devant l'insuccès des films « orientés vers la jeunesse ». American Graffiti, produit par Universal grâce à la caution de Coppola qui vient de triompher avec le premier Parrain, prouve l'erreur de jugement de Warner. Mais Universal refuse de soutenir l'aventure de la Guerre des étoiles, Fox prend le relais.

Quatre versions successives du scénario seront élaborées avant que le chef de production de Fox, Alan Ladd Jr., le fils d'Alan Ladd, ne donne le feu vert. Au départ, George Lucas avait fourni un court traitement de douze pages. Le budget final du film n'atteindra pas 10 millions de dollars, ce qui avait été le coût, en dollars, non touchés par l'inflation, du film de Stanley Kubrick en 1968. Film relativement peu marché, vu le genre choisi, les moyens mis en œuvre. Le tournage, il est vrai, sera « basé » non pas en Californie, mais en Grande-Bretagne : la Grande-Bretagne, qui n'a pratiquement plus de cinéma national, héberge en permanence Stanley Kubrick, qui y a tourné ses derniers films. L'équipe technique de la Guerre des étoiles sera en majeure partie britannique. Outre deux semaines et demi d'extérieurs, en Tunisie, quinze semaines d'intérieurs mobiliseront neuf plateaux des studios d'Elstree, près de Londres, plus un bref passage aux studios de Shepperton.

Les performances techniques atteintes dans la Guerre des étoiles semblent insurpassables. Le film ne comporte pas moins de trois cent cinquante-trois plans réalisés à l'aide d'effets spéciaux. Une nouvelle caméra a été mise au point, capable de tourner autour de n'importe quel axe tout en se déplaçant le long d'un rail, on pense, avec une moindre liberté, au procédé utilisé par Michael Snow dans la Région centrale, avec sa caméra lancée dans l'espace comme une planète. Les séquences du film peuvent ainsi être filmées sous tous les angles, avec une liberté de découpage inconnue dans 2001. L'ordinateur permet de mémoriser les prises de vues successives qui enregistrent les divers éléments entrant dans la composition d'un même plan. L'illusion de mouvement est totale.



Pour la grande bataille finale, George Lucas a d'abord étudié les combats aériens de la dernière guerre mondiale, les a reconstitués en studio, ou plutôt en « reconstitués le mouvement en détail pour donner une plus grande impression de réalité, tous les jours selon la méthode de truccage successifs déjà mentionnée. Le montage de cette séquence par Marcia Lucas, la femme du metteur en scène, d'une durée de dix minutes, a pris à lui seul huit semaines. Tout l'argent de la production investi dans le film apparaît sur l'écran, selon une expression chère aux producteurs américains. Le public ne s'y est pas trompé.

Il faut tout de même parler du sujet mince au possible, insistant, tant la technologie semble tout envahir. Dans une lointaine galaxie, à des millions d'années-lumière, un tyran a pris le pouvoir et supprimé la démocratie. Les démocrates se rebellent à l'appel d'une princesse. Un vieux sage, ultime détenteur de « la force », élan vital engendré par la nature, sort de sa retraite et convainc un jeune fermier de partir à travers l'espace renverser la dictature. L'audace de George Lucas est d'avoir matérialisé cette historiette à travers tout un arsenal de planètes, d'astéroïdes, de robots, de gadgets innombrables, d'avoir repris les clichés les plus éculés pour leur donner une seconde jeunesse grâce à l'électronique, d'avoir parcouru son récit de gags, avec en contrepoint apparent à un récit austère, le couple de robots O-SPO et R2-D2 : le premier, imperturbable agent de relations publiques, capable de décoder les innombrables parlures galactiques, le second, un naïf qui ne s'exprime que par de sourds grognements.

Le sage, le détenteur de « la force », Ben Kenobi, dernier survivant de l'ordre des chevaliers Jedi (Alec Guinness), devient le mentor du jeune fermier Luke Skywalker, blond redresseur de torts lancé à l'aventure pour libérer l'empire et la princesse Leia Organa. Ils quittent la planète Tatooine (les scènes tournées en Tunisie), rencontrent l'Étoile de mort, où règne le sinistre Darth Vader, notraud sans visage humain, sbire du gouverneur de l'empire, le super-méchante Grand Moff Tarkin (Peter Cushing, le baron Frankenstein des films de Terence Fisher). Un duel au sabre électronique oppose le vieux Ben et Darth Vader, Ben meurt. Leia libérée, Luke gagne la base de Yavin pour organiser la résistance. Avec son aéronaut, il fonce sur l'Étoile de mort, qui explose. Luke, son complice, l'aventurier Han, et un troisième larron, sont accueillis en triomphe à leur retour à Yavin, où la princesse les décore.



Comme autrefois Hitler

Techniquement, et la presse américaine est unanime, la Guerre des étoiles est une merveille, coupe le souffle, supprime toute résistance chez le spectateur — lors des premières projections, les jeunes spectateurs, transportés d'enthousiasme, applaudissaient interminablement après l'apparition du mot fin. — certaines critiques n'en formulent pas moins de graves réserves. Ainsi, dans le dernier numéro de la revue Film Comment (juillet-août), deux critiques, à tour de rôle, dénoncent le mélange des genres, l'incohérence du scénario, relèvent le style de la dernière scène, repris du Triomphe de la colonie de Lenz Riefensahl. — George Lucas a vu tous les films et n'est pas à une citation près, même parodique, — où les trois rescapés de la bonne cause, Luke, Han et leur compagnon Wookiee, s'avancent en grande pompe pour être couronnés, comme autrefois Hitler, Himmler et un tiers comparse à Nuremberg. Jouant la folie douce, la Guerre des étoiles respire l'humour, mais un des deux critiques s'inquiète de cette exaltation du mysticisme, de ce nouveau « combat épique entre Mamon et l'idéalisme, la maîtrise et l'espérance », tandis que l'autre critique reproche l'absence d'ambition, le choix de la facilité, le recul par rapport aux deux premiers films du metteur en scène.

Pour George Lucas, il n'y a pas à rougir de s'adresser au grand public. « Je ne suis pas un metteur en scène intellectuel », explique-t-il. Il y a quatre ans. « Certains de mes amis sont plus préoccupés par l'art, le désir d'être considérés comme un écrivain ou un Orson Welles, je n'ai jamais eu ce problème. George Cukor aime à dire : « Je ne suis pas un fabricant de film (filmmaker), je suis un metteur en scène. » Moi, je ne suis qu'un fabricant. J'aime voir les choses bouger, et j'aime les faire moi-même. »

LOUIS MARCORELLES.

## UNE INITIATIVE CULTURELLE DE GRAND INTÉRÊT

Le Président de la revue iranienne « Art et Architecture », Dr Prof. KESHRAH, et M. POURROUCHANI, docteur en art, ont l'honneur de vous inviter à une conférence culturelle de l'Ambassade Impériale d'Iran avec Mme Nelly JANON-CHADIRAT, directrice de la Galerie de la Maison d'Iran, qui a invité Victor VASARELY à un séjour en Iran.

En effet, sous l'impulsion de Sa Majesté Impériale la Shahbano, le échange culturel, les rencontres et congrès internationaux s'intensifient dans tout le pays.

Pour ce premier séjour du grand peintre Victor VASARELY, plusieurs conférences seront données, quelques réunions avec des artistes iraniens seront organisées et des débats auront lieu dans les facultés de Beaux-Arts.

Enfin, une grande exposition des œuvres du célèbre artiste sera proposée.

## « LE COUSIN PONS »

LIVRES ILLUSTRÉS MODERNES par :

Bonnard, Chagall, Dufy, Goya, Léger, Miro, Picasso, Rouault, Toulouse-Lautrec.

Tapisserie de Jean Lurçat « Les Signes du Zodiaque »

- Livres anciens
- Gravures anciennes et modernes

1, rue Joyeuse (près du Musée de la Poste) — 37400 AMBOISE  
Tél. : (47) 57-00-57

Directement, au lieu de création

## TAPISSERIES

de Calais (Aubusson Aiguille)

SAINT-DIZANT-DU-GUA, village touristique  
route côtière Royan-Bordeaux

Tous les jours

12<sup>e</sup> Festival d'Art de Paris

GALERIE VIVES BRUN

1, rue Sully 75004 Paris

ISA NDIAYE

Toiles - Lavis - Dessins

Variations sur le thème du jazz

5 - 21 août

GALERIE CLAUDE JORY

André HUBERT

Peintures récentes

Tél. : 824-26-42

222, rue du Pr-Salomon-Honoré

PARIS (9<sup>e</sup>)

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL - NICE

## MARC CHAGALL

PEINTURES BIBLIQUES RÉCENTES

1966-1976

10 juillet 26 septembre

Avenue du Docteur-Méhar - bd de Cimès, 96000 Nîmes - (03) 81-73-75  
Tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le mardi.

SEUL AU QUINTETTE

6<sup>e</sup> MOIS DE SUCCÈS

un film

d'agnes varda

l'une chante

l'autre pas

GRAND PRIX AU FESTIVAL

DE TAORMINA 1977

MUSÉE PAUL-VALÉRY À SÈTE

FUSARO

JUILLET AOÛT SEPTEMBRE

مكتبة الأمل



ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-LAZARE PASQUIER - QUARTIER LATIN

un film de **LUIS BUNUEL**

CATHERINE DENEUE  
JEAN SORÉL  
MICHEL PICCOLI

**BELLE DE JOUR**

LIOT

**CABARETS**

**LIDO** DESORDRES AU CABARET RESTAURANT NORMANDIE NOUVELLE REVUE 116 BIS CHAMPS ÉLYSÉES RÉSERV. 359.11.21 et 224.58.21

**BAL DU MOULIN ROUGE** LISETTE MAJOUR 179<sup>fr</sup> par pers. 115<sup>fr</sup> par pers. SERVICE COMPRIS

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale. — • Orchestre. — P.M.R. : prix moyen du repas. — J. D. : ouvert jusqu'à heures.

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

**L'ALSACE AUX HALLES**, 236-74-34, 16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup>. T.I.Jrs. **RESTAURANT PIERRE**, P.Dim. 3<sup>h</sup>. Place Gallien, 2<sup>e</sup>. C.P.S. 97-04. **CHATEAU HANZI**, 348-96-42, 2, place du 18-Juin, 6<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **LE CHATEAU**, F.sam. et dim. 4, rue de l'Arce, 8<sup>e</sup>. 365-53-13. **LE ROI DE CŒUR**, 522-96-90, 6, rue de la Pépinière, 8<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **AUX DE BOUTEQUIER**, 770-82-39, 15, faubourg Montmartre, 9<sup>e</sup>. T.I.Jrs.

Ouv. jour et nuit. Chans et music de 22 h. à 6 h. du mat. av. nos animat. Spéc. alac. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières. Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Diner 5<sup>h</sup> - 5<sup>h</sup> 30. Carte. Poissons, grill et spés. du Sud-Ouest. PARKING. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Spéc. spécialité alsacienne. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières. Jeune Patron aux fourneaux : Cuisine française traditionnelle. Ses Terrines, ses Poissons (Bar, Rouget, Saumon, Sander, etc.). J. 23 h. vous invite à la table de la Rotisserie de la REINE PÉDAQUEU avec ses menus à 62 et 90 F vins à discrétion, service compris. Piano. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Spéc. spécialité alsacienne. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

### DINERS... DANS UN JARDIN

**L'ÉPICURIEN** F.sam. midi et dim. 11, rue de Nesle, 6<sup>e</sup>. 323-55-73. **LA TRUITE VAGABONDE** 367-77-80, 17, rue des Batignolles, 17<sup>e</sup>. F.dim.

En août, le soir seulement 3 salles intimes autour d'une fontaine fleurie. Cassoulet de l'océan. Lotion Bréval. Salade de canard aux cèpes. Jue, 22 h. Dans la verdure de la plus riante terrasse couverte de Paris. Fruits de mer, poissons : arrivages directs tout l'été.

### DINERS

**OSAKA**, 260-66-01, 163, rue Saint-Honoré, 1<sup>er</sup>. T.I.Jrs. **CAVEAU FRANÇOIS-VILLON** P.Dim. 6<sup>e</sup>, rue Arce-Sec, 1<sup>er</sup>. C.S. 10-22. **ASSIETTE AU BOUF - POCARDI**, 9, bd des Italiens, 2<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **LA SALAMANDRE**, 359-35-07, 14, rue F.-Charron, 8<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **ASSIETTE AU BOUF**, 123, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **R. PLEGAT, LA WESTFALIE**, 8, av. Fr.-Roosevelt, 8<sup>e</sup>. ELY, 91-20. **LE CAFE D'ANGLETERRE**, 770-91-33, Carrel, Richelieu-Drouot, 9<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **DOUCET EST**, 308-10-82, 8, rue du 8-Mai, 10<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **JULIEN**, PRO, 12-40, 16, rue du Fg-St-Denis, 10<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **BAUJANNI**, ETO, 18-18-754-01-12, 64, av. Ternes, 17<sup>e</sup>. F.dim., lun., midi. **LA PERCOLA** (près de l'Étoile), 144, Champs-Élysées, 359-70-32. **BRASSERIE DU TABAC PIGALLE**, 606-72-90, place Pigalle, 18<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **RUBATEJO**, 370-41-03, 4, rue Planchat, 20<sup>e</sup>. F/mardi. **DARKOUN**, 743-53-80, 64, rue St-Anne, 2<sup>e</sup>. T.I.Jrs.

**RIVE DROITE**  
Anciennement 8, rue du Felder, 9<sup>e</sup>, jusqu'à 22 h. 30. Cuisine japonaise Tempura - Soukijaki - Sushimi - Sashimi Dans un cadre typique. Ses caves du XIX<sup>e</sup>. Dég. Soup. Jusq. 2 h. mat. Modèles boucheux. 5 F. Pied, orléans port à P. Boulogne à P. Gratin à P. etc. **MICHEL OLIVER** propose une formule Bouf pour 24,70 snc (28,40 snc.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin. avec ambiance musicale. A deux pas des Champs-Élysées, cadre feutré, plante, salle climatisée. Spéc. Grillades. Buffet hors-d'œuvre. MENUS 52 à 74 F, vin, serv. comp. **MICHEL OLIVER** propose une formule Bouf pour 24,70 snc (28,40 snc.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. du matin, salle climatisée. De midi à 2 h. du matin. Ses Diners 1900. Spéc. du Rouget et Perdig. L'omelette Brayade. MENUS 39-80 Vin à discr. Serv. comp. Jusq'à 2 h. Magnifique terrasse aux grands boulevards. Ses grillades poissons et fruits de mer. MENUS 26-30 et 34 F. bols, et serv comp. A 50 m. Gare Est. J. 23 h. Res-de-chaussée. Braserie. Menu 25 F et carte. Choucroute formée avec jarré 42 pers. et plats du jour Jusq'à 1 h. midi. 1<sup>er</sup> étage : restaurant panoramique. Spécialité du chef et POISSONS. Dans son cadre « fin de siècle », sa formule à plate chiffrée, entrees comp. a. Ses fabuleux « bouillottes » Poie gr. P.M.R. 50 F. Ouv. en août. Une jambe incomparable de choucroute. Spécialité d'Alsace. On sert Jusq'à minuit. Nos choucroutes classiques à emporter. Restaurant des provinces françaises. Spécialité régionale. Dégustation. Braserie : 21 F. Grill : 80 F. S.C. Ouvert tout le mois d'août. Ouvert jour et nuit. Banc d'huîtres L.I.J. renouvelé. Bon plat du jour. spés. Choucroute 26. Grillade 25. Ses grillades flambees. Buffet froid, Spéc. : Bière LOYENBROU MONCHÉ. Jusq'à 6 h. Cuke. fr. trad. ; Potages de fillet pommes sarladaises 40 F. Pâtisseries. Pâtisseries. Pâtisseries. Pâtisseries. Tous les soirs FADO et guitare. Morue à la Bras. 14 F. Vin de port Alentejo 14 F. Le nouveau restaurant marocain à Paris Salles climatisées. Un cadre et une cuisine raffinée. Salons On sert jusq'à 22 h. 30.

**RIVE GAUCHE**  
**BISTRO DE LA GARE**, 59, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **ASSIETTE AU BOUF**, T.I.Jrs. **Place église St-Germain-des-Prs**, 6<sup>e</sup>. **LE JACQUES-CHARRON**, T.I.Jrs. **14, Champs-Élysées**, 359-81-13. **LES VIEUX METIERS**, 359-90-03, 13, bd Auguste-Blanqui, 13<sup>e</sup>. F./lan.

### DINERS - SPECTACLES

**DON CAMILO**, 280-20-31, 10, rue des Saint-Pères, 9<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **L'ORÉ DU BOIS**, 723-94-92, Porte Maillot, 16<sup>e</sup>. T.I.Jrs. **CHATEAU DE LA CORNICHE** T.I.J. Rolbois, aut. Ouest 8, Bonnières. Coteaux la Métairie, r. de l'Olse. l'Isle-Adam - Rena. : 469-01-14.

Et d'après par JESSIE RAYMOND, avec de grandes vedettes Menu T.C. (boles, café, serv.) 145 à 160 F. vend. sam. veille de fête. Spectacle « Non Stop » animé par J.-P. Durand, avec les Ballets de l'Orlé du Bois. Choré. O. Brice, J. Davis, Tiffany, les Pechenacanes. Sacha et Evelyn. M. Lebb av. le Trio Luc Harvet. Menu 135 F. vin comp.

### SOUPERS APRES MINUIT

**LE MUNICH**, 27, r. de Buci, 6<sup>e</sup>. 633-32-49. Choucroute. Spécialités. **LA CLOSERIE DES LILAS**, 171, bd du Montparnasse, 20-70-50 - 033-21-02. Au piano Yvan Meyer. **LE PICHET**, 58, rue P.-Charron, 359-50-34. Spécialités campagnardes. GRILLADES - FRUITS DE MER. PÂTISSERIES PATISSIÈRES. **JULIEN** (Jusq. 1 h. 30 (et dim.)) 18, rue du Fg-Saint-Denis (10<sup>e</sup>). OUVERT EN AOÛT. **LE PETIT ZINC**, r. de Buci, 6<sup>e</sup>. OUVERT EN AOÛT. **TERMINUS NORD**, 834-46-72, 23, rue de Dunkerque, 10<sup>e</sup>. OUVERT EN AOÛT.

## Expositions

### CENTRE SHABOURG

Entrée principale rue Saint-Martin 277-12-33. Sauf mardi, de 14 h. à 22 h. ; samedi et dimanche, de 10 h. à 22 h. (entrée libre le dimanche). **PARIS-NEW-YORK**. — Espace des manifestations temporaires. Jusq'à 19 septembre. **ANDRÉ MORAIN**. — Musée national d'art moderne. Jusq'à 29 août. **CLAES OLDENBURG**. — Galerie contemporaines. Jusq'à 18 octobre. **ATELIER BRANCUSI**. — Sur la place. Centre de création industrielle. **SOUVENIRS DE PARIS**. Jusq'à 18 septembre. **TATOUAGES**. Jusq'à 18 septembre. **CAFES, BISTROS ET COMPAGNIE**. — Bistrot de l'octobre.

### Forum

**LE MUSÉE SENTIMENTAL ET LA ROUTINE ASSURANTE**, de Daniel Spoerri. — LE CROCODROME. — Jusq'à 31 décembre.

### Bibliothèque

**PARIS-NEW-YORK**. Echanges littéraires au XX<sup>e</sup> siècle. — Jusq'à 13 septembre. **DANIEL BUREN**. Sur les toits de Paris, une quinzaine de peintures en forme de drapaux. — Jusq'en septembre.

### Musées

**BENNY MOORE**. Sculptures et dessins. — Orangerie des Tuilleries (107-92-40). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; mercredi, jusq'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 5 F. Jusq'à 29 août.

### SOIXANTE ANS DE PEINTURE SOVIÉTIQUE

— Grand Palais, entrée avenue Eisenhower (291-94-10) Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusq'à 22 h. Entrée : 5 F. ; le samedi : 5 F. Jusq'à 12 septembre.

### PELERINAGE A WATTEAU

— Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti. Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Jusq'à 10 octobre.

### GUILLAUME DE MACHAUT

— Conciergerie du Palais, 1, quai de l'Horloge (03-30-08) Entrée : 5 F. Jusq'à 31 août.

### LA DISEUSE DE BONNE AVENTURE DU CARAVAGE

— Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (230-30-26) Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusq'à 10 octobre.

### DIX ANS D'ACQUISITION AU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES

— Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus). Jusq'à 17 octobre.

### LE CORPS ET SON IMAGE

— Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus). Jusq'à 28 septembre.

### POST-IMPRESSIONNISMES

— Peintures, sculptures, dessins, objets d'art des collections nationales. — Palais de l'Alma (ancien Musée national d'art moderne de la Ville de Paris) (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusq'à 12 septembre.

### BERNARD POMPEY (1828-1835)

— Dessins, peintures. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (107-92-40). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusq'à 12 septembre.

### ROBERT MOTTERWELL

— Choix de peintures et collages 1941-1947. — RENATE PONSOLD. Photographies. — ARC 2 au Musée d'Orsay (la Ville de Paris) (voir ci-dessus). Jusq'à 20 septembre.

### VOYTCHEVICH

— Photographies. — ARC 2 au Musée d'Orsay (la Ville de Paris) (voir ci-dessus). Jusq'à 20 septembre.

### ASPECTS HISTORIQUES DU CONCRET VISUEL

— Photographies. — ARC 2 au Musée d'Orsay (la Ville de Paris) (voir ci-dessus). Jusq'à 20 septembre.

### VIÈVRE

— Sculptures et dessins. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusq'à 11 septembre.

### JUVA FRANCES

— Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusq'à 12 septembre.

### OSCAR JESPERSEN (1887-1970)

— Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-00-10). Sauf mardi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 3 octobre.

### BRODERIES AU PASSE ET AU PRÉSENT

— Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 3 octobre.

### ARTISTE/ARTISAN

— Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusq'à 17 octobre.

### SCULPTURES DE NOTRE-DAME DE PARIS RÉCENTEMENT DÉCOUVERTES

— Musée de Cluny, 5, rue de Clugny, 5<sup>e</sup>. Sauf mardi, de 9 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### TROIS SCULPTEURS DES ANNEES 30

— Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-00-10). Sauf mardi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### L'ART DE L'ESTAMPE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

— Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-23-24). Sauf mardi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### L'ITALIE ROMANTIQUE VUE PAR HENRI F. (1817-1904)

— Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-00-10). Sauf mardi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### LE CULTE ET SES OBJETS

— Musée de Cluny, 5, rue de Clugny, 5<sup>e</sup>. Sauf mardi, de 9 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### LE LIVRE ET L'ARTISTE

— Travaux de l'illustration française 1967-1976. Bibliothèque nationale, 46, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusq'à 11 septembre.

### RESTAURATION DES PEINTURES MURALES DE SAINT-SAVIN SUR GARTÈPE

— Musée national des monuments français (727-35-74). Sauf mardi, jusq'à 26 septembre.

### PARIS. ROUTINE D'INTER

— Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue du Mahabata-Grand (77-62-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### ART POPULAIRE SOUVISSE

— Collections du musée de Bucarest. — Galerie de l'Écluse à la Défense (77-62-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. ; le dimanche, 250 F. Jusq'à 13 octobre.

### JARDINS 1789-1829

— Pays d'Ille-et-Vilaine, terre d'expérience. — Hôtel de Sully, 92, rue Saint-Antoine (387-34-14). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusq'à 11 septembre.

### STEINLEIN

— Musée de Montparnasse, 17, rue Saint-Vincent (606-61-11). Sauf mardi, de 14 h. à 17 h. 30 ; le dimanche, de 11 h. à 17 h. 30. Jusq'à 11 septembre.

### CENTRES CULTURELS

**MARBRES ET BRONZES**. Sculpteurs canadiens travaillant à la Pré-Columbe, en Italie. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (351-35-73). Tous les jours, de 9 h à 19 h. Entrée libre. Jusq'à 20 septembre.

### RELIEFS DE MARIO MEROLA

— Centre culturel canadien (voir ci-dessus). Du 25 août au 4 septembre.

### ASPECTS DU PAYSAGE

— Gravures récentes de dix artistes britanniques. Jusq'à 11 septembre. — Naissance d'un art, exposition «cinéma» Jusq'à 4 septembre. Centre culturel du Marais, 25-26, rue des Francs-Bourgeois (272-72-52).

### EN PROVINCE

« Le Monde » du 23 juin a publié une liste d'expositions d'été en province.

### AIX-EN-PROVENCE

Musée des lapidaires : Don Quichotte vu par un peintre du dix-huitième siècle : Natoire. Jusq'à 21 septembre. — Vie du Christ, vie de la Vierge. Jusq'à 1<sup>er</sup> décembre.

### ANGERS

Tissus copies des collections françaises. Musée des Beaux-Arts. Jusq'à 11 septembre.

### ALBI

Maximilien Luce. — Rétrospective. — Musée Toulouse-Lautrec. Jusq'à 15 septembre.

### ANCY-LE-FRANC (Yonne)

Les chemins de la création : A. Artaud, Allan R. Costa, S. Szafran. — Hommage à Jules Ajard, par les artistes qu'il a défendus : Assar, Benrath, Dubuffet, Laublia, Martong. — Château. Jusq'à 11 septembre.

### ANTIBES

Les grandes expositions des cinquante dernières années. Premiers Grands Prix de Rome. — Musée Picasso. Jusq'en octobre.

### ARLES

Gustave Singier. — Peintures, œuvres graphiques, affiches. Musée R. A. Jusq'à fin septembre. — Le signe de Mésopotamie. Cinq rings piques du trésor du musée de Bagdad. Cloture Saint-Trophime. Etc.

### BEAULIEU-EN-ROUGE

Peintures, sculptures, œuvres graphiques, livres, de 1946 à 1976. Abbaye. Jusq'à 13 septembre.

### CAEN

Autour de Rubens. — Musée des beaux-arts (81-78-53). Jusq'à 10 octobre.

### CALAIS

La peinture flamande au temps de Rubens. — Musée des beaux-arts et de la dentelle. Jusq'à 31 août.

### CHARENTAIS

Le portrait de profil et de face. Collections de musée et peintures de Zetser. — Musée. Jusq'à 17 septembre.

### CHATEAUBRIANT

Dis-sept sculptures de Salon de mai. — Centre national d'art moderne. Jusq'à 15 septembre.

### CHATEAUBRIANT

La jeune gravure contemporaine et ses invités yougoslaves. — Palais des congrès. Jusq'à 13 septembre.

### COLMAR

Nicolas de Stael. Peintures. — Musée d'Orsay. Jusq'à 2 octobre.

### HONFLEUR

Grauf. Sala. — Salles d'exposition. — Musée d'Orsay. Jusq'à 13 septembre.

### GRENOBLE

William de Kooning. Sculptures et dessins préparatoires. — Musée. Jusq'à 13 septembre.

### LA ROCHELLE

Cafés, bistrot et Cie. — Maison des jeunes et de la culture. Jusq'à 13 septembre.

### LYON

Tissus et créations. Les peintures. — Espace lyonnais d'art contemporain. Jusq'à 10 octobre.

### LUNEVILLE

Victor Pouré et la Tunisie, 1883-1890. — Musée du château. Jusq'à 26 septembre.

### MARSEILLE

Valerio Adami. Œuvres récentes. — Musée Cantal. Jusq'à 30 septembre.

### MONTAUBAN

Fernand Léger. Rétrospective. — Musée Ingres. Jusq'à 11 septembre.

### NICE

Raoul Dufy. Pour le centième anniversaire de sa naissance. Galerie des Ponchettes. Jusq'à fin septembre. — Marc Chagall. Peintures bibliques récentes, 1966-1976. Musée national. Message biblique Marc Chagall. Jusq'à 26 septembre. — Hommage à Kees Van Dongen (1877-1968). La fête, l'affiche 1900. Musée des beaux-arts Jules-Charles. Jusq'à fin septembre.

### ORLÈANS

Dessins de Dufy. Vingt-cinq ans d'acquisitions au musée d'Orléans. Musée des beaux-arts. Jusq'à 20 août.

### POITIERS

Estimée Casadesu. — 1975-1977, faire le point. Musée Sainte-Croix. Jusq'à 30 septembre.

### SAINT-ÉTIENNE

Espace-jumelle. Sculptures contemporaines françaises et étrangères. — Château. Etc.

### SAINT-PAUL-DE-VENCE

Paul Rée. Peintures et aquarelles. — Fondation Maeght. Jusq'à 30 septembre.

### SARRE-BOURG (Moselle)

Voyage aux îles Fortunées. Découvertes des navigateurs du dix-huitième siècle et œuvres qu'ils ont emportées. — Château. Jusq'à 1<sup>er</sup> septembre.

### SEDAN

Weyl. Peintures et dessins. Château fort (23-03-28). Jusq'à 2 octobre.

### STRASBOURG

Alan Shields. De Menez à Arp. — Musée d'art moderne. Jusq'à 4 septembre.

### TROYES



DES SPECTACLES

• • • LE MONDE — 25 août 1977 — Page 13

Festivals

A Paris

**XII<sup>e</sup> FESTIVAL ESTIVAL** (location : 633-61-77).  
Musique : Faculté de Droit, le 24 à 20 h. 30 : Orchestre philharmonique d'Anvers, soliste J. Martin, piano et M. Drobnitsky, violoncelle, dir. A. Eosen (Brahms, Strauss, Schumann) ; le 25 à 20 h. 30, même orchestre, dir. A. Vandervoort (Frank, Berlioz, Bruckner).

Eglise Saint-Germain-des-Près, le 25 à 20 h. 30 : même orchestre, dir. A. Souffroy, soliste R. Bollen, alto (Beethoven, Mahler).

Concerts, le 25 à 18 h. 30 : Wharion String Quartet, quatuor à cordes (Beethoven, Schubert).  
Théâtre Récarnier, le 27 à 18 h. 30 : Camerata d'Amsterdam (Danzl, Dufay, Mozart, Hindemith).

Salon-Chapelle, le 29 à 18 h. 45 : M. Deloss, flûte, et J. Poulet, clarinet (Haydn, Mozart) ; le 30, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : maîtrise Gabriel Faure (Palestrina, Faure, Monteverdi, Mozart).

Eglise Saint-Séverin, le 29 à 20 h. 30 : P. H. Houbart, orgue (sautour de la famille Bach).

Hôtel de Sully, le 28 à 18 h. 30 : Camerata d'Amsterdam ; le 28 à 11 h., O. Pignatelli, C. Caillard, P. F. Lussier et B. Hayward.

Bataillon-Monclaux (D.J.), le 30 h. 30 : Ensemble à vent Joazeux-des-Près.

Péniche-Théâtre, jusqu'au 27, à 20 h. : Concerts bulgares.

Hôtel Hilton, le 29 à 21 h. : Collegium musicum d'Aquitaine (Harold, Vivaldi, Bach, Haydn).

Théâtre : Péniche, jusqu'au 27 à 22 h. : En attendant Godot.

Dans la région parisienne

Sevran, IX<sup>e</sup> Festival (661-06-71) à l'Orangerie du château, le 28 à 20 h. 45 : I. Beyer et H. Dagul, piano à quatre mains (Schubert) ; le 27 et 28, à 17 h. 30 : R. Milod, violon et M.-C. Pignatelli, clarinette (intégrale des sonates de J.-S. Bach).

En province

**SUD**  
ANTIBES. — X<sup>e</sup> Eté musical (loc. : 633-61-77), place du Château, le 29 à 21 h. 30 : Y. Boukoff (piano) ; le 28 : Tashi Quartet.

**BREIZHAN**. — Festival de Comminges (loc. : 661-88-20-80), Saint-Bertrand-de-Comminges, le 25 à 21 h. 15 : M. C. Alin, orgue (Bach, Dandrieu, J. Alin).

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles municipales

**CHATELET** (233-40-00) (L., Mar.), 20 h. 30, mat. sam. 14 h. 30, dim. 14 h. 30 : Volga.

Les autres salles

**ANTOINE** (208-77-71) (D.), 20 h. 30 : Les Parents terribles.

**ATELIER** (408-48-24) (D. soir, L.), 21 h., mat. D. 15 h. : Le Passeur.

**ATHÉNÉE** (073-82-23) (D.), 21 h. : Equus.

**CLOITRE DES BILLETTES** (272-38-79) (D.), 21 h. 45 : Le Maître de Santiago.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (073-43-41) (L.), 21 h. 10, mat. D. 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

**DAUNOU** (261-66-14) (J., D. soir), 21 h., mat. D. 15 h. : Poupou.

**HUCHETTE** (325-38-99) (D.), 20 h. 45 : Les Cantatrices chapeaux, le Léon.

**LUCIFÈRE** (170-32-76) (J., D. soir), 21 h., mat. D. 15 h. : Divorco à la française.

**MOUFFETARD** (336-02-87) (D., L.), 20 h. 45 : Extrême.

**NOUVEAUTES** (700-32-76) (J., D. soir), 21 h., mat. D. 15 h. : Divorco à la française.

**THÉÂTRE OBLIQUE** (505-78-51), à partir du 30, 18 h. 30 : Les Gros Chiens.

**THÉÂTRE PRESENT** (203-02-55) (L.), 20 h. 45 : La Serrure ; la Voix, en alternance avec Zuz.

**DEAUVILLE**, Casino (88-29-55), le 29, à 21 h. : Michael Rudy (Beethoven, Chopin, Moussorgsky).

**TROUVILLE**, Casino, du 28 août au 3 septembre : 1<sup>er</sup> Festival du jeune cinéma français.

**VANNES**, Semaines musicales (88-24-34), salle de la Cohue, le 25, à 18 h. 30 et 21 h. : Ensemble instrumental P. Segnier (musique italienne) ; le 26, à 18 h. 30 et 21 h. : M. Gosses, harpe, et S. Briard, flûte (concerts aux chandelles, musique des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècles) ; le 27, à 18 h. 30 et 21 h., cathédrale Saint-Pierre : Orchestre de chambre des S.M.V. Chorale, dir. : P. Bourguin (musique profane et religieuse).

**SUD-OUEST**  
GATINAIS. — Semaines musicales (église de Ferrières-en-Gatinais, le 27, à 21 h. : Ensemble vocal et instrumental du centre musical de l'abbaye de Ferrières, collation Antoine de Boif (Bach).

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**scripte**  
**monteur-monteuse**  
Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ - MONT-PARNASSE 83 - SAINT-GERMAIN STUDIO  
GAUMONT CONVENTION - LES NATION - FAUVETTE - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - MULTICINÉ PATHÉ  
Champigny - VELIZY - PARINOR Aulnay - GAMMA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget - ÉPICENTRE Epinay  
PARLY 2

Gaumont présente

CLAUDE BRASSEUR  
NATHALIE BAYE  
NICOLAS REBOUL  
dans le rôle de "Laurent"  
dans

**MONSIEUR PAPA**

Un film de PHILIPPE MONNIER d'après le roman de PATRICK CAUVIN Éditions JEAN-CLAUDE LATTES - Paris  
Dialogues de JEAN-MARIE POIRÉ Musique de MORT SHUMAN  
Une réalisation GAUMONT INTERNATIONAL • EUROFORE FILMS • Producteur délégué ALAIN POIRÉ  
EASTMANCOLOR

ELYSEE-MONTMARTRE  
REPRISE  
**Oh! Calcutta**  
NUL INTEGRAL  
12 h 30 - 14 h 30 - 16 h 30 - 18 h 30 - 20 h 30

LA CINÉMATHEQUE DE PARIS  
68, BD MALESHERBES - PARIS 8  
TÉLÉPHONE 522.22.36  
location de films muets et sonores  
8 mm - super 8 - 9,5 - 16 mm  
catalogue gratuit sur demande

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARADIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARADIS MONTMARTRE  
PARADIS MONTMARTRE - MAX LINDER - PUBLICIS ST GERMAIN - BOULVARD  
PARADIS MONTMARTRE - PASSY - PARADIS MONTMARTRE - PARADIS MONTMARTRE  
PARADIS MONTMARTRE - CONVENTION ST CHARLES - PARADIS MONTMARTRE  
PARADIS MONTMARTRE - VILLAGE BEAUFORT - PARADIS MONTMARTRE - PARADIS MONTMARTRE  
PARADIS MONTMARTRE - VILLAGE BEAUFORT - PARADIS MONTMARTRE - PARADIS MONTMARTRE  
PARADIS MONTMARTRE - VILLAGE BEAUFORT - PARADIS MONTMARTRE - PARADIS MONTMARTRE

BERNARD LENTERIC  
**MARIELLE CARMET**  
LE NOUVEAU TANDEM COMIQUE DU CINÉMA

...un film irrésistible... le talent ici  
crève l'écran... Philippe Colin - Elle  
...On rit beaucoup... Vianey fait  
mouche et fait mal...  
un nouveau cinéma comique  
français... Patrick Thévenon - L'Express  
...le film est hilarant... Marielle et  
Carmet sont éblouissants.  
ODILE GRAND - L'AURORA  
...Marielle et Carmet nous ramènent  
au bon vieux temps des Raimu,  
Fernandel, Jules Berry.  
ANNE DE GASPERY - LE QUOTIDIEN DE PARIS  
...Marielle et Carmet : un duo suc-  
culent!... avec eux moins ça va,  
meilleur c'est...  
le meilleur film de la rentrée.  
L'HUMANITÉ DIMANCHE

Plus ça va,  
moins ça va...

JEAN-PIERRE MARTELLE - JEAN CARMET - RUS-CA VA, MONSIEUR M.  
UN FILM DE MICHEL VIANEY  
DISTRIBUTION : EUROFORE FILMS

GRAND THEATRE DE GENEVE  
DIRECTEUR GÉNÉRAL : J.-C. RIBER

Direction musicale : Sixten Ehring  
Mise en scène : J.-Claude Riber  
Décors : Josef Svoboda  
Costumes : Jarmila Konecna

Deux cycles complets  
de la Tétralogie  
de Richard Wagner

16 et 24 septembre 1977 **L'Or du Rhin**  
Musique : Nadine Denize, Daphné Evangelatos, Liliana Neitschewa, Inga Nielsen, Norma Sharp, Ortrun Wenkel, Jerker Arvidson, Harald Ek, Louis Hendrick, Peter Hofmann, Zoltan Kelemen, Karl Ridderbusch, Hans Sotin

18 et 25 septembre 1977 **La Walkyrie**  
Musique : Michiko Ara, Nadine Denize, Daphné Evangelatos, Hélène Garet, Katalin Kasza, Daniele Millet, Marita Napier, Liliana Neitschewa, Inga Nielsen, Norma Sharp, Ortrun Wenkel, Peter Hofmann, Karl Ridderbusch, Hans Sotin

20 et 28 septembre 1977 **Siegfried**  
Musique : Katalin Kasza, Inga Nielsen, Ortrun Wenkel, Hermin Esser, Zoltan Kelemen, Helmut Pampuch, Karl Ridderbusch, Hans Sotin

22 et 30 septembre 1977 **Le Crépuscule des Dieux**  
Musique : Nadine Denize, Daphné Evangelatos, Katalin Kasza, Marita Napier, Liliana Neitschewa, Inga Nielsen, Gisela Schröder, Ortrun Wenkel, Jerker Arvidson, Hermin Esser, Zoltan Kelemen, Karl Ridderbusch

Orchestre de la Suisse Romande  
Chœurs du Grand Théâtre  
Chef des chœurs : P.-A. Gaillard

Souscription des abonnements du mardi 14 juin au samedi 3 septembre, au bureau de location du Grand Théâtre, de 10 heures à 19 heures (samedi fermeture à 17 heures).  
Prix des abonnements de 2 à 288 Fr. S.  
Tél. : 21-23-11















OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne soignée)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placeurs encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE

1, place Bir-Hakeim - El-Biar - ALGER  
recherche pour son Ecole de Formation de Hassi-Messaoud

### — DEUX (2) INSTRUCTEURS de FORAGE :

Profil du poste :

- Formation de base : Ingénieur
- Chef de chantier ayant au moins dix (10) ans d'expérience
- Formation pédagogique moyenne
- Bilingue souhaité (anglais-français)

### — DEUX (2) INSTRUCTEURS en MÉCANIQUE :

Profil du poste :

- Ingénieur en mécanique
- Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
- Connaissance du matériel de forage souhaitée
- Bilingue souhaité (anglais-français)

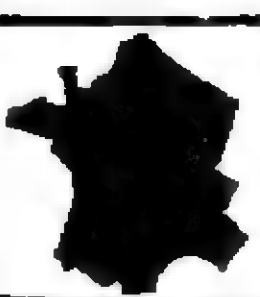
### — DEUX (2) INSTRUCTEURS d'ÉLECTRICITÉ :

Profil du poste :

- Ingénieur en électro-mécanique
- Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
- Expérience dans l'industrie pétrolière souhaitée
- Bilingue (anglais-français).

- Conditions de travail et de vie agréables

- Salaires intéressants avec possibilité de transfert de 85 % pour agents étrangers
- Rythme de travail : quatre (4) semaines de travail, deux (2) semaines de récupération au pays d'origine et frais de transports pris en charge par la Société



emploi régional

NOUS RECHERCHONS

## TECHNICIEN TITRES-BOURSE

Le poste à pourvoir exige la prise de responsabilité, tant sur le plan Commercial qu'Administratif, au sein du Service Titres-Bourses de notre Agence Principale (ville import. d'Alsace).

Envoyer photo sous le n° 23.408 à CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**DANTO-ROGEAT**  
GENIE CLIMATIQUE  
recherche pour son  
DEPART. INTERNATIONAL  
TECHNICIENS  
CHARGES D'AFFAIRES  
en conditionnement d'air  
et plomberie.

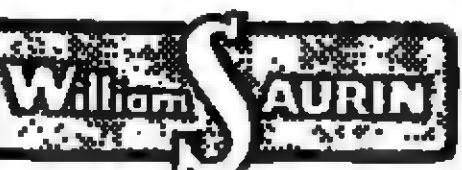
**CHIEFS DE CHANTIERS**  
en conditionnement d'air  
et plomberie.  
Langue anglaise obligatoire.  
Ecrire avec C.V. et prétentions  
à LA MAISON DE VOLIERE,  
SERV. PERSONNEL, B.P. 7114,  
63033 LYON CEDEX 2.

SOCIÉTÉ DE VENTE  
PAR CORRESPONDANCE  
RECHERCHE

**UN ATTACHE DE DIRECTION**  
pour étude et mise en place  
de procédures administratives

**UN ATTACHE DE DIRECTION**  
pour étude et mise en place  
de procédures administratives

Nous prions les lecteurs répondant aux  
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir  
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le  
numéro de l'annonce les intéressant et de  
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du  
« Monde Publicité » ou d'une agence.



LEADER FRANCAIS DES PLATS CUISINES  
2 usines - C.A. 400 M.F.  
recherche son

## CHEF de DEPARTEMENT INGENIERIE

Directement rattaché au Directeur Industriel il aura la responsabilité de :  
- diriger un département comprenant plusieurs ingénieurs,  
- étudier matériels et procédés nouveaux,  
- réaliser un important programme d'investissements  
- participer au développement rapide de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Centrale ou Arts et Métiers, minimum 32 ans, expérimenté dans l'industrie alimentaire ou similaire, connaissant si possible l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :  
**WILLIAM SAURIN**  
SAINT THIBAUT - 77400 LAGNY  
(à moins de 30 minutes du centre de Paris par autoroute A4).

Importante Société pétrolière  
recherche

## INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Formation mécanique et moteurs  
Libérés du Service National.  
Aiment vie active.

pour postes

## TECHNICO-COMMERCIAUX

résidence province ou Paris  
suivant besoins du service

- Fonction comportant nombreux déplacements.
- Formation complémentaire assurée.
- Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.
- Expérience et anglais appréciés.

Adresser curriculum vitae et photo à : N° 23.894, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

## AMPEX

FILIALE D'AMPEX CORPORATION  
(12.000 personnes pour la France, le Benelux, les pays d'Afrique)

dans le cadre de l'expansion commerciale de ses lignes de produits :  
• équipements vidéo pour la T.V. professionnelle  
• équipements périphériques et mémoires d'ordinateurs  
• enregistreurs magnétiques pour l'instrumentation  
• bandes magnétiques

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX INGÉNIEURS TECHNICIENS

Pour services Techniques Clients

## CADRE ADMINISTRATIF DE GRANDE EXPÉRIENCE

Pour services techniques et commerciaux

## COMPTABLE 1<sup>er</sup> échelon

## MAGASINIER

Adresser C.V. et photo à :  
Mr CANDELLIER Directeur Général,  
AMPEX  
21, rue du Dôme 92100 BOULOGNE

Pour le CAMEROUN  
recherche

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF

- D.E.C.S. ou équivalent ;
- Expérience africaine exigée dans domaine comptable et administratif ;
- Chargé des services comptables, de l'administration (transit, stocks), des prévisions et contrôle budgétaire et de trésorerie ;
- Avantages, statut cadre expatrié.

Envoyer C.V. précisant rémunération actuelle, disponibilité et photo à : F. LICHOU S.A., 10, rue Lavoisier, 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Les rendez-vous se tiendront à Paris début SEPTEMBRE.

- VOUS AIMEZ LES RESPONSABILITÉS
- VOUS AVEZ LE SENS DE LA VENTE
- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE COMMERCIALE

## RESPONSABLE DE PROGRAMME IMMOBILIER

chez un Important Promoteur-Constructeur

Frais + commissions + primes + frais.

Ad. C.V. manus. et photo ss n° 23.846 à CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, 75001 Paris Cedex 01.

## SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche

## UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

Pour mise en place d'une gestion des stocks et problèmes comptables annexes.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé. Le contrat serait au départ coactif pour un an, avec possibilité de prolongation.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 10.112 B à Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENTNES, qui transmettra.

## IMPORTANTE ENTREPRISE DE B.T.P.

A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour l'un de ses DEPARTEMENTS

## 1 CHEF COMPTABLE CONFIRMÉ

Basé en France où il superviserait les responsables comptables des différentes affaires du Département, il pourra également effectuer des missions de courte durée à l'étranger.

Ce poste doit tenter un candidat de valeur parlant couramment anglais et disposant obligatoirement d'une bonne expérience dans le secteur B.T.P. si possible dans des fonctions similaires.

Ecrire avec curriculaire, vitæ et présent. sous n° 23.754 à CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

## ÉLECTRONICIENS

ATZ B. ATZ expérience logique.

contrôle et maintenance balais

des électroniques. BALANCES

A.M.A.P. 1, rue d'Hauteville,

PARIS (10<sup>e</sup>), Tél. 26-21-12.

Import. société de Microcommu-

nications PARIS (19<sup>e</sup>)

recherche pour son service ETUDES

## 1) AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES

NIVEAU 4, ÉCHELON 1.

Solide formation en électro-

nique, connaissances en télécom-

munications, maîtrise de l'anglais.

Expérience d'au moins 3 ans en la-

boratoire dans le domaine des

circuits logiques et analogiques.

Expérience appréciée dans les

tests automatisés.

POSTE OFFERT :

Dévol. de sous-ensembles électroniques.

## 2) AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES

NIVEAU 4, ÉCHELON 1.

Solide formation en électro-

nique, connaissances en télécom-

munications, maîtrise de l'anglais.

Expérience d'au moins 3 ans en la-

boratoire dans le domaine des

circuits logiques et analogiques.

Expérience appréciée dans les

tests automatisés.

POSTE OFFERT :

Participation à la conception et

au développement de sous-ensembles

de télécommunication, électronique.

Ecrire avec C.V. et présent. à

A.O.I.S. S.P. 20, PARIS (19<sup>e</sup>).

## COMPTABLE

Société de gestion

banque Nord-Est recherche

Recherche

COMPTABLE

expérimenté, niveau 2<sup>e</sup> échelon,

avant connaissances en infor-

matique. Env. C.V. photo et prêt.

Ad. photo à M. Chidaine, 230, r.

de la Convention, 75015 PARIS.

## secrétaires

## Secrétaires

Siè quartier Saint-Lazare rech.

STENOGRAPHE

STENOGRAPHE

bilingue anglais, 8 x 5, cano-

12 mois, 3 semaines 1/2 de

congés. Env. C.V. photo et prêt.

à Bleu sous n° 10.084 B. 17, rue

Lebel, 94300 VINCENTNES.

## SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

importante

propre gare Montparnasse

recherche

pour sa Direction financière

## UNE SECRÉTAIRE

STENOGRAPHE

(Gout des chiffres,

notions comptables.)

Bonnes connaissances

de l'anglais.

Restaurant entreprise, 5 M.B.

Envoyer C.V. et prétentions

n° 23.910, CONTESSÉ PUBLI,

20, av. de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>).

## Dactylo

UNE DACTYLO

NON DÉBUTANTE

40 h par sem. 12 m. 1/2. Se pr.

94 AGIR, 4, r. Brunel, Paris-19<sup>e</sup>.

## capitaux ou

propos. com.

A CEDER

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS

DE SERVICES

en plein p. écon.

Pour tous renseignements

écrire sous référence 1.008 à

Publicité LICHOU S.A.,

18, quai Jean-Moulin,

69002 LYON, qui transmettra.

S.C.I. recherche pour tous de

table 200.000 F, garantie banque

accréd. 25-51-45.

## AUTOS

vente

8 à 11 C.V.

A vendre 1967, bon état.

1.500 F à débiter.

Tél. 394-53-85 le soir.

cadre administratif

dynamique 31 ans, D.E.C.S. compl.

très bon réf. rech. situation

region Sud ou étranger. Ecr.

CLUZEL, 10, rue Jean-Jaures,

94800 Villejuif qui transmettra.

Je exécutive, Allemand, 33 A.

résident à Paris, dipl. parait

trilingue, excellente exper. conf.

mil. marketing, langues, ch. ch.

ch. situation intéressante. Ecr.

n° 1.411, « le Monde » Publicité,

5, r. des Italiens, 75217 Paris-P.

## COMPTEURS Schlumberger

recherche pour son département

## TÊTES MAGNÉTIQUES

1 INGÉNIEUR grande école

attiré par l'application pratique des lois de l'électromagnétisme et les réalisations micro-mécaniques - Langue anglaise exigée.

Ad. curriculaire et prétentions à COMPTEURS SCHLUMBERGER, 1, rue Neupont, 92110 VALLEY.

## SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

recherche

## CHEF DE FABRICATION

Ingénieur mécanique, chaudronnerie

étricole si possible

Très au courant organisation planning.

Poste à pourvoir à ARGENTEUIL.

Anglais indispensable.

Poste nécessitant grande faculté d'assimilation.

Age indifférent.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 10.111 B à Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENTNES, qui transmettra.

## ENTREPRISE PUBLIQUE DE GRANDE DIMENSION

recrute

## STATISTICIEN

de formal, grande école, ayant

acquis supér. confirmée d'au

moins six ans dans la concep-

tion et la réalisation d'études

statistiques complexes pour diriger

un groupe d'études statistiques

et informatiques importantes pr

leur portée.

Rémunération début

100.000 à 130.000 F.

Poss. detach. pr fonctionnaire.

Adress. C.V. manuscr. + photo

n° 23.818, CONTESSÉ PUBLI,

20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), q. tr.

Ayl plusieurs postes à pourvoir

IMPORTANTE SOCIÉTÉ







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## EMPLOI

### LE VOYAGE DE M. BARRE A COLMAR

## Le gouvernement fera tout pour éviter une récession

Colmar. — Troisième étape du mini-tour de France de l'emploi qui le conduit, ce mois d'août, dans cinq régions. M. Raymond Barre était, mardi 23, à Colmar, préfecture du Haut-Rhin. Après Montpeller, ville récemment acquise à la gauche et capitale d'une région très touchée par le chômage, le premier ministre avait choisi un département dont les cinq députés appartiennent à la majorité, et où la situation de l'emploi est, par comparaison, moins critique (le Monde du 23 août).

Au cours de sa visite, M. Barre a notamment déclaré : « Les jeunes, en 1977, doivent comprendre qu'ils doivent aller vers les emplois disponibles et non pas se bécoter à attendre l'emploi qu'ils souhaitent. Si telle est leur position, le problème, mais qu'ils ne se présentent plus alors comme demandeurs d'emploi. » Le chef du gouvernement avait auparavant indiqué qu'on ne pouvait attendre, dès septembre, des résultats décisifs en matière d'emploi, mais plutôt vers la fin de l'année. « Avant de redresser la situation, a-t-il déclaré, il faut d'abord amorcer la dérive. »

Après avoir rappelé les mesures prises récemment en faveur des artisans (prêts bonifiés, exonérations et réforme de l'apprentissage en particulier), le premier ministre a noté que, après une longue période de concentration de l'économie française, l'avenir était aux petites et moyennes entreprises exportatrices

et créatrices d'emplois. M. Barre a encore indiqué que, s'il se refusait toujours à une relance globale, le gouvernement ferait tout pour éviter une récession.

### Le nucléaire

A propos de la controverse sur l'énergie nucléaire, le premier ministre a estimé que « c'était faire preuve de beaucoup d'inconscience ou de déshonneur » que de mettre en question le programme en cours et « contraire à l'intérêt de la France et des Français ». Interrogé sur un récent échange de lettres entre MM. Georges Marchais et Roger Priouret sur l'actualisation du programme commun, M. Barre a déclaré qu'en accusant le second de recommander au parti socialiste une politique économique proche de celle du

gouvernement, le secrétaire général du parti communiste le confortait dans son opinion qu'aucun gouvernement « responsable » ne pourrait en mener une autre.

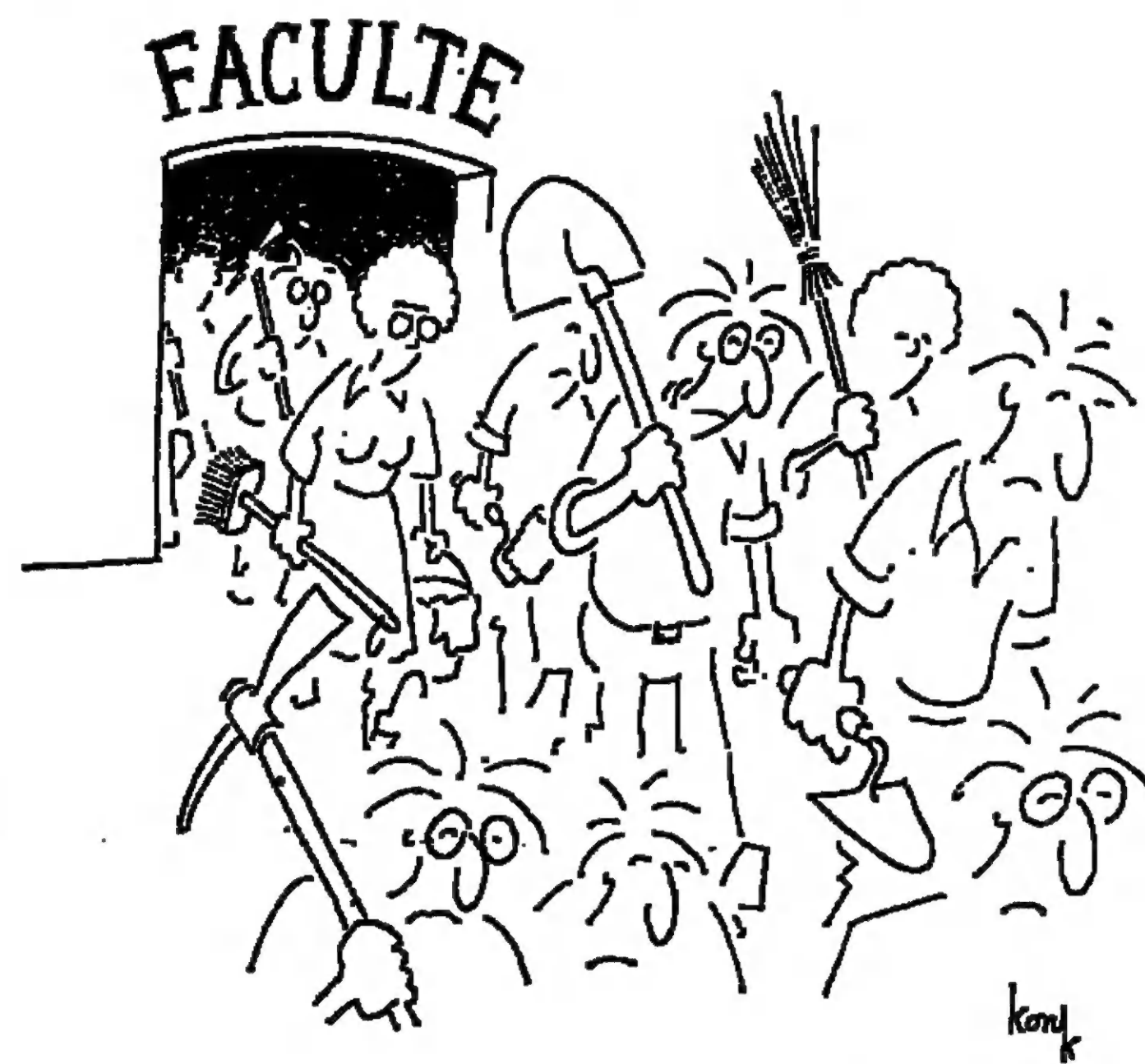
Après la réunion du comité pour la promotion de l'emploi, le premier ministre a reçu les représentants des syndicats G.G.C., F.O. et C.F.T.C., puis de l'Union des groupements artisanaux du Haut-Rhin. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient, pour leur part, décliné l'invitation du chef du gouvernement. L'union départementale C.G.T., ainsi que le parti communiste, avaient appelé à une manifestation qui a réuni, outre des travailleurs du Haut-Rhin, une délégation C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. de l'usine de textiles synthétiques Montebell-Prance, que le groupe chimique italien Montedison a, on le sait, décidé de fermer à Saint-Nabord (Vosges), provoquant le licenciement de mille trente-neuf salariés.

Accompagnés de plusieurs élus communistes des Vosges, ceints de leur écharpe tricolore, les manifestants scandaient « Montebell-Prance vivra ! ». M. René Martin, P.C., adjoint au maire d'Épinal, a fait remettre au premier ministre une pétition réclamant le rachat de l'usine de Saint-Nabord par Charbonnages de France-Chimie. L'union départementale C.F.D.T. du Haut-Rhin ne s'est pas associée à la manifestation, estimant que les conditions d'une large mobilisation ne sont pas réunies et que la lutte contre la politique du gouvernement et du patronat doit d'abord se développer dans les entreprises.

Soulignant que le bilan que le premier ministre pouvait présenter aux Alsaciens « n'est guère réjouissant », la fédération du parti socialiste a insisté pour se parer sur le caractère « désastreux » et « électoraliste » des mesures gouvernementales.

M. Barre a regagné Paris dans l'après-midi. — B. L. G.

### De notre envoyé spécial



(Dessin de KONF.)

## L'emploi à tout prix

Colmar. — En invitant fermement les jeunes à occuper les emplois actuellement disponibles qui, a-t-il précisé, ne sont pas nécessairement ceux auxquels ils aspirent, M. Raymond Barre, mardi 23 août, à Colmar, Haut-Rhin, a mis en relief une des causes de la dégradation de l'emploi, en même temps que l'une des faiblesses du dispositif gouvernemental contre le chômage des jeunes.

Bien qu'en données brutes les offres d'emploi non satisfaites aient chuté d'un peu plus de 25 % en un an, certaines entreprises éprouvent incontestablement des difficultés à recruter le personnel nécessaire à la poursuite de leur expansion. Les représentants de l'union des groupements artisanaux de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé ont ainsi impressionné le premier ministre en lui citant le cas d'une entreprise de carrosserie du Haut-Rhin qui, malgré des équipements et des compétences potentielles qui donneraient du travail à vingt-cinq salariés, n'emploie que six personnes, faute de pouvoir trouver des ouvriers qualifiés (1).

Le premier ministre a souligné une nouvelle fois devant ses interlocuteurs alsaciens du comité départemental pour la promotion de l'emploi, dont il avait présidé auparavant les travaux, qu'il ne pouvait y avoir de solution que dans une amélioration de la formation des jeunes, une politique, peut-on ajouter, qui, même si elle est bien conduite, ne peut donner des résultats qu'à terme.

Un autre exemple, directement lié celui-là au plan gouvernemental contre le chômage des jeunes, semble avoir frappé le premier ministre. Dans le sud du département, une entreprise de peinture en bâtiment s'est adressée à l'agence pour l'emploi pour recruter dix stagiaires. Celle-ci a convoqué soixante-neuf jeunes

gens. Vingt-trois se sont présentés. Sept se sont montrés intéressés, mais aucun ne voulait travailler dans le bâtiment.

L'exemple n'est pas unique. Ainsi, a-t-on recensé 2 560 possibilités de stage dans les différentes entreprises et organismes de formation du Haut-Rhin, mais, à ce sujet, il n'y a que 345 volontaires sur les 3 750 demandeurs d'emploi âgés de moins de vingt-cinq ans (1).

D'expérience, nombre de jeunes répugnent à occuper un emploi pénible, mal rémunéré, sans intérêt. Car, en dépit du sensible coup de pouce dont elle a fait l'objet, la rémunération des stagiaires en entreprise ou « en formation » reste faible pour les plus jeunes (410 F par mois entre seize et dix-huit ans et 50 % du SMIC ensuite), celle des apprentis plus faible encore (15 % du SMIC pendant les six premiers mois) et les conditions de travail de ces derniers — faute d'un nombre d'inspecteurs suffisant — parfois scandaleuses.

Le premier ministre a semblé néanmoins prêter une oreille attentive, sinon convaincue, aux artisans venus lui réclamer l'abaissement à quinze ans de l'âge de recrutement des apprentis, mesure qui ouvrirait une nouvelle brèche dans l'obligation de la scolarité jusqu'à seize ans.

Les décisions gouvernementales pour favoriser l'embauche ne peuvent certes porter leurs fruits sans le concours actif des entreprises. Mais le plan gouvernemental ne réussira pas non plus si les principaux intéressés ont le sentiment que les dés sont pipés. En enjoignant aux chômeurs de moins de vingt-cinq ans de donner le cas échéant leurs aspirations, le premier ministre risque d'accroître l'idée qu'il est plus sage de freiner à tout prix l'augmentation persistante des chiffres de demandeurs d'emploi que de la bonne insertion professionnelle des jeunes. Outre qu'elle rencontre de sérieuses résistances, cette politique conforte les positions de ceux qui ne voient dans le plan du gouvernement qu'un moyen artificiel d'obtenir avant les élections une dérive du chômage. La jeunesse — faut-il le souligner ? — mérite mieux que ce calcul à court terme.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Le salaire proposé était de 17 F de l'heure. La rémunération horaire du SMIC est actuellement de 9,58 F.

## CONFLITS SOCIAUX

Les ouvriers de l'imprimerie Hélio-Cochet ont décidé, ce mardi 23 août, de réoccuper leur usine de Chilly-Mazarin (Essonne), qu'ils avaient déjà occupée du 2 juillet 1975 au 2 janvier 1977, avant d'être évacués par la police. Cette entreprise, qui assurait 70 % de la production française de cartes postales, a été mise en liquidation judiciaire en juin 1975. L'union départementale C.G.T. de l'Essonne rejette la responsabilité du conflit sur le gouvernement qui, dit-elle, n'a pas suivi les propositions qui lui ont été faites en juillet pour le maintien en activité de l'imprimerie (neuf cent cinquante salariés). La C.G.T., qui craint que le tribunal de commerce ne prononce la liquidation le 23 septembre, avant que ne soit terminée l'étude du Crédit national relative aux imprimeries parisiennes, demande l'intervention de M. Barre.

## ACCROISSEMENT DU CHOMAGE EN EUROPE

Le chômage a encore augmenté en Europe en juillet : 5 685 000 au lieu de 5 324 000 en juin et de 5 077 000 il y a un an, soit un accroissement de 12 %.

L'augmentation des chômeurs par pays entre fin juin 1977 et fin juillet 1977 est la suivante : Grande-Bretagne : + 165 000 personnes (mais le chômage s'est encore aggravé en août comme l'indique l'article ci-dessous) ; Belgique : + 22 000 ; Italie : + 48 000 ; Allemagne fédérale : + 41 000 ; France : + 37 000 ; Pays-Bas : + 15 000 ; Danemark : + 3 000 ; Irlande : + 200 ; Luxembourg : + 100. La proportion des chômeurs inscrits par rapport à la population active est passée d'un mois à l'autre de 3,1 % à 3,4 %. Cette proportion était de 4,8 % à la fin de juillet 1976.

## A L'ÉTRANGER

### En Grande-Bretagne

## Chômage record et baisse continue du pouvoir d'achat

Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne s'est élevé à la mi-août à un niveau jamais atteint depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Selon les chiffres publiés mardi 23 août par le ministère de l'emploi, le nombre des chômeurs recensés pendant le premier trimestre 1977 s'est élevé à 1 111 000, soit 6,9 % de la population active. Après correction des variations saisonnières, le nombre de chômeurs est de 1 413 900 (soit une augmentation de 11 700 en un mois), ce qui représente 6 % de la population active.

Après la relative amélioration enregistrée durant l'hiver et le printemps, la recrudescence du chômage est une conséquence logique du marasme dans lequel se débat l'économie britannique.

Les derniers chiffres officiels confirment en effet que l'activité économique s'est ralentie en Grande-Bretagne au deuxième trimestre et qu'elle est restée à un niveau nettement inférieur aux objectifs publiés par le gouvernement dans son budget. Le produit intérieur brut, après une petite reprise au premier trimestre, est retombé de 1 % au second, soit pratiquement au plus bas niveau enregistré depuis le début de la récession, il y a quatre ans.

Le gouvernement avait fixé initialement un taux de croissance de 2 % cette année. Puis cet objectif a été ramené à 1,5 %. Mais il est peu probable qu'il soit atteint. Le ralentissement des affaires est dû en grande partie à la baisse de la

consommation des ménages : au deuxième trimestre, les dépenses de consommation ont, selon les dernières estimations officielles, baissé de 1,25 %, retombant ainsi au plus bas niveau depuis cinq ans.

Les ventes d'articles d'habillement ont diminué à elles seules de plus de 4 % par rapport au trimestre précédent, celles des biens de consommation durable ont baissé de 3,7 %, alors qu'une diminution de plus de 7 % a affecté les ventes de voitures automobiles. Seuls l'alimentation, les boissons, le tabac, le logement, ont échappé à ce marasme.

Celui-ci n'a rien de surprenant : la diminution du pouvoir d'achat, résultant des restrictions salariales et de la hausse rapide des prix, oblige les Britanniques à limiter leurs dépenses. En un an, le coût de la vie a augmenté à une allure presque double de celui des revenus moyens (17,7 % contre 9,7 %). Par ailleurs, les dépenses publiques ont été strictement comprimées, tandis que les progrès de l'exportation et des investissements sont bien inférieurs aux prévisions.

En juillet, certes, le commerce de détail a progressé de 3,5 à 4 % (le Monde du 23 août). La demande a bénéficié de la loi non seulement de l'invasion des îles Britanniques par les touristes étrangers, mais aussi du fait que les Anglais, éprouvés par la crise économique et par la dévaluation de leur monnaie, passant, cette année, davantage leurs vacances chez eux.

Le Pérou indemnise le groupe pétrolier Gulf Oil. — Le gouvernement péruvien a décidé de verser à la société pétrolière américaine Gulf Oil la somme de

1 540 378 dollars pour l'indemnisation de la nationalisation de sa chaîne de distribution. La somme, qui a été acceptée par la compagnie, pourra être transférée à l'étranger.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

### AVIS DE PRÉSÉLECTION N° 3/KD.T

SONELGAZ doit réaliser un certain nombre de liaisons par courants porteurs sur ses lignes à haute tension.

Pour cette réalisation, Sonelgaz lancera un appel d'offres international restreint à des entreprises préalablement sélectionnées sur la base d'une présélection, nhiet du présent avis.

Les entreprises désireuses de se porter candidates à l'appel d'offres sont invitées à écrire à l'adresse suivante

### SONELGAZ

Service Engineering Télécommunications  
2, boulevard Salah Bouakour, Alger

après quoi le dossier de présélection leur sera envoyé.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

### DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de l'exécution des ouvrages de débouchements des dépôts solides du Barrage de KSOB sur l'Oued KSOB (Niveaux de M'SILA).

Les travaux consistent en l'exécution :  
— D'une galerie en forme de fer à cheval entièrement revêtue de béton d'un diamètre de 4 mètres environ et d'une longueur approximative de 1.000 mètres.  
— Des ouvrages d'entrée et de sortie (tour de prise d'une hauteur de 15 mètres environ, bassin de restitution de 25 mètres de longueur environ).

Les entreprises de travaux publics intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la Direction des Projets et Réalisations Hydrauliques, Oasis Saint-Charles, Bimondreil, ALGER (Algérie).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à M. le Directeur des Projets et Réalisations Hydrauliques, à l'adresse ci-dessus, avant le 30 octobre 1977, à 10 heures.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant cent vingt jours.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### UNIVERSITÉ D'ANNABA SERVICE ÉQUIPEMENT

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 02-77

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture d'équipements scientifiques universitaires.

Les dossiers de soumission peuvent être retirés à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres international à l'Université d'Annaba, B.P. 12 El Hadjar, contre paiement de 100 DA.

L'enveloppe extérieure devra porter, en plus de l'adresse de l'Université d'Annaba, la mention : « AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL - A NE PAS OUVRIIR ».

La date limite de dépôt des offres est fixée au 15 septembre 1977.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs propositions pendant une période de 90 jours à compter de la date du présent appel d'offres.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

### SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DES PEAUX ET CUIRS

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries des Peaux et Cuir « SONIPEC » lance un appel d'offres international en vue de la réalisation de « Produits en main » d'une unité de fabrication de chaussures en cuir naturel et synthétique à FRENDA (Willa de Tiant).

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la SONIPEC, direction des études, 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey Alger, à partir du 20 juillet 1977 contre paiement de la somme de 200 DA.

La date limite de la remise des offres est fixée au 20 novembre 1977, le cachet de la poste faisant foi.

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double pli cacheté avec mention : « Ne pas ouvrir - Appel d'offres projets chaussures FRENDA ».

FABRICANT-VENTE DIRECTE  
**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
FRANOR 70, RUE AMÉLOI  
TEL 700.87.94  
M<sup>re</sup> St-Sébastien, Forcé le samedi



● **Réglementation sur l'amiante** : réserves de la C.F.D.F. qui « prend acte » de la publication du décret renforçant la réglementation sur l'amiante, mais estime que le « seuil acceptable » en matière d'inhalation est trop élevé : 2 fibres par cm<sup>3</sup> alors que les cédestistes recommandent 1 fibre par cm<sup>3</sup>.

**Source: Siemens Société Anonyme**



## LES MARCHÉS FINANCIERS

**PARIS**  
23 AOÛT

### **Irrégulier mais bien tenu**

La Bourse de Paris a fonctionné normalement ce mardi. Remis des émotions que l'alerte à la bombe avait causées la veille en les obligeant à vider les lieux, les opérateurs ont procédé à la liquidation générale de fin de mois. L'opération s'est effectuée sans douleur. Quelques dégagements bénéficiaires ont de nouveau été enregistrés. Mais compensés dans plusieurs cas par une reprise des achats, ils n'ont guère pesé sur le cours. La tendance est assez irrégulière dans plusieurs compartiments et en clôture, l'indicateur instantané affichait même une très légère hausse de 0,03 %.

Un seul compartiment s'est un peu alourdi : la métallurgie. Au total, sur les cent quatre-vingts valeurs inscrites à la cote, une trentaine ont monté de manière sensible (1% et plus) et un nombre égal a fléchi. Le meilleur score a été réalisé par Paris-France (+ 7 %) et le plus mauvais par Cotelec (- 5,7 %).

Bref, une bonne séance de l'avis des professionnels. Certains d'entre eux se hasardaient même à pronostiquer, avec toute la prudence d'usage, que le marché devrait rester bien orienté durant trois semaines encore avec quelques petites rétrogrades occasionnelles.

ques petites rechutes sans gravité de temps à autre. Simple intuition ? En fait, il apparaît à peu près acquis que l'avenir fiscal sera porté de 50 % à 75 %. Pour la Bourse, ce serait une bonne nouvelle. Mais l'on disait aussi, autour de la corbeille, que le déficit budgétaire auquel le gouvernement semblait s'être résolu (voir

ment sensiblement sure des ressources (voir d'autre part), serait de nature à relancer un peu l'activité économique. Ceci pouvant expliquer cela, le regain d'intérêt manifesté depuis quelques jours par les investisseurs étrangers ne s'est pas, en tout cas, démenti et de nouveaux achats en provenance de Londres, notamment, ont été notés.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 90 F à 23 400 F (après 23 480 F). Progrès du napoléon, en revanche, qui s'est adjugé 0,80 F à 347,70 F (après 248 F).

## LONDRES

**Irrégulier**

Le fait marquant mercredi, à l'ouverture, est la forte hausse de la De Beers, favorisée par les excellents résultats semestriels annoncés par la compagnie. Sur le reste du marché, la tendance est étroitement irrégulière. Baisse des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Légère reprise des mines d'or.

Performance (dollars)   144 ... contre 143.48			
VALUES	CLOTURE	COURS	
	23 \$	24 \$	
Chem	514	586	...
Sci Petroleum	116	...	...
Islands	802	113	...
Beers	284	258	...
Artificial Chemical	408	408	...
Vista Zinc Corp.	211	211	...
500	500	...	...
192	193	...	...
Loan 3 1/2 %	31 1/2	31 5/8	...
St Orientales	20 1/4	20 1/2	...
Starrs Holdings	17 1/16	17 1/16	...
79 en dollars U.S.			...
net de prime sur			...

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**DE BEERS.** — Le groupe annonce pour le premier semestre des résultats en très forte augmentation. La progression atteint 80,6 % pour le bénéfice avant impôts (433,3 millions de rands contre 231 millions) et 83,3 % pour le bénéfice net (235,4 millions de rands contre 128 millions). Pour l'exercice 1978 en entier, le bénéfice du groupe s'élevait à 306 millions de rands. Le dividende intermédiaire est porté de 12,5 à 17,5 cents (40 à 51).

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FONDÉRIE.** — Chiffre d'affaires consolidé du premier semestre (y compris la filiale Paraf Italiana pour la première fois) : 1.178,85 millions de francs. A structures comparables, la progression atteint 19 %. Pour la première fois, le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger dépasse 20 % (21,7 %) du total.

**ARTHUR MARTIN** — En raison

**ARTHUR MARTIN.** — En raison du mauvais climat des affaires, les ventes consolidées du groupe pour 1977 ne devraient pas progresser, sauf reprise à la rentrée, de plus de 2,7 % à 860 millions de francs. L'exercice serait encore déficitaire de 2 millions à 3 millions de francs (contre une perte de 13 millions de francs en 1976). Le capital sera augmenté à l'autonomie. Electrolux y participerait à concurrence de 55 %.

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23.8	24.8
dollar (p. 2005)	255.80	256.75

## NEW-YORK

[illegible]

VALEURS	COURS	POT
	22.8	23
...	46 3 8	46 3
...	83 1/8	83
...	57 5/8	57
...	32 1/8	32
...	115	114
...	64 3/4	64
...	48 1/2	48
...	48 1/2	48
...	54 7/8	54
...	34 1/4	33
...	65 3/4	65
...	18 1/4	18
...	271	269
...	34 1/8	34
...	24 5/8	24
...	61 1/2	61
...	25 1/4	25
...	65 3/4	65
...	27 3/8	27
...	18 1/4	18
...	48 1/2	48
...	32	32
...	28 1/2	28
...	32	32

## INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1976.)		
	23 août	23 août
Valeurs françaises ..	88,8	89,1
Valeurs étrangères ..	100,1	100,2

(Base 100 : 29 déc 1961.)  
 Indice général ..... 58,2      5

**Taux du marché monétaire**  
 États-Unis 8 3/8

**BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

[illegible]

COTE DES CHANGES	COURS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	-------	----------------------

[illegible]



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE PROCHE-ORIENT
3. AFRIQUE AMÉRIQUES
4. ASIE
- 4 à 6. POLITIQUE
- Bulletin de santé de l'administration française (11), par Gilbert Devaux.
- La commémoration de la libération de Paris : histoire, célébration et actualité, par André Tillet.
6. ÉQUIPEMENT SPORTS
7. JUSTICE ÉDUCATION
8. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Feuilleton.

## LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 9 à 15

CULTURE : Comment sauver les monuments historiques.

CINÉMA : Festival d'Antalya ; Hommage à Delmer Daves ; Le triomphe de la Guerre des étoiles, de G. Lucas.

## 10 à 20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

Annouces classées (17 et 18) ; Aujourd'hui (16) ; Carnet (16) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Sources (12).

## L'ÉTAT DEMANDE À MONTE- FIBRE DE MAINTENIR SON ACTIVITÉ À SAINT-NABORD AU-DELA DU 5 SEPTEMBRE.

La direction de Montefibre (Saint-Nabord, Vosges) se doit, selon les pouvoirs publics, de reprendre ses activités de production au-delà du 5 septembre, a indiqué mardi soir 23 août la préfecture des Vosges. Les pouvoirs publics ont également demandé la direction et à assurer ses obligations au regard du contrat de travail de son personnel, soit mille trente-neuf employés menacés de licenciement par la fermeture de l'usine de textile synthétique vosgienne.

Le préfet des Vosges, M. Lamy, a précisé que, pour le ministère du Travail, « toutes demandes de licenciement collectif du personnel ne seraient considérées comme le résultat de motifs structurels et non pas conjoncturels ». Cela signifie qu'à ce titre le délai de consultation du comité d'entreprise devait être de trois mois et non pas deux mois seulement.

Cette période de trois mois est considérée par les pouvoirs publics comme « devant être utilisée au mieux pour permettre de rechercher une solution industrielle assurant la continuité de la production ». Durant cette période, « les pouvoirs publics sont prêts à accepter un régime d'indemnisation du personnel, à certains égards dérogatoires au droit commun », des négociations vont s'ouvrir, cette semaine, sur ce sujet, entre la direction de l'entreprise et les représentants de l'Etat.

M. Armin Newerla et six autres collaborateurs du cabinet d'avocats de M. Klaus Croissant, arrêtés samedi 20 août à Francfort, ont été remis en liberté lundi. Les autorités ont précisé qu'une enquête était en cours sur les activités de M. Newerla et de ceux de ses collègues, soupçonnés de soutenir une organisation terroriste et d'avoir diffusé des publications favorables au terrorisme. M. Newerla a annoncé qu'Andreas Bader, Gerdur, Eisslin, Jan Carl Raspe et Iringard Moeller, qui font la grève de la faim, étaient soumis à l'alimentation forcée à la prison de Stuttgart-Stammheim. Il a protesté contre l'addition de produits psychopharmacologiques à la nourriture liquide qui leur est administrée de force. — (A.F.P.)

du jeudi 1  
au lundi 12  
septembre  
1977  
inclus

**foire  
européenne de  
strasbourg**

A B C D E F G

## APRÈS LES INCIDENTS DE CREYS-MALVILLE Les huit manifestants condamnés à Bourgoin comparaissent devant la cour d'appel

Grenoble. — Le procès en appel de huit manifestants condamnés le 7 août dernier après les événements de Creys-Malville s'est ouvert ce mercredi 24 août à 10 h. 30 au palais de justice de Grenoble. Autour du bâtiment pour les abords immédiats sont interdits aux manifestants antinucléaires à la demande du procureur de la République et du président de la cour d'appel, un millier de personnes environ se sont rassemblées en début de matinée, réclamant, dans le calme, « un procès public et non une justice secrète ». En effet, seulement trente « cartes » non nominatives, permettant l'accès à la salle d'audience, ont été distribuées au comité Malville de Grenoble, qui a la charge, de les répartir entre ses militants.

Après plusieurs rencontres et négociations entre les responsables du comité Malville et le chef de la sûreté, M. Jean-Louis Tocheport, les manifestations

## INCIDENTS À PARIS AU COURS D'UNE MANIFESTATION

A la veille du procès en appel de sept des manifestants arrêtés après la manifestation de Creys-Malville, le 31 juillet, et condamnés le 7 août par le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, le comité Malville de Paris avait appelé, mardi 23 août, à un rassemblement de soutien, de protestation et d'explication au square Saint-Jacques (4<sup>e</sup> arrondissement).

Un millier de personnes avaient répondu en fin d'après-midi à cet appel, qui avait reçu le soutien de la ligue communiste révolutionnaire. Pendant qu'une dizaine de membres du comité se rendaient à proximité du Palais de justice pour demander à y déposer des tracts, un groupe de police devait leur signifier l'incompétence territoriale des autorités judiciaires parisiennes, des distributions de tracts s'effectuèrent de force, conduisant à des tensions et à des incidents. A l'issue de quelques incidents, constatés qu'ils étaient observés et photographiés à de multiples reprises par des occupants du siège du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), situés au troisième étage du 7, boulevard de Sébastopol, et par un « photographe » qui exerçait au dernier étage du même immeuble, un petit groupe de manifestants décidèrent de s'en prendre à ces observateurs. Quelques jets de cailloux pointèrent leur impudence jusqu'à la photo-graphie amateur soit pris à partie, à sa sortie de l'immeuble. Insulté et bousculé par une dizaine de forces de police, un manifestant pris position pendant quelques minutes devant l'immeuble du P.F.N., intervenant de nouveau à partir de 20 heures, après la dispersion officielle du rassemblement pour disperser, boulevard de Sébastopol et autour du centre Georges-Pompidou, plusieurs groupes de manifestants qui se harcelaient par des jets de pierres et de cailloux.

M. Michel Grandjean, le militant écologiste arrêté de la jambe droite à la suite des affrontements de Creys-Malville (le Monde du 2 août) vient d'adresser une lettre ouverte à M. Marchais. Mitterrand et Fabre.

Dans cette lettre, il demande aux partis signataires du programme commun s'ils souhaitent clairement « qu'en cas de victoire aux élections, « ils abolissent l'usage des grenades offensives et des grenades lacrymogènes instantanées (GLI) et interdissent cet usage dans le cadre de la répression des manifestations ».

En outre, l'avocat de M. Michel Grandjean a déposé, le vendredi 5 août, une plainte contre 2 avec constitution de partie civile.

De notre correspondant

prévues dans la ville de Grenoble ont été autorisées, en dehors d'un périmètre de sécurité à proximité du palais de justice et de la préfecture de l'Isère. Pendant toute la durée du procès, des manifestations, des meetings et des stands d'information sont organisés pour renseigner la population sur les événements de Faverge du 31 juillet, le procès de Bourgoin et le 7 août et sur le surrégenteur Super-Phénix de Malville. Les militants anti-nucléaires exigent d'autre part « la suppression des armes de guerre de la police », « la relance immédiate des emprunts », « l'annulation des arrêtés d'expulsion à vis des camarades allemands et suisses », enfin « l'arrêt du projet Jou de Super-Phénix à Malville ».

Après de nombreux « hommages » effectués sur les murs de l'agglomération de Grenoble au

## DEUX TÉMOIGNAGES Xénophobie...

M. Konrad Hinderberger, âgé de vingt-quatre ans, de nationalité allemande, a été interpellé, dans la soirée du 31 juillet, après la manifestation de Creys-Malville, jugé le 7 août, le tribunal de Bourgoin-Jallieu (Isère) l'a relaxé (le Monde du 9 août). M. Hinderberger nous a adressé le témoignage suivant :

« Nous condamnons fermement les méthodes des interrogatoires exécutés par les gardes mobiles et les circonstances dans lesquelles s'est tenue l'audience du tribunal de Bourgoin, jugeant en flagrant délit. (...) Les témoins, tous membres du service d'ordre, pendant les vingt-cinq heures que dure l'audience, se sont trouvés dans la même salle et ont pu accorder leurs témoignages. Ils se sont cependant empêtrés dans des contradictions incroyables lorsqu'ils ont été invités à désigner, à l'audience, les prévenus qu'ils avaient reconnus cinq jours auparavant.

« Tous les prévenus étaient exposés, après leur arrestation, le 31 juillet, dans le caserne de Bourgoin, à des traitements brutaux et humiliants de la part des gardes mobiles. En arrêtant arbitrairement les

prévenus du tribunal de Bourgoin, les gardes mobiles et la justice ont voulu justifier les actions brutales des gardes mobiles pendant la manifestation de Creys-Malville. Ils ont précédé la manifestation du 31 juillet et qui visait, notamment, des militants antinucléaires allemands. Sinon, comment leur-il comprendre les déclarations du préfet Janin à propos de l'« invasion allemande » : « pour la dixième fois, Morestel est occupé par les Allemands », suivi du comportement arbitraire des gardes mobiles, l'audition du tribunal et ces jugements arbitraires ?

« Nous refusons vivement que l'action des militants antinucléaires soit criminalisée par des jugements exemplaires, par des campagnes xénophobes et par l'arbitraire policier. Nous réclamons au gouvernement français la libération immédiate des militants antinucléaires condamnés le 7 août par le tribunal de Bourgoin. Nous réclamons l'annulation de l'arrêt d'expulsion contre les citoyens étrangers. Nous demandons l'interdiction de l'utilisation des grenades offensives contre des manifestants.

« Nous refusons vivement que l'action des militants antinucléaires soit criminalisée par des jugements exemplaires, par des campagnes xénophobes et par l'arbitraire policier. Nous réclamons au gouvernement français la libération immédiate des militants antinucléaires condamnés le 7 août par le tribunal de Bourgoin. Nous réclamons l'annulation de l'arrêt d'expulsion contre les citoyens étrangers. Nous demandons l'interdiction de l'utilisation des grenades offensives contre des manifestants.

« Etant blessé, sur le terrain, j'ai pu voir la ligne d'appoint de C.R.S. refuser un moment le combat et vouloir s'en aller. Ces C.R.S., plus jeunes pour la plupart, se sont fait huer et rabrouer par les « durs » de la première ligne qui avait chargé. »

« Ma femme et moi avons suivi directement la charge de Faverge. En deux minutes, nous avons été pris en tenaille : nous n'étions ni armés ni casqués, nous n'avons ni C.R.S. ni envoyé à bout portant (2-3 mètres environ) et en tir tendu une grenade dans le bas-ventre.

« Et c'est ainsi qu'une grenade offensive. Elle n'était pas ronde, du type de celles qu'on lance à la main, mais cylindrique, de 20 centimètres de long et en aluminium. Depuis que mon témoignage a paru dans le quotidien régional l'Alsace, des gon-

« Un manifestant, M. A. Stapha Boukhezer, vingt et un ans, a été tué dans des circonstances mal établies, et deux autres, M. Gérard Leclerc, âgé de 21 ans, et Omar Allal, vingt ans, arrêtés, mardi 22 août vers 12 heures, à Charnay-Maillot (Haute-Saône), alors qu'ils s'apprêtaient, se dit-il, à aller au bureau à poste de la Butte-Rouge (1<sup>er</sup> département édifié). Selon la police, un quatrième manifestant pris la fuite, et n'a pu être identifié. C'est une vieille dame de soixante-trois

## La succession de Mgr Makarios

M. DENKTASH  
MENACE DE CRÉER  
UN ÉTAT INDÉPENDANT

Istanbul (A.F.P.). — « L'Etat chypriote turc fermant ses frontières si le futur chef de la communauté chypriote grecque est reconnu comme chef de l'Etat de Chypre », a déclaré M. Rauf Denktaş à l'envoyé spécial du quotidien turc Milliyet à Nicosie. Le chef de la communauté turque a précisé que cette mesure sera prise dans le cas où le chef grec choisiraient en septembre les Grecs de Chypre est proclamé « président de la République de Chypre » et reconnu comme tel par les autres pays.

M. Denktaş a indiqué que les Turcs de Chypre seront amenés à prendre également une série de décisions allant jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Etat fédéré chypriote turc.

Pour M. Denktaş, la fermeture des frontières signifie que le seul point de passage entre les deux secteurs restera fermé, de sorte que les diplomates et les autres ressortissants étrangers ne pourront plus passer du secteur grec de Nicosie dans le secteur turc.

M. Agostinho Neto, président de la République populaire d'Angola, est arrivé, le mardi 23 août, en visite privée à La Havane. Il a été reçu par M. Fidel Castro, le président Neto a fait à y a un an, une visite officielle à Cuba.

## « AVANT-GARDISTE » DES ANNÉES 20 Le sculpteur Naum Gabo est mort

Le sculpteur Naum Gabo est mort, le 23 août, à Londres, dans le Connecticut. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans. Avec lui disparaît un des derniers grands représentants de l'avant-garde artistique dans les années 20.

Né en 1890 à Brjansk, en Russie, Naum Gabo, de son vrai nom Naum Pevsner — qu'il changera pour ne pas être confondu avec son frère Antoine sculpteur connu pour avoir été envoyé à Munich pour étudier la médecine. En fait, s'il s'adonne, pendant ses études, aux mathématiques et à la physique, en même temps qu'il acquiert des connaissances techniques d'ingénieur, il suit de près les activités artistiques de la ville, alors en plein bouillonnement culturel. Son frère décrit un volume virtuel dans un cours de voyages qui le mènent en Italie, puis en France. Et c'est en 1915, à Stockholm, où il est resté pendant avoir quitté Paris à la déclaration de guerre, qu'il réalise ses premières sculptures : des têtes, des bustes et des torsos en femme, faits de feuilles de métal, de bois, de carton, de celluloid, plâtes et découpées dans l'espace, à l'instar des sculptures peintures d'Archipenko.

Naum Gabo avait connu à Paris.

De retour en Russie, en 1917, il participe, aux côtés de Malevitch et de Tatlin, aux activités et réflexions des groupes d'avant-garde. Trois ans plus tard, il s'édifie avec Pevsner la *Manifeste du réalisme*, par quoi les deux frères lancent les bases d'un art nouveau, que l'on qualifie, par la suite, de « constructivisme ».

Les quelques grands principes énoncés dans ce manifeste,

## LA BAISSSE DU DOLLAR SE POURSUIT

Dans l'attente de la publication des chiffres du commerce extérieur américain en juillet, qui devraient être connus le 25 août — on parle d'un déficit supérieur à 3 milliards de dollars — la devise américaine a continué de baisser mardi 23 août, dans la matinée.

Le dollar s'est affaibli sur toutes les places. Ainsi, il valait 4,6990 F à Paris (contre 4,90 F la veille), 2,3148 deutschemarks à Francfort (contre 2,3248), 2,4420 florins à Amsterdam (contre 2,45). La baisse de dollar a été particulièrement sensible à Zurich (2,3590 francs suisses contre 2,41), la devise helvétique étant, il est vrai, en hausse par rapport à toutes les devises.

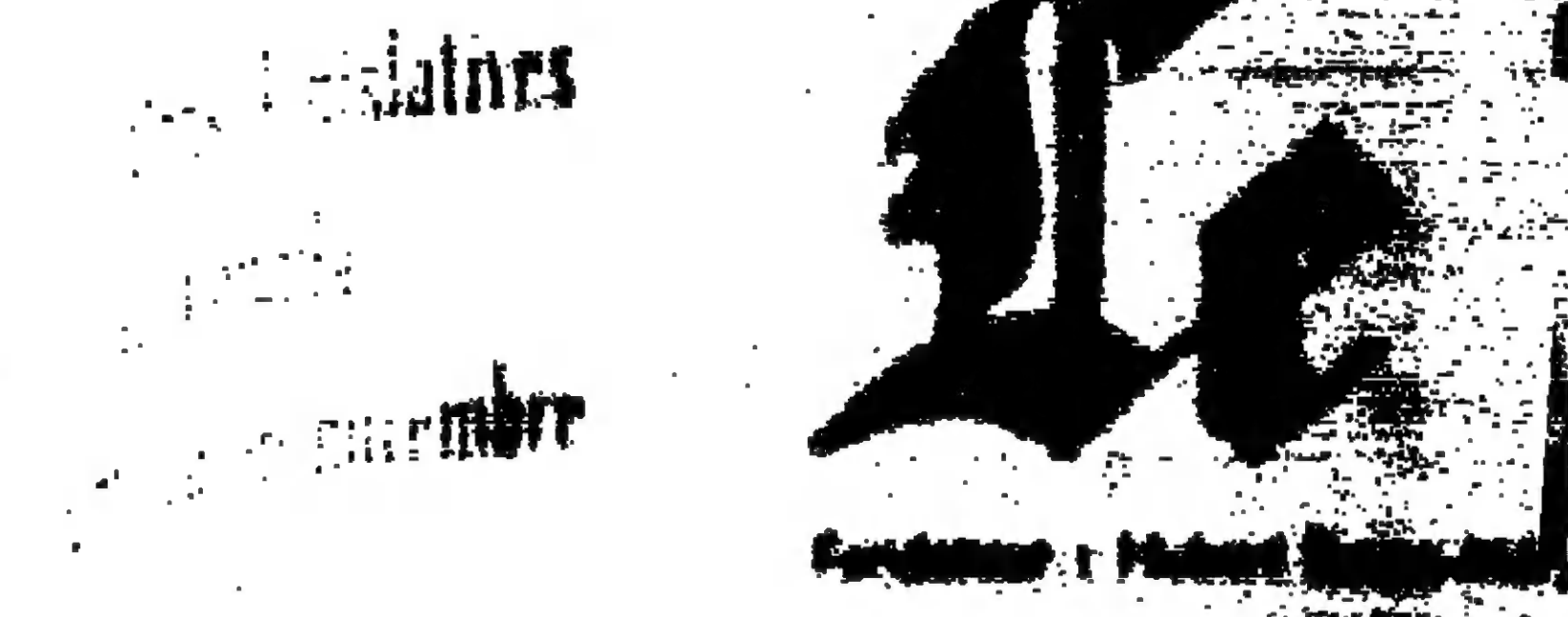
Le franc français, qui a monté par rapport au dollar et baissé vis-à-vis du franc suisse, n'a que peu varié à l'égard des autres devises.

La Banque d'Angleterre a maintenu d'interventions pour maintenir le cours de la livre à 1,74 dollar environ. Conséquence : la monnaie britannique a fléchi par rapport à toutes les autres devises.

## GRÈVE DANS LES MUSÉES

A la suite du projet présenté au gouvernement par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, concernant l'ouverture de certains musées jusqu'à 20 heures (le Monde du 11 août), le syndicat général C.G.T. des personnels des affaires culturelles appelle le personnel de surveillance et de gardiennage des musées et monuments historiques à un arrêt de travail les jeudi 25 et vendredi 26 août.

Le numéro de « Monde » daté 24 août 1977 a été tiré à 499 414 exemplaires.



## Madrid et les manifestants

« CATALOGNE : répression des manifestants »

« PAYS BASQUE : manifestants avec le gouvernement »

« Catalogne : répression des manifestants »

« Pays Basque : manifestants avec le gouvernement »

## LA POLOMONE SUR

Il s'agit de servir l'Europe

## Les fiches

« Les fiches »

« Les fiches »

« Les fiches »

« Les fiches »

## GENEVIEVE BREERETTE.

## YEN ALITE DES AFFAIRES

## TRICOT DES NOUVEAUX

## RELEVEMENT PAYSAN

## UN PAYS D'INVENTION

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE

## CONTRAT DE VENTE